

DEUX ATTENTATS A PARIS

L'ambassadeur des Emirats arabes unis est grièvement blessé

L'assassinat du général Oveissi et de son frère est revendiqué par deux groupes iraniens

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 11 à 18

Rencontre avec le compositeur allemand Hans Werner Henze

Les Occidentaux se dégagent du champ de bataille de Beyrouth

Une partition de fait

« Je ne me fais aucune illusion », disait récemment, à propos du maintien de la force multinationale à Beyrouth, le président Giscard d'Estaing. Il ajoutait : « On ne va pas mourir pour les autres de gaieté de cœur, mais on retrait pose à des grandes puissances un problème de crédibilité. » Ce « problème » passe aujourd'hui au second plan dans la mesure où la réurgence brutale de la guerre civile et le succès de l'offensive chite contre l'armée libanaise privent les contingents occidentaux de leur raison d'être. Ne pouvant ni s'interposer ni soutenir efficacement un pouvoir qui se disloque, il leur faut rembarquer. Les Britanniques ont déjà donné l'exemple, et les Américains sont sur le point d'en faire autant, suivis selon toute vraisemblance par les Italiens et les Français.

Quelle sera la répercussion de ce retrait sur la situation libanaise ? Sur le plan purement militaire, il ne saurait avoir de bien grandes conséquences. En effet, depuis longtemps déjà, les « soldats de la paix », assiégés, épuisés par de lourdes pertes et constamment sur la défensive, n'étaient pas un facteur de poids dans le rapport des forces. Leurs ripostes, limitées aux cas où ils étaient directement pris à partie, n'ont guère pesé sur le déroulement du conflit.

Sur le plan psychologique et politique, il en va tout autrement. Le départ des contingents de la force multinationale dans de telles conditions ne peut, bien évidemment, qu'affaiblir davantage de chef de l'Etat libanais en démontrant avec éclat l'échec de son alliance privilégiée et de toute sa stratégie. Les assurances données par le président Reagan, qui maintient sa flotte au large de Beyrouth et l'autorise à user de son énorme puissance de feu pour frapper les sources de tir dirigées contre la ville à partir de zones contrôlées par les Syriens, ne sont qu'une prise de consolation. Elles sont par ailleurs destinées à amener Damas à composition beaucoup plus qu'à soutenir un pouvoir en perdition.

Est-ce dire que M. Giscard d'Estaing est désormais contraint à la démission ? Même s'il subit un coup d'effroyable sévérité, on ne peut en conclure qu'il va nécessairement passer la main. S'ils mesurent amèrement la portée de ses erreurs et peuvent même lui reprocher sa faillite, les chrétiens libanais redoutent par-dessus tout que le départ volontaire du président — maronite, aux termes du pacte national — ne sonne le glas de la Constitution. Lorsqu'en mars 1976 le président Frangie, pourtant très impopulaire dans sa communauté, parut menacé par un coup d'Etat militaire qui offrait quelque apparence de sérieux avant de s'avérer une mascarade, les maronites firent bloc autour de lui. De même ils se sont opposés aux intentions de démissionner qu'avait manifestées le président Sarkis dans les phases les plus sombres de son mandat. Au demeurant, l'image d'homme d'Etat résolu jusqu'à l'obstination que M. Giscard a toujours voulu se donner s'accroît mal d'un départ volontaire.

Qui irait, pour autant, surtout au Liban, exclure totalement un coup de théâtre et l'arrivée au pouvoir d'un successeur dont, pour l'instant, on ne voit pas se dessiner les traits ? Toutefois, le départ prévisible de la force multinationale semble plutôt déboucher sur une situation où le président de la République libanaise, menacé dans son palais même et dépourvu de gouvernement, doit faire face à une partition de fait de son pays et même de sa capitale.

- Le contingent britannique a quitté la ville
- La flotte américaine va rembarquer les « marines »
- La France souhaite un recours aux « casques bleus »

Tandis que le président Reagan annonçait sa décision de retirer les « marines » sur les navires de la VI^e Flotte mais étendait les autorisations d'ouverture du feu qui lui sont données, les cent quinze soldats du contingent britannique de la Force multinationale ont amorcé, ce mercredi matin 8 février, leur retrait définitif du Liban. Ils seront probablement suivis prochainement par les militaires italiens et français, la position de Paris étant en cours d'élaboration.

A Beyrouth, où règne un calme relatif, le commandant en chef des forces libanaises, M. Fadi Fren, a appelé, mardi, le peuple chrétien à la mobilisation pour faire face au « sombre avenir que lui prépare ses ennemis syriens, palestiniens, iraniens et libyens ».

Même camouflé en « redéploiement » du contingent américain, la décision de M. Reagan — annoncée mardi 7 février en fin d'après-midi — de rembarquer les « marines » à bord des navires de la flotte croisant au large de Beyrouth connaitra

l'échec de la politique occidentale au Liban. Les autres pays participant à la force multinationale ne s'y sont pas trompés. Les Britanniques, en particulier, qui ont sauté sur l'occasion pour évacuer discrètement leur contingent ce mercredi matin. C'est à l'aube, en effet, que des hélicoptères ont transporté les cent quinze hommes de la force britannique sur un bâtiment de guerre qui les attendait au large de la capitale libanaise. Le contingent britannique était arrivé au Liban en février 1983 et était cantonné dans la banlieue sud-est de Beyrouth. Il n'avait pratiquement jamais été mêlé aux combats.

L'évacuation des contingents italien et français prendra plus de temps, ne serait-ce qu'en raison de leurs effectifs. Mais il est clair qu'on y songe tant à Rome qu'à Paris où l'on ne se fait plus d'illusion sur la capacité du président Giscard d'Estaing à rétablir la situation.

JACQUES ALMARIC.

(Lire la suite page 4 et voir page 3 l'article d'ANDRÉ FONTAINE : « La tresse qui se défile »)



AU JOUR LE JOUR

Lueur

Deux hommes, deux Américains, ont pris du champ par rapport à la Terre. Loin du bruit et des hommes, avec des gestes lents, de leurs fastueuses coutures, ils ont regardé le spectacle du monde.

Ils ont vu, quelque part aux marges de l'Europe et de l'Asie, une lueur briller. Ils se sont demandé si l'on venait, à Sarajevo, d'allumer la flamme olympique pour une fête de la fraternité ou s'il s'agissait de la clôture du festival de Beyrouth où l'Occident n'en finit pas de jeter ses derniers feux.

BRUNO FRAPPAT.

LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DE 1982

Les bourgeois de Paris

De moins en moins nombreuse, la population de Paris devient de plus en plus cosmopolite et bourgeoise. Si elle réajuste temporairement, elle compte à présent près de 50 % de personnes seules. Telles sont quelques-unes des données que l'Atelier parisien d'urbanisme vient de publier d'après un sondage au vingtième sur les bulletins du recensement de 1982 dont le dépouillement complet ne livrera pas ses secrets avant plusieurs mois, voire plusieurs années, malgré les progrès de l'informatique.

Paris a perdu 123 000 habitants entre 1975 et 1982. La capitale ne comptait plus, à cette date, que 2 176 000 habitants. La déconcentration urbaine n'est pas nouvelle. La cure d'aménagement de Paris, qui dure depuis trente ans, ramène la capitale à son état démographique d'il y a exactement un siècle. Elle affecte aussi, à des degrés divers, la plupart des grandes métropoles

étrangères et toutes nos grandes villes de province.

Si Paris se vide — et, depuis peu, les communes de la proche banlieue — c'est essentiellement parce que les provinciaux qui retournent « au pays » sont plus nombreux que ceux qui viennent tenter leur chance au pied de la tour Eiffel. La politique de déconcentration ne pourra qu'accroître ce mouvement. Les régions, qui, jadis, ont tant souffert de l'hyperconcentration, ne s'en trouvent que mieux. « Paris et le désert français » cette formule des années 50 appartient à présent à l'histoire, le rééquilibrage de la France est en cours.

Le desserrement de la capitale profite aussi aux Parisiens, qui ont longtemps pâli des méfaits de l'habitat. Abritant en moyenne 330 habitants à l'hectare, Paris fut, pendant la première moitié de ce siècle, une des cités les plus denses du

monde. Cela ne pouvait durer. On sait, à présent, que le tiers des ménages qui sont partis s'y sont réinstallés parce qu'ils ne pouvaient trouver le cadre vital. Ni en jouant ni moins en s'installant, comme beaucoup le souhaitent, en raison du niveau des prix.

Ce sont les quartiers du centre, autrefois surpeuplés, qui se sont vidés en premier. Sur la carte de la ville, les taches sombres de la surdensité (plus de 500 personnes à l'hectare) s'effacent. En revanche, les arrosissements périphériques, jadis peu occupés, mais où l'on a beaucoup construit depuis trente ans, se remplissent. Dans une ville où la densité moyenne a diminué de 25 % depuis 1954, les Parisiens se répartissent, aujourd'hui, de manière plus harmonieuse.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 9.)

LES ENQUÊTES DE LA SOFRES

Une radiographie de l'opinion française

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

S'il est un livre dont on doit se méfier, c'est celui qui ne veut à aucun prix « croire aux sondages d'opinion », c'est bien celui que la SOFRES vient de publier (1) sur l'opinion française telle qu'elle se présente au début de 1984. On peut certes, ne pas être convaincu par un sondage isolé. Mais l'introduction de la dimension du temps dans la présentation des dizaines d'enquêtes successives dont ce livre rappelle et commente les résultats démontre, de manière impressionnante, l'existence d'un haut degré de cohérence dans les réponses de l'opinion aux questions qui sont régulièrement posées par la SOFRES.

Cohérence qui n'exclut naturellement pas des changements ; mais c'est justement la continuité, de mois en mois, du sens de ces changements, qui démontre l'existence dans l'opinion d'une orientation parfaitement claire.

Par exemple, les graphiques qui retracent l'évolution, entre juin 1981 et novembre 1983, de la confiance éprouvée en François Mitterrand et en Pierre Mauroy, comme de l'idée que les Français se font du Parti socialiste, sont rigoureusement analogues ; ils démontrent une dégradation constante, qui confirme le parallélisme des courbes de réponses aux questions de la SOFRES sur la

« confiance » envers le chef de l'Etat et à celles de l'IFOP sur la « satisfaction » ressentie à l'endroit de celui-ci. Mais si les partis d'opposition ni leurs leaders ne progressent autant que les partis de la gauche au pouvoir reculent, il y a à une des leçons de ce livre sur laquelle les uns et les autres devraient le plus sérieusement méditer : ce fait donne à craindre que l'opinion ne devienne dangereusement réceptive à des mouvements purement négatifs de type post-jadiste.

Ceux qui, comme je le suis, sont convaincus que la situation présente de la France devrait commander la conclusion d'une trêve entre les partis, se trouveront confirmés dans cette conviction par le livre de la

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel, ancien président de la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) SOFRES « Opinion publique — Enquêtes et commentaires 1984 », Gallimard, 288 pages, 90 francs.

Huit radios libres menacées d'interdiction

LIRE PAGE 19 L'ARTICLE D'ANNICK COJAN ET LE POINT DE VUE DE J.-L. BESSIS

Jean-Louis Curtis

Le mauvais choix

Roman

70 F.

Flammarion

Journal de la SOFRES

Le Monde

idées

Une banalisation inquiétante

Euthanasie

Le comité d'éthique médicale récemment créé s'est réuni pour la première fois le mardi 7 février. Parmi les grands sujets dont il doit se saisir, celui de l'euthanasie figure au premier plan. L'article consacré par le Monde du 6 janvier au témoignage apporté sur ce point par le Père Verspieren a provoqué de nombreuses réactions. Marcelle Gadon conteste que les pratiques qu'il dénonce soient courantes. Tel n'est pas l'avis de Maurice Abiven, qui déplore surtout que l'euthanasie soit trop souvent pratiquée à l'insu du malade, ni d'Isabelle Marin et Robert Higgins, qui jugent très inquiétante la banalisation du « cocktail lytique ». Quant à Michèle Salamagne et Renée Sebag-Lanoë, elles demandent qu'on songe d'abord à l'accompagnement du mourant.

La question posée par le Père Verspieren sur la pratique de l'euthanasie à l'hôpital appelle un véritable débat. Un jésuite, préoccupé depuis plus de quinze ans des problèmes éthiques que connaît une médecine qui recule les limites de la maladie et de la mort, fait part de ses inquiétudes à propos d'une modification radicale de l'attitude des soignants envers le mourant. Les porte-parole habituels et éminents du corps médical répondent aussitôt pour défendre la moralité de la corporation. Ils nient la réalité de ce changement tout en revendiquant le monopole exclusif du médecin de sa gestion. Ils se réfèrent à des arguments qui ne tiennent aucun compte des mutations de la médecine et de la société au cours de la dernière décennie.

Pour ceux qui, comme nous, travaillent près de la réalité quotidienne de la mort en milieu hospitalier, ce qui frappe est au contraire l'extrême modestie des remarques du Père Verspieren. Si, au début de ses études médicales, il y a dix ans, un chef de clinique ne rencontrait la pose d'un cocktail lytique que comme un acte exceptionnel, grave, objet de délibérations morales et de discussions au sein de l'équipe, aujourd'hui il s'agit d'une pratique banale.

C'est cette banalisation même qui peut légitimement effrayer. En 1982, dans un service parisien dont la plupart des médecins permanents étaient opposés par principe à l'euthanasie, plus des trois quarts des malades (cancéreux) décédés sont morts à la suite d'un geste technique, médical et délégué : la pose d'un flacon de cocktail.

Morts euthanasiés — le mot convient-il encore ? — mais non soulagés ou privés de conscience. Car là commence la contradiction entre la pratique et les justifications. Le cocktail est appelé « lytique », terme médical issu du grec et signifiant destruction et non soulagement. Ce même cocktail donné à des doses suffisantes pour supprimer, avec la conscience, la douleur, ne tue personne, ou du moins pas avant plusieurs jours, alors que le malade à qui l'on pose aujourd'hui un cocktail décide dans les vingt-quatre à quarante-huit heures, quelquefois bien avant, il s'agit d'en finir et vite.

Quiconque travaille dans des services accueillant des malades au pronostic fatal sait combien cette pratique est courante et son développement rapide. Pour répondre à ce face-à-face avec la mort, quelle réflexion, quel travail, sont entrepris ?

par ISABELLE MARIN (*) et ROBERT HIGGINS (**)

La pudeur interdit d'en parler, plus encore la peur de « perdre la confiance du malade », signe de la crise d'identité que traverse la médecine et qu'elle ne peut espérer résoudre dans le repli sur soi. Un tel changement est un fait de culture. Occulté plus longtemps, il ne peut mener qu'à une « mort très douce » de l'éthique médicale, à des abus dévastateurs, mais en réalité entérinés par un discours qui dit autre chose que ce qui se fait.

La façon dont est pratiquée la pose si fréquente d'un cocktail lytique peut éclairer le débat. A l'hôpital, les médecins qui « passent la visite », qui prescrivent les cocktails, sont habituellement les internes, les médecins les plus jeunes, que leur statut d'étudiant ne maintient que six mois dans chaque service. C'est là une des explications du fossé qui sépare le discours officiel de la réalité.

On vient de tuer un homme

La décision d'administrer un cocktail est prise dans l'urgence : bouffée d'anxiété du malade, douleur insupportable, essoufflement insupportable. Moment de désarroi pour l'équipe infirmière, la famille, et surtout sans doute pour le jeune médecin qui en subit les pressions. D'autant plus que, très souvent, il ne connaît que très peu, faute de l'avoir accompagné tout au long de sa maladie — comme le fait le médecin de famille, comme peut le faire un médecin hospitalier permanent, — cet homme ou cette femme qu'il découvre brutalement dans l'extrême de la souffrance, de l'angoisse, incapable d'établir de nouveaux liens avec lui. Tout concourt à ce que l'on se dise « qu'il n'y a plus rien à faire ».

L'interne n'aura plus qu'à écrire sa prescription dans le cahier, l'élève infirmière prépare les produits ; l'infirmière pose la perfusion. Fréquemment, ce sera un autre interne qui constatera le décès. Ce morcellement en une série de gestes techniques rend totalement abstrait l'acte de donner la mort. Quel que soit l'état du malade, il n'est ni vrai ni juste d'appeler cela « avancer la mort ».

On vient de tuer un homme et, pourtant, pour chacun des membres de l'équipe, il n'y aura eu qu'une série d'actes médicaux destinés à répondre à une situation d'impasse. L'emploi du cocktail est parfois nécessaire, mais il importe de prendre la pleine mesure de cet acte, de ne pas le réduire à un geste technique.

Ainsi que le fait remarquer le Père Verspieren, cette impuissance est relative. Pour ceux qui se sont intéressés au traitement de la douleur, qui sont formés à l'ac-

compagnement du malade condamné, il y a très souvent autre chose à faire que le cocktail, en premier lieu sur le plan médical (une bonne et judicieuse utilisation d'analgésiques puissants, certaines techniques atténuant la souffrance et améliorant le confort), mais autre chose, également et surtout, sur un plan humain. Dans le traitement de la douleur, la médication compte moins que la façon dont elle est donnée.

Le soin palliatif ne demande pas moins de compétence que la recherche de la guérison ou de l'amélioration durable. Seuls cette compétence et le sentiment de la détresse permettent au médecin, lorsqu'il se trouve au chevet d'un malade en phase terminale, de retarder l'administration du cocktail, voire de ne pas l'utiliser. Acquiescer cette compétence suppose un savoir technique, mais aussi une connaissance clinique de la fin de la vie. Le médecin qui a suivi son malade depuis le début de la maladie est rarement favorable au cocktail ; il a appris des malades eux-mêmes l'effroyable qu'ils peuvent ressentir d'un traitement symptomatique, le prix des moments gagnés.

Nombre de jeunes médecins sont tentés de trouver « normale » cette banalisation de la mort donnée, arguant du contexte social, reprenant le « réalisme » de notre société technicienne. Ils nient la valeur d'une « vie à échéance ». La fréquentation de malades condamnés, les changements dont ils peuvent nous rendre témoins, la critique qu'ils peuvent faire de leur vie, nous enseignent au contraire que leur brève survie peut avoir qualité et valeur tout autres que celles sur lesquelles on prétend s'appuyer pour nous autoriser à mettre fin à leurs jours.

Un débat éthique des solutions sociales

Cette défense qualifiée de la vie de celui qui va mourir, reconnue dans les pays anglo-saxons, ne l'est pas en France. On parle d'humanisation des hôpitaux, mais l'Assistance publique n'a aucun crédit pour permettre l'insertion d'un psychologue dans une équipe hospitalière travaillant sur ce sujet et cherchant à étudier les besoins des grands malades. Les organisations à but non lucratif recueillant des fonds pour lutter contre le cancer préfèrent les attribuer à des travaux scientifiques plutôt qu'à la consécration à l'élaboration d'une clinique de la fin de la vie. L'Université ne prévoit pas jusqu'à présent pour les étudiants, de formation, concernant le soin palliatif, encore moins l'accompagnement du mourant.

Si le débat est éthique, ses solutions sont sociales. L'hôpital, le corps médical, ne peuvent à la fois se plaindre d'hériter d'une charge indue que négocier tout le tissu social partageant, celle de la mort, et revendiquer cette charge comme leur appartenant en propre et comme s'ils pouvaient l'assumer en leur âme et conscience. On ne peut le dire que d'un acte rare et exceptionnel, non d'une pratique courante.

A l'insu du malade

par MAURICE ABIVEN (*)

La décision de placer une perfusion mortelle est prise dans la quasi-totalité des cas à l'insu du malade, dans une sorte de consensus de l'entourage, mais de consensus un peu honteux de gens qui prennent des décisions mais s'empêchent de communiquer ce qu'ils font. J'en veux pour preuve les circulations du langage : on branche, on lyse, on prescrit un cocktail, un LDP (pour Largactil, Dolosal, Phénergan). On ne décide pas qu'on va faire mourir. Il s'agit d'une euthanasie rampante.

Qu'on ne se méprenne pas. Il existe des douleurs que le soignant a le devoir de calmer à tout prix. Encore y a-t-il sans doute d'autres méthodes pour les calmer que l'induction d'un coma. Il y a peut-être des fins de vie qui sont des supplices pour ceux qui les vivent et pour ceux qui les accompagnent. Et la qualité de vie, à mon sens, plus de valeur que la quantité de cette vie. Il n'y a donc peut-être pas à faire prévaloir la durée de cette vie comme un bien absolu.

Non, mon problème est que les décisions soient prises à l'insu du patient. Cette manière de procéder manifeste un exorbitant abus du pouvoir médical, qui décide pour le malade du moment jugé opportun de la fin de ses jours. L'accord de la famille, quand il est donné, ne peut pas être une justification bien satisfaisante. Chaque soignant connaît les sentiments ambigus que

peut faire naître chez les proches une trop longue maladie.

On s'opposera que cette attitude des soignants est guidée par le souci du bien du malade. Dans certains cas, sans doute. Mais je ne suis pas sûr que cela soit toujours ainsi. Notre médecine a trop souvent cru que sa mission était de guérir alors qu'elle est sans doute d'abord de soigner. Et si le malade ne guérit pas, il n'est plus dans notre société qu'un gêneur que l'on aide à disparaître un peu plus vite.

Il me paraît assez grave en outre que cette attitude, sous couvert de discrétion, se répande sans vrai débat public. La discrétion des termes employés pour en parler est en elle-même bien suspecte.

Il est temps que le corps médical s'interroge sur une pratique que chacun pourra reconnaître déjà autour de lui. Il n'est pas bon que les malades qui se confient à nous puissent craindre que nous prenions pour eux, sans leur avis, une décision aussi importante pour tous : il y a de la confiance donnée à été bonifiée jusqu'ici la profession de soignant.

En outre, il ne me paraît pas sain que dans un pays qui vient, avec juste raison, de retirer à des citoyens le droit de mort sur d'autres citoyens au nom de la justice, certains s'attribuent ce même droit au nom de la pitié et, ce qui serait plus inquiétant, de l'efficacité.

(*) Chef de service à l'hôpital international de l'université de Paris.

De telles pratiques n'existent pas

par MARCELLE GADON

INFORMÉE depuis vingt-cinq ans à l'Assistance publique de Paris, je puis affirmer que les pratiques décrites par le Père Verspieren n'existent pas dans les hôpitaux publics. Les médecins n'ont-ils pas fait le serment d'Hippocrate ? N'y a-t-il pas un code de déontologie ? Je regrette que le Père Verspieren n'ait pas consulté des gens compétents avant d'écrire (...)

Il est normal que l'hôpital soulage s'il ne peut guérir. Nous employons en premier les comprimés, mais ils sont très vite mal tolérés et peu efficaces ; les piqûres intramusculaires sont utilisées, mais elles sont souvent douloureuses et provoquent des abcès chez les malades cachectiques. La seule méthode efficace est la perfusion, qui permet de nourrir le malade et de lui donner les médicaments spécifiques à sa maladie et donc de le calmer. Le débit est réglé en fonction du mal, chaque patient ressent la douleur différemment puisque nous sommes tous des êtres uniques. Ces traitements calmants par perfusion ne sont pas uniquement administrés aux incurables, mais à tous ceux qui souffrent (coliques néphrétiques par exemple).

En ce qui concerne les incurables, la psychologie est un peu différente lorsque les autres médicaments sont devenus inefficaces, mais ils sont ceux que les « drogués » emploient, et nos dosages sont moindres puisqu'ils sont dilués. Il ne me sem-

ble pas que ces drogues provoquent la mort. De nombreux malades gardent une activité intellectuelle mais le mal progresse, hélas ! Il envahit les centres nerveux et le malade devient somnolent, inconscient et comateux. Certains arrivent de leur domicile dans un état identique sans avoir subi de traitement.

La mort ressentie comme un échec

Je suis attristée que ce prêtre parle ainsi du personnel et je voudrais lui dire que les médecins et les infirmières soignent les malades avec tout leur savoir et leur cœur. Ils ressentent tous la mort d'un patient comme un échec, et c'est d'ailleurs très souvent l'occasion de se réunir et de faire le point. Ils sacrifient leur santé et leur vie personnelle à l'hôpital. Après avoir soigné le corps médical d'épuisement thérapeutique, ne l'accusons pas d'insuccès !

Que ce prêtre et ceux qui nous critiquent viennent passer vingt-quatre heures dans un service lourd, non pas en spectateur, mais pour aider et participer. S'il est simple de tenir la main d'un mourant un quart d'heure et de partir, il devient plus difficile de lui donner les meilleurs soins, de l'assister dans sa maladie durant des mois et d'aider sa famille en ce moment difficile.

Accompagner le mourant

par MICHÈLE SALAMAGNE (*) et RENÉE SEBAG-LANOË (**)

ENTRE l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie, une troisième voie existe : l'accompagnement du mourant. En France, nous assistons depuis quelques années à la multiplication des sessions de formation, des séminaires, des groupes de réflexion à orientation psychanalytique, des journées d'étude sur ce sujet. Plusieurs écoles d'infirmières et d'assistantes sociales sensibilisent leurs élèves à ces problèmes ; plusieurs diplômes de gérontologie clinique jouent le même rôle pour les étudiants en médecine. Chacun est de demander ; les enseignants et les formateurs qui « s'autoforment » eux-mêmes aux techniques d'accompagnement des mourants. Celles-ci sans être une copie servile des pratiques anglo-saxonnes, sont la synthèse des travaux anglais de l'équipe du Saint-Christophe Hospice et de ceux de la psychiatrie E. Kähler Rome sur la psychologie des mourants.

L'un nous a apporté, notamment, le contrôle de la douleur par des techniques simples d'administration régulière d'opiacés par voie orale, et nous a appris leur efficacité — quand elles sont bien maniées — pendant des jours, des semaines voire des mois sur des patients atteints de souffrances terminales, sans pour autant provoquer leur décès.

L'autre nous a enseigné un état d'esprit centré sur le confort physique et moral du mourant, l'accompagnement se donnant pour but de créer les conditions d'une mort digne, en soulageant les souffrances quand elles existent, tout en maintenant la vigilance et la capacité de relation à autrui ; en satisfaisant les besoins et les désirs souvent simples du mourant ; en assurant l'écoute et la présence, même silencieuse, qui

permettent au malade de rester vivant jusqu'au bout ; en créant également toutes les conditions favorables à la présence des proches, auxquels il faut savoir apporter aide et réconfort.

Tous ces objectifs nécessitent un personnel médical et soignant formé, des équipes relativement stables et cohérentes, une disponibilité d'écoute et une bonne condition physique et psychique, donc une densité de personnel suffisante, une adaptation des techniques aux différents âges de la vie et aux différents types de pathologie, et très probablement la présence d'un psychanalyste apte à la soutenir.

Nous sommes tous concernés

Faut-il réserver ces thérapeutiques à quelques centres spécialisés ou les diffuser en formant aujourd'hui le plus grand nombre de soignants à ces techniques ? On veut-il mieux, tout simplement, favoriser dans un premier temps de petites équipes bien préparées qui se rendent à leur tour formatrices ?

L'hôpital et ses équipes ont permis d'effectuer de grands progrès en refusant la mort ; un nouveau progrès doit naître à présent d'une meilleure acceptation.

Nous sommes tous concernés, les soignants, les soignés et nous tous qui mourons un jour, celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas.

(*) Chef de département d'anesthésie à l'hôpital de la Croix-Saint-Simon (Paris).

(**) Chef de service de long et moyen séjour à l'hôpital Paul-Brousse (Villejuif).

LU

« LA SCHIZOPHRÉNIE », de Thomas Szasz

Les impertinences d'un psychiatre rebelle

L'ANTIPSYCHIATRIE, on est presque gêné d'y revenir. Le sujet semble incongru, déplacé, de mauvais goût. Pis que tout : barbant. On n'ose pas le dire aux psychiatres, et la société sera bien gardée.

Et puis, quand même, en une décennie, on a eu l'occasion de saupoudrer de psychanalyse les tartarines pharmaceutiques, d'inventer de nouvelles thérapies, symptomatiquement farfelues, sans oublier les « prodigieuses découvertes » concernant la chimie cérébrale qu'on nous annonce, année après année, et qui devraient enfin tasser l'hydre schizophrénie.

L'homme neuronal se profile à l'horizon : il est si fascinant qu'on en vient à oublier que ce n'est pas en ouvrant la gorge du rossignol qu'on découvre le secret de son chant (Cocteau). Alors, vous comprenez, Leung, Cooper, Jervie, Basaglia ou Szasz, même s'ils ont peut-être été utiles en pointant des abus, ils sont dépassés...

Tellement dépassés que lorsque j'ai ouvert le recueil d'articles publiés par Thomas Szasz sous le titre : la Schizophrénie, j'ai cru être reporté cent ans en arrière. Tant d'efforts pour démasquer la « stupidité scientifique », la « sottise philosophique » et la « monstruosité morale » de la psychiatrie officielle ! Ce réquisitoire avait toutes les qualités, sauf la plus importante : être à la mode.

Sa voix courroucée résonnait lugubrement dans le prétoire désert. L'envie prenait parfois de l'interrompre pour le calmer un peu, pour lui demander de tempérer ses griefs, de ne pas trop s'attarder sur ses différends avec Leung et Cooper ou, au moins, de ménager un peu Freud...

Ce qu'il reproche au bon maître de Vienne ? Vous tenez vrai-

ment à le savoir ? Eh bien, primo, d'avoir été totalement indifférent à l'internement des malades mentaux. Et, secundo, d'avoir étendu les frontières de la médecine à la morale et à la vie tout entière.

Dans le Landemeu psychiatrique, Szasz constitue une exception insolite : toute son œuvre a pour unique fin de fustiger les professionnels de la santé mentale et de dénoncer les secouristes intellectuels, morales ou financières dont ils se rendent coupables. Il n'est guère plus tendre à l'égard des antipsychiatres, auxquels on l'assimile parfois à tort.

Libertaire intransigeant, psychanalyste (mais oui, il l'a été) dissident, psychiatre rebelle, professeur d'irrespect, moraliste krausien — il a consacré un livre, encore inédit en français, à Karl Kraus (1). — Thomas Szasz répète depuis vingt ans que « la maladie mentale est un mythe ». Lorsqu'on lui demande comment aider concrètement les victimes de ce mythe, il répond en citant l'Écclésiaste qui exhorte tous ceux qui souffrent dans leur âme à conserver leur autonomie et à éviter de s'engager dans une dépendance excessive et mal placée vis-à-vis de leur directeur de conscience. Szasz estime finalement que la lecture de Sénèque ou de Spinoza — et de Szasz, pourquoi pas ? — est plus bénéfique que les électrochocs ou la lobotomie. On se gardera de le contredire.

ROLAND JACCARD.
* La Schizophrénie, de Thomas Szasz. Traduit de l'américain par Monique Masin. Payot, 188 p., 86 F.

(1) Karl Kraus and the Soul Doctors, Louisiana State University Press, 1976.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4017-23 PARIS — Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS			
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Belgique, 1,70 Bfr ; Autriche, 17 sch. ; Espagne, 20 p. ; Canada, 1,70 \$; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Grèce, 110 pes. ; G.-B., 95 s. ; G.-B., 95 p. ; Iran, 95 r. ; Israël, 95 s. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 275 P. ; Libye, 2.300 L. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,70 f. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Venezuela, 182 bol.				
Édité par la S.A.R.L. Le Monde				
Gérant : André Larroque, directeur de la publication				
Anciens directeurs : Hubert Bonneau-Méry (1944-1953) Jacques Fauriol (1953-1958)				
Imprimé en France par S. G. de la Presse, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris				
Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration				
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395-2037				

FRANCE
341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
661 F 1245 F 1819 F 2360 F

(par mandat postal)

ÉTRANGER
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
341 F 605 F 859 F 1080 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 836 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou modifications (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à renvoyer leur demande aux nouvelles au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

صكنا من الأهل

Le Monde

étranger

L'AGGRAVATION DU CONFLIT LIBANAIS

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé mardi 7 février un appel en faveur d'un « cessez-le-feu général, immédiat et effectif », à Beyrouth, afin d'être en mesure de porter secours aux blessés et à la population civile. Dans un communiqué, le CICR indique que les combats de ces derniers jours dans le Grand-Beyrouth et à sa périphérie immédiate auraient déjà fait « des centaines de victimes civiles, morts et blessés ». Il ajoute que « des obus ont ravagé le siège du CICR à Beyrouth et que d'autres sont tombés à proximité du centre de la Croix-Rouge libanaise » au cours de la nuit de lundi à mardi. Les équipes de secouristes libanaises et les délégués du CICR ont été la plupart du temps bloqués à l'intérieur des abris. « Face à cette situation intolérable, le CICR rappelle à toutes les

parties de manière pressante l'obligation de respecter l'emblème de la Croix-Rouge, ses bâtiments, les ambulances, les hôpitaux et toutes les organisations qui s'efforcent de secourir les victimes ».

● A DAMAS, le président syrien Hafez El Assad, recevant mardi après-midi une délégation de personnalités musulmanes sunnites libanaises - dont trois anciens premiers ministres, - a indiqué que « la Syrie continuera à soutenir le Liban et à lui fournir toute l'assistance possible pour l'aider à sortir de la crise ».

● A MOSCOU, l'agence Tass a annoncé que M. Gédar Aliev, premier vice-président du conseil des ministres d'URSS et membre du bureau politique

du PC soviétique, se rendra « dans la première moitié de février » à Damas pour une « brève visite de travail, à l'invitation de la direction syrienne ».

● A PARIS, M. Raymond Eddé, chef de file des chrétiens modérés libanais, a déclaré mardi que le président Amine Gemayel avait « failli à sa mission », estimant dans une interview à l'AFP que « l'aveuglement des phalangistes compromettrait la position des chrétiens du Liban et du Moyen-Orient ». Sans réclamer expressément la démission du chef de l'Etat libanais, M. Eddé a ajouté que, « si la démission de M. Gemayel peut ouvrir la voie à la réconciliation islamico-chrétienne, le président libanais n'a qu'à en tirer les conclusions qui s'imposent ». « En utilisant l'armée contre les druzes dans le Chouf, en septembre dernier, puis contre les

chittes en février à Beyrouth, M. Gemayel s'est rendu responsable de la division de l'armée. En lui confiant indûment ce rôle, il a dévoyé sa mission, qui est de défendre le sol national et de repousser les attaques venant de l'étranger, et non d'être un instrument contre une fraction de la population », a-t-il dit.

M. Eddé a par ailleurs accusé les phalangistes d'avoir « précipité M. Jomblatt dans les bras de la Syrie, en complotant contre lui, en janvier 1983, une tentative d'assassinat, alors que le chef druze rencontrait un responsable phalangiste, M. Michel Semaha, pour sceller la coopération entre les deux communautés ». - (AFP.)

La capitale est à nouveau coupée en deux après seize mois de réunification

Beyrouth. — Un début de retour à la « normale » est perceptible mercredi 8 février au matin à Beyrouth-Ouest, dont la milice du mouvement chite Amal s'était assuré le contrôle la veille après dix-sept heures d'affrontements avec l'armée libanaise.

Aux carrefours, on retrouve les camelots, les bras chargés de journaux, qui ont tous pu repartir alors que la ville trois quarts réunifiée, seulement sur deux axes, avait été imprimée, mais n'avaient presque pas été distribués. Des épiceries, des boulangeries ont rouvert leurs portes et sont prises d'assaut par une population qui, ayant dû se terrer pendant vingt-quatre heures dans les abris, commençait à manquer de provisions. Des commerçants inspectent leur boutique, les voitures circulent de nouveau, bref les rues retrouvent leur animation.

1976 entre les phalangistes et les Palestiniens.

— La seconde ligne est constituée par la rue Bechara-el-Khoury et la troisième coupe en deux la rue de Damas.

Mais plus que la situation militaire, c'est la conjoncture politique qui inquiète aujourd'hui les libanais et la population. En quelques heures, la capitale a été ramisée huit ans en arrière. Elle est de nouveau coupée en deux parties. On ne peut passer de l'une à l'autre en raison des combats qui se poursuivent par intermittence sur les lignes de démarcation et surtout de l'activité des tireurs embusqués qui ouvrent le feu sur tout ce qui bouge dans ces secteurs.

Correspondance

s'abritaient derrière leurs forêts. Suivaient alors des interpellations de personne à personne, car depuis septembre, lorsque l'armée avait repris le contrôle de Beyrouth-Ouest au terme de deux jours de combats avec Amal, les jeunes gens des quartiers et les militaires avaient fini par se connaître et par nouer des relations de camaraderie. Ensuite, on parlementait et l'ordre était donné aux soldats de ne pas tirer ou bien, ceux-ci, tout simplement, abandonnaient leurs positions.

Parfois les militaires tournaient tout simplement le dos abandonnant leurs postes pour gagner un immeuble et laisser la rue aux miliciens ; dans d'autres cas ils se contentaient de déambuler dans les rues avec leurs armes mais en n'intervenant guère auprès des miliciens. C'est ainsi que, de fil en aiguille, les retraits se sont produits, et des immeu-

bles stratégiques aussi importants que la tour Murr ou l'hôtel Holiday Inn ont été occupés par Amal.

En fait, le moral de la troupe stationnée à l'ouest avait été lentement et progressivement sapé par une campagne psychologique entamée en septembre, l'accusant d'être « parisien » et entièrement acquiescé aux chrétiens. Elle avait culminé avec la bataille de la banlieue sud entamée vendredi 3 février.

C'est donc une défaite psychologique et non militaire qu'a subie l'armée libanaise. Il semble que le com-

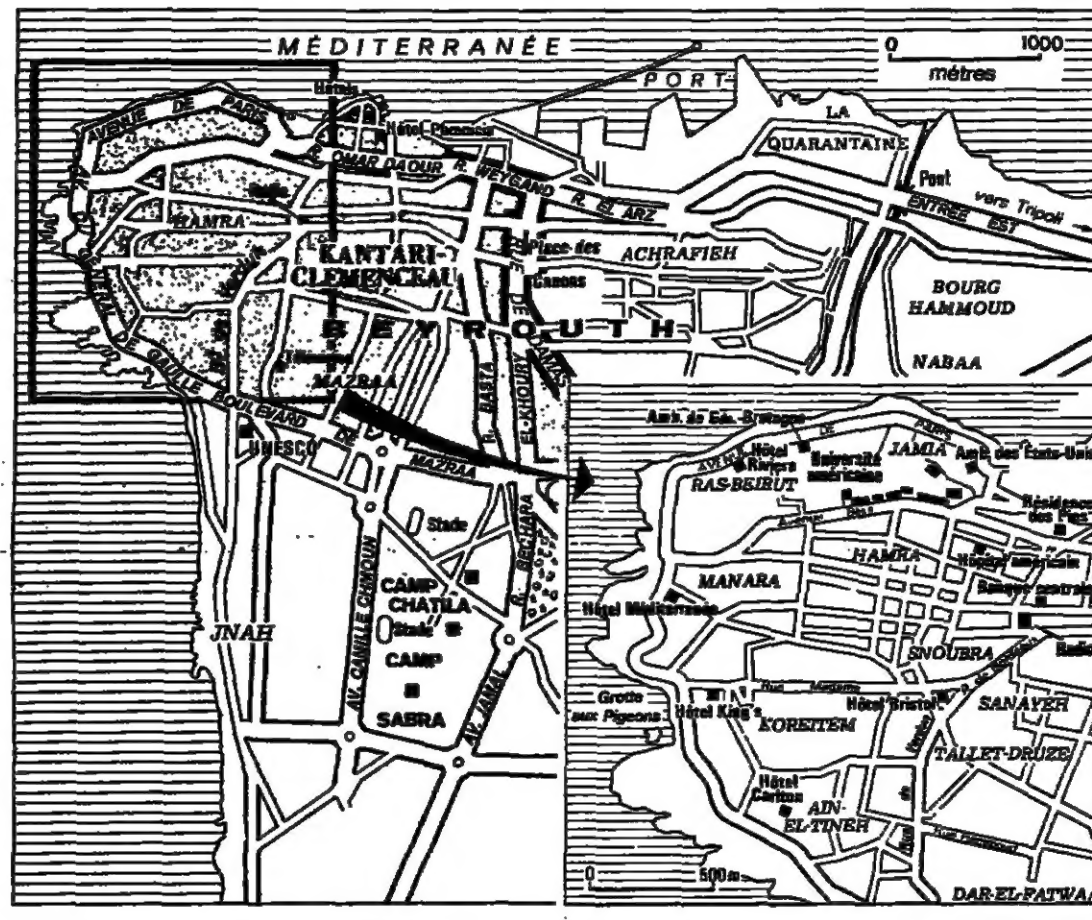
fusé dimanche 5 février par le président Gemayel et son « plan en huit points » fondé sur la reprise du dialogue et la formation d'un « gouvernement d'union nationale » paraissent complètement dépassés. Seul subsiste un frêle espoir de dialogue politique. En effet, hormis M. Jomblatt qui traite le chef de l'Etat « d'homme à abattre », les protagonistes paraissent, après la victoire du mouvement Amal à Beyrouth-Ouest, chercher à calmer le feu.

Ainsi, M. Berri a fait montre d'une remarquable et habile modération dans l'exploitation de sa victoire. Il a fait diffuser mardi sur les ondes de Radio-Liban (officielle) un appel solennel invitant ses militaires à un strict respect du cessez-le-feu et il s'est surtout particulièrement soucieux de respecter les formes et la légalité, tout en demandant de nouveau, il est vrai, la démission de M. Gemayel. Il a insisté sur la nécessité « de préserver la sécurité de tous les habitants de Beyrouth-Ouest, d'éviter les manifestations militaires et de sauvegarder les institutions libanaises, les casernes de l'armée, et de ne s'attaquer ni aux ambassadeurs ni à la force multinationale ». M. Berri a demandé enfin que les forces de sécurité intérieure (police) se chargent de veiller au maintien de l'ordre à Beyrouth aux côtés de l'armée.

De même, les chefs spirituels des communautés chiites et sunnites, respectivement les cheikhs Mohamed Mehdi Chamseddine et Hassan Khaled, ont appelé « l'armée à préserver l'unité de ses rangs » et pressé les miliciens de se retirer des rues de Beyrouth-Ouest. La presse évite également de jeter de l'huile sur le feu. Il n'en reste pas moins que la marge de manœuvre des acteurs du drame reste très étroite et tributaire en grande partie des décisions prises à Damas, Washington, Moscou, Jérusalem et Ryad. L'Etat compte sur une nouvelle médiation de l'Arabie Saoudite, ainsi que sur l'appui américain. Le ministre des affaires étrangères, M. Elie Salem doit se rendre, ce mercredi, à Ryad ; des contacts discrets auraient été établis avec la Syrie.

Toutefois, en dépit des bonnes volontés manifestées ici et là et de la nette détente sensible à Beyrouth, les risques d'embrasement généralisé l'emportent sur les chances de réconciliation. D'autant que la trêve actuelle ne repose sur aucun accord et aucun fondement solide. Pour ce qui est du bilan des derniers combats, la presse fait état de cent cinquante-sept tués et de six cents blessés au moins, en deux jours.

ROGER GENCHAN.



La zone en gris représente la partie de Beyrouth-Ouest dont l'armée libanaise a perdu le contrôle mardi 7 février.

Cependant, le long de la ligne de démarcation comparant Beyrouth en deux parties, l'une à peu près exclusivement chrétienne, l'autre à prédominance musulmane, des accrochages entre Amal et l'armée libanaise se poursuivent par intermittence, ainsi que dans la banlieue sud, bethoun chite. Dans la montagne, notamment dans la région d'Aley, des affrontements continuent d'opposer également les militaires aux combattants druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Jomblatt.

Dans la capitale, où l'on est donc revenu à la fameuse ligne de démarcation de 1975-1976, qui va de Ain-el-Remmaneh-Chyé, au sud, jusqu'au port, au nord, les fronts « traditionnels » se sont reconstitués. Ils se définissent par trois lignes principales :

— L'ancien centre-ville d'abord. Là, l'armée tient le port, l'immeuble Fattal, la rue Weygand, l'hôtel de ville, la place des Martyrs (ou des Canons). Les miliciens d'Amal et du PSP contrôlent les quartiers Wadi-Abou-Jann et Riad-Soh, plus le très important immeuble stratégique dit tour Murr, qui domine toute la ville de ses vingt-sept étages, ainsi que l'hôtel Holiday Inn en ruine, théâtre de longs combats en 1975-

Des postes mixtes

Ainsi la réunification de Beyrouth, opérée en octobre 1982 par M. Amine Gemayel, n'aura duré que seize mois. De plus l'armée, sans s'être désintéressée comme en 1976, pour se regrouper ensuite, d'une part, aux côtés des forces chrétiennes, d'autre part, aux côtés des forces palestino-islamiques, s'est divisée de nouveau. L'écrasante majorité des militaires situés à Beyrouth-Ouest ont pactisé avec Amal. Dans certains quartiers, des scènes de fraternisation se sont produites, mardi, entre soldats et miliciens. Des postes de contrôle mixtes ont été établis, toujours mardi, en plusieurs points de la ville. Le même jour, on a pu voir des camions blindés de l'armée et des Land Rover des forces de sécurité intérieure (police), sur lesquels étaient placardés des portraits de l'imam Khomeiny, de feu l'imam Moussa Sadr, fondateur du mouvement Amal, ou encore de M. Walid Jomblatt, défilant dans les rues avec à bord des militaires et des miliciens. Mais ces scènes ont été rares.

Le scénario par lequel les soldats se sont déclarés « neutres » était presque partout le même. Face aux miliciens, parfois masqués, qui faisaient irruption par groupes compacts au coin des rues, les militaires se mettaient en position de tir et

Le tissu qui se défait

par ANDRÉ FONTAINE

Ce siècle a inventé, en ses débuts, un beau mot : le pluralisme, mais il a bien du mal à le mettre en pratique. A entendre ce qui se dit à l'Assemblée-cas-jours-ci, la France n'a de leçons à donner à personne en ce domaine. Reste que la guerre civile, comme l'a très bien écrit Maurice Duverger, n'est que la version de la guerre civile. Ce n'est pas le cas en bien d'autres endroits et au premier chef du malheureux Liban, dont commencent à désespérer les plus optimistes. Pourquoi est-il à nouveau à feu et à sang ? Pourquoi l'autorité d'un président de la République, élu il y a dix-huit mois à une très large majorité, est-elle remise en cause ? Que peuvent-ils espérer faire ceux qui assistent, nerveux, à ce véritable naufrage ? On voudrait essayer de répondre à ces trois questions.

gémorie sociale et culturelle des « Wasps », des protestants blancs et anglo-saxons, que des dizaines de millions d'émigrants ont acceptés puisque aussi bien c'était la condition tacite de leur admission sur le sol américain.

Bien que les divers groupes ethniques et linguistiques aient tout naturellement tendance à s'y reconstituer, les Etats-Unis, pour l'essentiel, réunissent des individus dont les ancêtres ont choisi, pour la plupart, d'y vivre. Le Liban réunit moins des individus que des communautés, des groupes, dont chacun a été fortement soudé par l'instinct de survie et par l'affirmation de ses particularités, notamment religieuses.

Un système raffiné a été institué pour répartir les principaux postes de l'Etat entre ces diverses communautés. Mais il était assorti d'une clause tacite, symbolisée par l'attribution à un maronite de la présidence de la République : les chrétiens étaient, pour reprendre le fameux mot d'Orwell, plus égoïstes que les autres. C'est cela qui est en cause aujourd'hui. Les musulmans, dont le nombre s'est accru beaucoup plus vite que celui des chrétiens, trouvent, dans leur majorité, que la prédominance de ceux-ci n'est plus de raison d'être.

quo aurait peut-être pu durer si, après l'invasion israélienne et l'élection de Bachir Gemayel, puis, après son assassinat, de son frère Amine, les phalangistes n'avaient pas cru qu'ils pouvaient désormais faire ce qu'ils voulaient.

Leur erreur a été d'oublier que, dans un pays à l'équilibre aussi fragile que celui du Liban, tout mouvement un peu appuyé du balancier provoque un choc en retour d'une ampleur plus grande. Qu'à s'appuyer sur Israël et sur les Etats-Unis, on amène tôt ou tard la Syrie et l'Union soviétique à se rappeler à leur bon souvenir. D'autant plus qu'Israël n'a le plus souvent fait confiance, dans ses rapports avec le monde arabe, qu'au langage de la force. Et que le Proche-Orient n'est pas exactement la région du monde où la diplomatie américaine a fait preuve du maximum de subtilité et d'efficacité. Aujourd'hui d'ailleurs, ni à Jérusalem ni à Washington, on ne paraît avoir une idée bien nette de ce qu'il faudrait faire.

Imaginer d'autres solutions

Pendant quelque temps, Amine Gemayel a donné l'impression de vouloir retourner à ce qui avait été la politique de son prédécesseur, le président Sarkis, et de prendre son parti d'un protectorat de fait de la Syrie : perspective peu exaltante pour le gros de ses troupes et qui n'avait guère de chance d'aboutir, sauf à accepter des capitulations en chaine. La défection de ses ministres sunnites, après le passage d'une partie au moins des chittes, jadis champions de l'Etat plura-

mandement ait été conscient de ce danger, c'est pourquoi il aurait tenté - c'est du moins ce qu'assure Amal - de relever les forces stationnées à l'ouest par la 8^e brigade plus sûre ; cette tentative ayant mis le feu aux poudres lundi 6 février au matin et provoqué l'extension des combats de la banlieue sud jusqu'au cœur même de Beyrouth-Ouest.

En moins de quarante-huit heures, le message à la nation dif-

Pierre GUYOTAT

Le Livre

« Le Livre, il faut avoir du temps, et ne pas le feuilleter - mais humble, se mettre à son service. Et alors le vertige vous prend. »
Françoise Xenakis / Le Matin

« Cette langue inouïe, barbare et neuve, la nôtre, soudain étrangère. Terreur et vertige. »
Marianne Alphant / Libération

GALLIMARD *nyf*

L'AGGRAVATION

SELON LES MILIEUX POLITIQUES DE WASHINGTON

Le transfert des « marines » à bord des unités de l'US Navy est la première étape vers la fin de l'engagement américain

Washington. — La décision du président Reagan de retirer par étapes les « marines » du sol libanais pour les installer à bord des unités de l'US Navy est décrite, dans les milieux proches de la Maison Blanche, comme une opération technique impliquant pas un changement de politique. Aussi bien, on met en évidence l'engagement contenu dans la déclaration présidentielle d'entraîner et d'équiper les forces armées libanaises, d'accroître les livraisons de matériel militaire et d'intensifier la lutte antiterroriste. Bref, on affirme que le soutien du gouvernement américain au président Gemayel n'a pas modifié un engagement renforcé par l'autorisation donnée aux forces aériennes et navales américaines d'utiliser leur puissance de feu non seulement contre les éléments attaquant les Américains et les autres membres de la force multinationale à Beyrouth, mais aussi contre ceux qui, à partir du territoire contrôlé par les Syriens, tirent sur l'agglomération.

Les autorités font valoir que leur décision a été prise après consultation avec les autres participants à la force multinationale et « à la demande » du président Gemayel. Un officier a même indiqué que les instructions données aux forces américaines n'avaient rien à voir avec le retrait des « marines » mais qu'il s'agit d'une décision prise par le président Reagan, qui ne pourrait l'emporter par la force.

Correspondance

De ces déclarations, il ressort surtout qu'on ne se fait plus d'illusions sur les chances du président Gemayel non seulement de constituer un gouvernement de réconciliation nationale mais même de se maintenir au pouvoir. Un officier plus franc que d'autres a déclaré : « Si le gouvernement Gemayel s'effondre, la situation sera différente... Si un autre gouvernement libanais nous demande de partir, nous n'aurons plus de base légale pour rester au Liban... ».

Sauver la face

Ainsi, malgré les déclarations officielles, les milieux politiques et diplomatiques de la capitale considèrent la décision du président Reagan comme la première étape vers la fin de l'engagement américain au Liban, selon une formule qui lui permettra de sauver la face. On rappelle à cet égard que, le 15 décembre, le président Reagan avait préparé le terrain en déclarant qu'en cas d'effondrement « au Liban la force multinationale n'avait plus de raison d'être ».

La mesure prise aujourd'hui avait été, depuis longtemps, recommandée par M. Weinberger, ministre de la défense, et les chefs militaires qui, finalement, ont fait prévaloir leurs vues sur celles du secrétaire d'Etat M. Shultz et de M. McFarlane, conseiller du président. Tous deux

mettaient l'accent sur la nécessité de soutenir jusqu'au bout le président Gemayel.

Bien entendu, les stratégies électoraux de la Maison Blanche ainsi que les leaders républicains avaient, depuis longtemps, averti le président du danger politique auquel il s'exposait en maintenant les « marines » au Liban. La décision présidentielle a été accueillie avec beaucoup plus de soulagement par les républicains que par les démocrates qui craignent bien faire de l'impasse libanaise un des thèmes de leur campagne électorale et à exploiter à fond le maintien impopulaire des « marines » au Liban. Par son initiative, le président a, en effet, désarmé ses adversaires dont le projet de résolution demandant le « retrait rapide et ordonné des marines » n'a plus de raison d'être. Néanmoins, les démocrates soulignent que la décision est bien tardive et surtout ils expriment leurs craintes que les Etats-Unis, en renforçant leur action militaire contre les positions syriennes au Liban, ne se trouvent entraînés dans un conflit ouvert avec la Syrie. Enfin, ils ne manquent pas d'argumenter pour mettre en relief la « faillite » de la politique Reagan au Liban. Ils s'en prennent, par ailleurs, à la « désinvolture » du chef de l'exécutif qui, en dépit des circonstances, a décidé de ne pas renoncer à quatre jours de vacances en Californie.

HENRI PIERRE.

M. REAGAN : nous aiderons un gouvernement plus largement représentatif à faire face à la menace terroriste

Point Mugu (Etat-Unis). (AFP). — Voici la déclaration sur le Liban faite, mardi soir 7 février, par le président Reagan.

« L'effusion de sang dont nous avons été témoins au Liban au cours de ces derniers jours ne fait que démontrer, une fois de plus, jusqu'où les forces de la violence et de l'intimidation sont prêtes à aller pour empêcher un processus de réconciliation pacifique de se produire ».

« Si un gouvernement modéré est renversé parce qu'il a le courage d'emprunter la direction de la paix, quel espoir y a-t-il que d'autres (gouvernements) modérés dans la région s'engagent sur une voie similaire ? Céder aujourd'hui à la violence et au terrorisme peut paraître apporter un soulagement temporaire, mais une telle attitude est sûre de conduire à une crise future plus dangereuse et plus difficile à régler ».

« Avant même les dernières explosions de violence, nous avions envisagé les moyens de reconstruire nos forces et la nature de notre soutien de façon à enlever l'initiative aux terroristes. Loin de nous détourner de cette ligne de conduite, les événements récents nous ont fait confirmer l'importance des nouvelles mesures décisives que je veux résumer ».

pour vous maintenant. Ainsi, après consultation de nos partenaires de la force multinationale et du président Gemayel, et à sa demande, nous sommes prêts à faire ce qui suit :

« Premièrement, pour renforcer la sécurité du personnel américain et des autres membres de la force multinationale au Liban, j'ai autorisé les forces navales des Etats-Unis, dans le cadre du mandat existant de la FM, à fournir l'appui de l'artillerie navale et de l'aviation contre toute unité tirant sur l'agglomération de Beyrouth depuis des parties du Liban contrôlées par la Syrie, aussi bien que contre toute unité attaquant directement le personnel ou les installations américaines ainsi que d'autres membres de la FM ».

« Deuxièmement, lorsque le gouvernement du Liban sera en mesure de se reconstituer en un gouvernement plus largement représentatif, nous accélérerons vigoureusement l'entraînement, l'équipement et le soutien des forces armées libanaises sur qui repose la responsabilité première de maintenir la paix et la stabilité au Liban. Nous accélérerons les livraisons d'équipement, nous améliorerons la fourniture de renseignements pour aider à prévenir des bombardements aériens, et nous intensifierons la formation, l'entraînement au contre-terrorisme pour aider les Libanais à faire face à la menace terroriste qui pose un tel danger au Liban, aux Américains au Liban, et bien sûr à la paix au Moyen-Orient ».

« Troisièmement, dans le cadre de ces mesures, j'ai demandé au secrétaire de la défense (Casper Weinberger) de me présenter un plan pour le redéploiement des « marines » de l'aéroport de Beyrouth sur leurs navires au large de la côte. Ce redéploiement commencera bientôt et aura lieu par étapes. Des militaires américains resteront à terre au Liban pour entraîner et équiper l'armée libanaise et protéger notre personnel qui restera. Ce sont les fonctions traditionnelles qu'accomplit le personnel américain dans de nombreux

pays amis. Nos forces navales et les « marines » au large des côtes demeureront prêtes, comme auparavant, à apporter leur protection au personnel américain et à aider ainsi à assurer la sécurité dans la région de Beyrouth, comme je l'ai indiqué ».

« Ces mesures renforcent, je crois, notre capacité à remplir la tâche que nous nous sommes fixée et à poursuivre nos efforts à long terme. Elles sont conformes à la résolution de compromis mise au point en octobre dernier avec le Congrès sur notre participation à la force multinationale ».

LA FORCE MULTINATIONALE

Deux missions successives

L'idée d'une « force internationale » à Beyrouth, lancée quelques semaines après l'invasion du Liban par Israël, en juin 1982, a été appliquée en septembre à la demande du gouvernement libanais. Sa mission a connu deux phases différentes.

A l'époque de sa création, cette force d'interposition comptait environ 3 800 hommes : 1 598 Français, dont 482 détachés de la FINUL (force de l'ONU stationnée au sud du Liban), 1 100 Italiens et 1 200 Américains auxquels s'ajoutaient 1 000 autres stationnés au large du Liban. Ces militaires devaient alors « s'interposer » entre les forces israéliennes, qui assiégeaient la capitale libanaise, et les combattants de l'OLP qui s'y trouvaient, pour permettre l'évacuation de ces derniers. Une fois cette opération menée à bien, la force multinationale était partie estimer sa mission accomplie.

Départ prématuré ? Probablement, puisque à son lieu assisot après l'odieux massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila (16-17 septembre 1982). Le gouvernement avait donc demandé le retour de la force multinationale. Elle devait désormais « protéger la population civile » mais aussi « aider à la restauration de l'autorité légale libanaise ». Toutefois, un certain « flou » entourait cette nouvelle mission. D'abord, parce que le mandat précis de cette force,

Les Occidentaux se dégagent du champ de bataille

(Suite de la première page.)

A Paris surtout, on voudrait cependant « habiller » le retrait de la plus grande partie du contingent français du drapeau des Nations unies. M. Mitterrand l'a rappelé mardi, aux Pays-Bas, lors de la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue de sa visite officielle.

Refusant de commenter l'effacement du régime Gemayel, le président de la République a cependant déclaré que « la France n'est pas au Liban pour y rester indéfiniment » car « nous n'avons pas d'objectif territorial ». M. Mitterrand a ajouté : « Cela fait longtemps que j'ai dit que je demandais le retrait le plus rapide possible par les forces internationales de l'ONU. La France ne veut pas se substituer à l'institution internationale. Elle aura fait la sienne. Mais je souhaite très vivement qu'au Conseil de sécurité des Nations unies, on s'entende sur une solution équilibrée pour assurer le retrait des quatre pays qui composent la force multinationale d'interposition ».

Le président de la République devait sans doute préciser la position française au cours du conseil des ministres de ce mardi. Mais le matin, cependant, on n'excluait pas un retrait au moins partiel du contingent français, la solution du recours à l'ONU comportant à court terme des difficultés quasiment insolubles. Selon ces analyses, la France estime aujourd'hui que le Liban est entré dans une guerre civile ouverte, dans laquelle le contingent français n'a pas à être impliqué et dans laquelle Paris ne prendra pas partie.

En conséquence, le contingent français restera sur place pour l'instant tant qu'il ne sera pas attaqué ou tant qu'on ne lui demandera pas de partir. Si cette analyse était confirmée au plus haut niveau, elle signifierait que la France ne s'estime plus engagée à l'égard du régime de M. Gemayel, et que, en cas d'attaque contre les positions françaises ou de demande d'évacuation émanant de l'opposition libanaise, Paris retirerait aussitôt son contingent sans même chercher à obtenir une « couverture onusienne ».

Les problèmes que pose un tel recours sont de toute façon extrêmement complexes. Le premier n'est pas le moindre : quelle autorité va demander au Conseil de sécurité la transformation des contingents de la force multinationale ou de ce qu'il en resterait en troupes de l'ONU, puisque le Liban n'a plus de gouvernement au sens politique du mot depuis la démission de M. Wazzan ?

Autre question : Washington est-il prêt à accepter une telle démarche alors que M. Reagan, en même temps qu'il annonçait le renforcement des « marines », faisait savoir que les canots et les avions de la flotte américaine entreraient dorénavant en action non seulement pour protéger les « marines », mais aussi lorsque le grand Beyrouth ferait l'objet de bombardements ?

Le recours au Conseil de sécurité des Nations unies soulève enfin le problème du veto soviétique. Comment imaginer que Moscou puisse aider les Occidentaux à sauver la face sans poser des conditions très lourdes, dont le retrait de la flotte américaine et le retour de l'URSS, à part entière, dans le processus de paix au Proche-Orient ? Dès ce mercredi, d'ailleurs, l'agence Tass a commenté très sévèrement l'initiative de M. Reagan, l'accusant d'accentuer son « ingérence militaire dans les affaires du Liban » en autorisant « en fait les unités américaines à choisir librement les objectifs à frapper sur l'ensemble du territoire libanais ».

Il semble bien, donc, que Moscou exigera pour prêter ses « bons offices » la disparition de toute présence militaire américaine. Malgré la proximité des élections présidentielles américaines, on voit mal Washington procéder rapidement à une

révision aussi profonde de sa politique au Proche-Orient et à moins que la Syrie n'inscrive enfin pour faciliter une telle évolution. Le temps, en tout cas, avantage les adversaires de M. Gemayel. Le temps, mais aussi la situation militaire, car si les contingents de la force multinationale n'ont fait l'objet au cours des derniers jours d'aucune attaque en règle, aucune garantie n'existe à ce niveau. Or, le renforcement des « marines » prendra un certain temps.

De source américaine, on affirme que ce « redéploiement » se fera par étapes et qu'il ne pourrait concerner d'ici la fin du mois qu'un tiers des 1500 hommes que les Etats-Unis ont actuellement à terre. C'est dire que Washington cherche plus pour l'instant encore à limiter ses pertes qu'à se retirer d'un conflit qui l'oppose, au-delà des adversaires libanais de M. Gemayel, à la Syrie et à l'URSS. Cette position pourrait d'ailleurs entraîner des divergences entre Washington et Paris. Ces sujets ont sans doute fait l'objet de discussions que viennent d'avoir à Washington deux hauts fonctionnaires français qui se trouvaient lundi et mardi dans la capitale américaine. Il s'agit de M. Marc Bassonoff, directeur du Proche-Orient au Quai d'Orsay et de M. Bruno Delage, conseiller technique au cabinet de M. Chirac.

JACQUES AMALRIC.

Les cent quinze soldats britanniques ont quitté Beyrouth

De notre correspondant

Londres. — Le retrait des cent quinze soldats britanniques postés à Beyrouth a commencé ce mercredi à l'aube. Cette mesure, prévisible depuis la veille, ne faisait plus guère de doute, après l'annonce du repli américain. De l'avis de plusieurs membres du Parlement, la décision a vraisemblablement été prise au début de la soirée du 7 février, mais M. Thatcher n'aurait pas voulu être, parmi les autres dirigeants responsables de la force multinationale, le premier à la faire savoir, alors que, pour le moment, elle prônait le maintien de cette force ou son remplacement par des éléments de l'ONU (le Monde du 8 février). Le contingent britannique pourrait être transféré, dans un premier temps, sur un navire qui croise au large des côtes libanaises puis sur la base militaire d'Akrotiri, que la Grande-Bretagne possède encore à Chypre.

Les principaux membres du cabinet se sont réunis à trois reprises, mardi, pour définir leur position et, comme l'a précisé M. Thatcher devant la Chambre des communes, pour consulter les gouvernements américain, français et italien, de même que pour entrer en contact avec le commandant de l'unité britannique à Beyrouth. Répondant aux questions de l'opposition qui, de

puis des semaines, réclamait un retrait immédiat, M. Thatcher a déclaré : « La sécurité de nos troupes est le motif principal de notre réflexion ». Elle n'a pas dit davantage mais cela suffisait pour que son auditoire comprenne que la cause était entendue. Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, n'a d'ailleurs pas insisté. Il s'est contenté de dire que la position des soldats britanniques était devenue trop « dangereuse » tandis que leur mission était désormais « impossible ».

Arrivé le dernier — il s'est installé à l'est de l'aéroport de Beyrouth au début de 1983 — le plus petit contingent de la force multinationale a été étonnamment épargné : pas une seule victime, hormis des blessés légers, alors que les Américains et Français subissaient de lourdes pertes. Mais comme le soulignaient des députés conservateurs, partisans depuis longtemps d'un désengagement, l'opinion publique en Grande-Bretagne aurait peut-être moins bien admis ces pertes que les Américains ou les Français. Ces parlementaires estiment que M. Thatcher, malgré la détermination dont elle a fait preuve jusqu'à ces derniers jours, a finalement appréhendé ce risque.

FRANÇOIS CORNU.

Selon un sondage IFRES - « le Quotidien »

antérieur aux derniers événements

47% DES PERSONNES INTERROGÉES ÉTAIENT HOSTILES AU MAINTIEN DU CONTINGENT FRANÇAIS

Selon un sondage IFRES, publié mercredi 8 février par le Quotidien de Paris (1), 47 % des Français demandent au Conseil de sécurité la transformation des contingents de la force multinationale ou de ce qu'il en resterait en troupes de l'ONU, puisque le Liban n'a plus de gouvernement au sens politique du mot depuis la démission de M. Wazzan ?

Cette hostilité vaut aussi en ce qui concerne la présence des troupes françaises au Liban : 47 % sont contre son maintien, alors que 32 % sont pour (21 % sont sans opinion). L'analyse des réponses montre que c'est dans les rangs de l'opposition que l'on trouve le plus de personnes favorables à la présence française au Liban et au Tchad. Pour Beyrouth, sont favorables au maintien du contingent français : PC, 24 % ; PS, 29 % ; UDF, 53 % ; RPR, 43 % ; Sont hostiles : PC, 61 % ; PS, 59 % ; UDF, 37 % ; RPR, 44 %.

S'agissant du Tchad, sont favorables : PC, 9 % ; PS, 29 % ; UDF, 44 % ; RPR, 42 %. Sont hostiles au maintien du contingent : PC, 75 % ; PS, 48 % ; UDF, 39 % ; RPR, 48 %.

A la question : « Les affrontements qui opposent la Libye au Tchad peuvent-ils dégénérer en un conflit majeur ? » 39 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative, 45 % par la négative.

LE GÉNÉRAL BIGEARD PROPOSE LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LE RAID DE BAALBEK

Le général Marcel Bigeard, député app. UDF de Meurthe-et-Moselle, a déposé, mardi 7 février, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « chargée d'appeler les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le bombardement effectué par l'aviation française sur un camp terroriste proche de Baalbek et les résultats de cette opération ».

Pour le général Bigeard, il est indispensable que soient levées les « zones d'ombre » et les « incertitudes » quant aux « circonstances dans lesquelles s'est déroulée l'opération » et aux « résultats de ce qui aurait été une action de représailles pour sanctionner le terrorisme ».

La « persistance » de ces incertitudes « pourrât, en France comme à l'étranger, nuire à la crédibilité de nos forces armées », estime le député, pour qui une question — « la plus grave » — demeure : une erreur a-t-elle été commise ? On des indications ont-elles été fournies à l'opération ?

(Publicité)

EST & OUEST
Manuel d'études pol. internat.
15, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris
Au sommaire du 1^{er} de février :
L'empire de presse Marxisme.
Un nouveau courant littéraire en URSS.
Archives secrètes de la Grande.
Flotte, Lénine, Hérault, Staline
Spécialité gratuite sur demande

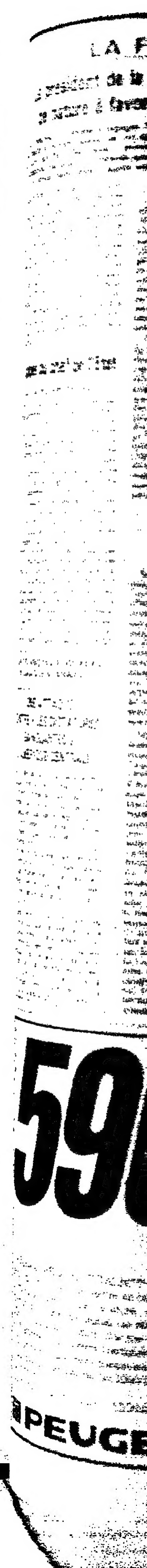
WALL STREET INSTITUTE
Du 20 au 25 Février
PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN AU 807.07.05.
L'un est Peter W. WRIGHT diplômé de l'université de Londres.
L'autre est le Testron® un mini ordinateur programmé pour vous aider à corriger les fautes les plus fréquentes en Anglais. Tous les deux sont made in U.S.A. et le stage intensif du 20 au 25 Février ne coûte que 300F.

Wall Street Institute, 18, rue du Faubourg du Temple, 75011 Paris. Tél. 807.07.05 Métro République.

(Publicité)
DÉBAT POUR LE DIALOGUE ISRAËLO-ARABE ÉCRITURE ET RÉCONCILIATION
Jeudi 9 février à 20 h 30 avec MM. G. SUAREZ, R. ASCOT, J. PIERRE-BLOCH, R.P. B. DUPUY, L. HAMON, G. LE CLECH, L. FRAJIS
CENTRE RACH 30, bd de Port-Royal 75006 Paris

Faites des étincelles en anglais!
PROCHAINS COURS INTENSIFS les 13 et 27 février 1984
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.4137

مركز الأمل



صحنه من الأصل

ATION

amp de bataille

Le président de la République a esquisé divers projets de nature à favoriser une relance de la Communauté

Le président de la République a esquisé divers projets de nature à favoriser une relance de la Communauté

M. François Mitterrand a regagné Paris, ce mercredi matin 8 février, après un voyage officiel de deux jours aux Pays-Bas, pour y présider le conseil des ministres, qui avait été retardé pour la circonstance. Il devait faire dans l'après-midi une visite

Le discours de La Haye: « Que l'Europe soit capable de lancer dans l'espace une station habitée... »

Voici les principaux extraits du discours prononcé mardi 7 février à La Haye par M. François Mitterrand :

Le président de la République a esquisé divers projets de nature à favoriser une relance de la Communauté

Amsterdam. — Après avoir sacrifié lundi à l'exaltation des relations bilatérales franco-néerlandaises, qui en avaient bien besoin, le président de la République a, surtout consacré la seconde journée de son séjour aux Pays-Bas aux questions européennes, après tout de même une visite au marché aux fleurs d'Aalsmeer. Visite dont on avait pris soin de préciser, dans son entourage, qu'il s'agissait d'abord, de la part du chef de l'Etat, d'une manifestation d'intérêt à l'égard du rôle commercial néerlandais que d'une soudaine passion pour les tulipes.

Un appel du chef de l'Etat

(Suite de la première page.)

Outre le fait que ce projet est techniquement ambitieux et qu'il n'est pas une panacée militaire, comme le soutient le Pentagone depuis plusieurs années déjà, un tel programme sera financièrement très coûteux — 9 milliards de dollars pour la station américaine — même s'il doit être partagé entre Européens. Comment la France pourrait-elle y consacrer un budget important, elle qui, sur le plan national, a décidé en 1982, par manque d'argent, de retarder la construction de son propre satellite d'observation militaire SANRO ? De plus, les missions militaires envisagées dans le discours de M. Mitterrand à La Haye peuvent être assurées par un réseau de satellites non habités, éventuellement lancés par Ariane, à l'exemple de ce que prépare, déjà, mais pour son propre compte, un autre pays européen, la Grande-Bretagne, avec l'aide de la NASA américaine.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JACQUES ISNARD

UNE ATTAQUE CONTRE « LES DICTATURES SANGLANTES » D'AMÉRIQUE CENTRALE

M. Mitterrand a également évoqué dans son discours au Parlement néerlandais les problèmes de l'Amérique centrale. Les peuples de cette région, a-t-il dit, ont besoin d'être libérés du poids des oligarchies des grands propriétaires qui sont possesseurs de la totalité des terres cultivables. Ils ont aussi besoin de se libérer de dictatures sanglantes et de la règle de l'Occident « est de servir à cette double libération ».

« Les révolutions libérales de la moitié du dix-neuvième siècle ont déjà prévu cela, elles n'ont pas attendu les révolutions socialistes », a dit encore M. Mitterrand, qui a réitéré avec insistance ce point de vue à M. Reagan lors d'une rencontre avec lui à Washington. — (AFP.)

Le général BIGEARD POSE LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LE RAID DE BAALBEH

La justice. M. Bigeard, général de corps armée, a posé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le raid de Baalbeh, le 24 janvier 1984, à l'Assemblée nationale.

EST & OUEST

LA FIN DE LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX PAYS-BAS

Le président de la République a esquisé divers projets de nature à favoriser une relance de la Communauté

M. François Mitterrand a regagné Paris, ce mercredi matin 8 février, après un voyage officiel de deux jours aux Pays-Bas, pour y présider le conseil des ministres, qui avait été retardé pour la circonstance. Il devait faire dans l'après-midi une visite

éclair à Luxembourg, afin d'y poursuivre le cycle de ses consultations avec les neuf partenaires de Paris au sein de la Communauté européenne, dans la perspective du prochain sommet réuni les 19 et 20 mars à Bruxelles et dont la France assurera la présidence.

De notre envoyé spécial

Singulier spectacle, en effet, que ce marché aux fleurs. On s'attend, en vertu des clichés folkloriques, à d'aimables étals odorants le long d'un canal, et l'on pénétre dans des entrepôts immenses. On rêve d'un décor gentiment breughelien, et c'est Rangis en plus moderne, une usine gigantesque où l'électronique règne en maître absolu, y compris dans ces salles en gradins où d'étranges enchères à l'envers opposent les grossistes de fleurs aux producteurs de fleurs.

Un appel du chef de l'Etat

(Suite de la première page.)

Ne complaisance ni catastrophisme

Son étape de La Haye devait être plus nettement diplomatique. C'est finalement à l'occasion du déjeuner offert par le gouvernement qu'il a prononcé ce fameux « grand discours européen » qui faisait, depuis plusieurs jours, l'objet d'interrogations et d'indiscrétions contradictoires. Il avait tout d'abord prévu de le faire devant les parlementaires qui l'ont ensuite accueilli ; mais la reine Beatrix et le prince Claus, constitutionnellement, n'auraient pu alors assister à ce « numéro » — an d'ailleurs assez brillant — d'éloquence communautaire.

Argentine

LE GÉNÉRAL VIDELA INTERROGÉ PAR LA JUSTICE MILITAIRE. — Le général Jorge Videla, ancien chef de l'Etat argentin (1976-1981), a été entendu, le mardi 7 février, par le Conseil suprême des forces armées, qui enquête sur la disparition de milliers de personnes durant les quatre premières années du régime militaire. C'est le premier des neuf anciens membres des juntas de gouvernement de cette période à être ainsi interrogé par ses pairs. Auparavant, l'ancien chef de la police fédérale, le général Campa, avait également comparu devant le Conseil. — (Reuters.)

Corée du Sud

LIBÉRATION D'ÉTUDIANTS. — Quarante-huit étudiants sud-coréens, emprisonnés pour activités antigouvernementales, bénéficiant d'une mesure de clémence, ont été libérés, ce mercredi 8 février, et autorisés à retourner dans leurs universités. Près d'une centaine d'étudiants restent toutefois emprisonnés en attendant d'être jugés. — (AFP.)

Chine

MORT D'UN JÉSUITE EN DÉTENTION. — Citant des sources religieuses, l'agence Associated Press annonce de Hong-kong le décès, dans le camp où il était détenu, du Père François-Xavier Zhu, jésuite d'origine chinoise, âgé de soixante-dix ans. Comme de nombreux religieux, le Père Zhu avait été arrêté en 1953 et condamné en 1960 à vingt années de détention dans un camp de la province de l'Anhui. Au terme de cette peine, il n'avait pas quitté ce camp, rendant seulement quelques visites à sa famille. C'est encore à l'intérieur du camp qu'il avait été à nouveau jugé l'été dernier et condamné le 10 juin à une peine supplémentaire de douze ans.

Inde

GRÈVE GÉNÉRALE AU PENDJAB. — L'Etat du Pendjab était paralysé, mercredi 8 février, par une grève générale ordonnée par les autonomistes sikhs du parti Akalidasi. Mardi soir, le premier ministre leur avait lancé un ultime appel pour qu'ils repren-

Philippines

PROCES AJOURNÉ. — Le procès de deux missionnaires étrangers, d'un prêtre et de six laïcs philippins, accusés d'avoir participé, en 1982, à une embuscade meurtrière dans la région de Kabankalan (le Monde du 8 février), a été ajourné, le mardi 7 février, dès la première audience.

Union soviétique

DISTINCTION POUR M. PLISSONNIER. — M. Gaston Plissonnier, membre du bureau politique du Parti communiste français et secrétaire du comité central, a reçu, mardi 7 février au Kremlin, l'ordre de la Révolution d'octobre qui lui avait été conféré en juillet dernier à l'occasion de ses soixante-dix ans. Cette distinction lui a été remise par M. Kounzetsov, premier vice-président du présidium du Soviet suprême. — (AFP.)

La coopération politique et les institutions.

« Le moment est venu d'accorder à nos institutions une cohérence qui leur manque. Ainsi, le conseil des ministres serait-il bien inspiré en épargnant aux chefs d'Etat et de gouvernement la disparate de décisions qui relèvent du quotidien. On éviterait de la sorte un encombrement dommageable qui a nui aux sommets de ces dernières années (...). Je voudrais également avec faveur les Dix instituer un secrétariat permanent selon la formule présentée par le chancelier Kohl au conseil européen de Stuttgart. Une active concertation entre l'Assemblée et le conseil des ministres en matière de politique internationale, avec le concours de la Commission en ce qui la concerne, serait aussi la bienvenue. »

590f JE CRAQUE!



Le Réseau PEUGEOT TALBOT vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle*. Le dépôt de garantie initial de 8968 F pour la 305 est égal à l'option d'achat final:

- 1^{re} année: 12 loyers mensuels de 590 F,
- 2^e année: 12 loyers mensuels de 890 F,
- 36 loyers mensuels de 1090 F, les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition: 85968 F TTC.

PEUGEOT 305

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

Offre valable jusqu'au 20 février 1984, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca-Din.

Modèle présenté: PEUGEOT 305 - Année modèle 84. Prix au 26 décembre 1983: 47 200 F - Sauf Corse.

Pour tous les autres modèles 305, le montant des mensualités sera déterminé en fonction du prix du véhicule choisi.

*aux conditions générales de l'Argus.

par BERNARD MALIGNER (*)

Le RPR proteste aussi contre le fait que la délégation spéciale nommée par le commissaire de la République compte deux membres sur trois « connus pour leurs liens directs avec le Parti socialiste ».

Ainsi, alors qu'on la croit salvatrice, la dissolution pourrait bien engendrer un nouveau contentieux qui n'aboutirait à rien d'autre qu'à un retour à la case départ, c'est-à-dire à l'arrêt rendu en décembre.

Un jeu de l'oie où l'électeur est « le dindon de la farce » C'est ce que la dissolution veut éviter. C'est ce que l'autorité de la chose jugée pouvait empêcher.

(Suite de la première page.)

Il est cependant un problème à propos duquel je dois confesser

(non vendu dans les kiosques)

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le caractère véritable d'une opinion majoritaire ressort, en certains domaines, de la répartition des sondages. Si 52 % des Français pensent que des alliances militaires (soit entre l'Europe et les Etats-Unis, soit dans le seul cadre de l'Europe) constituent le meilleur moyen d'assurer la sécurité de la France (contre 3 % qui sont partisans d'une alliance avec l'URSS, et 34 % d'une position de neutralité absolue), c'est aux réponses des sympathisants de l'UDF et du RPR, bien plus qu'à celles des sympathisants du PS, et naturellement du PC, qu'est due cette forte majorité favorable à la politique étrangère de François Mitterrand. Quant à l'implantation des fusées Pershing en Europe occidentale, les choses sont encore plus claires : en ce domaine, les positions fermement exprimées par le chef de l'Etat sont rejetées par 56 % des sympathisants du PS (contre 27 % et par 65 % de ceux du PC (contre 13 %). Par contre, ceux de l'UDF les partagent (50 % contre 31 %), ainsi que, un peu moins nettement, ceux du RPR (48 % contre 37 %).

On pourrait multiplier les enseignements que comporte la véritable somme que constituent le rap-

L'article 14 du projet de loi sur les **aménages de l'achat immobilier** **Exposition :** **« Vous vous sou-** **(DEP LING) de garantir le mem-**

Th. B.

L'acte de presse devait être déclaré à la commission « à peine de nullité » des actes civils. Cela fait, les conséquences de la loi de 1936, l'opération est réalisée quand même, on retrouve l'hypothèse précédente.

M. Ducloux affirme que M. Toubon avait « le droit de dire ce qu'il veut », mais aussi le devoir de le dire.

Th. B.

Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuel,

(2) *Le Monde*, 8-9 mai 1983, édition « titre ». Un consensus hexagonal s'est formé, après la publication d'une enquête de la *SOPRES* par *L'Express*.

(2) *Le Monde*, 8-9 mai 1983, édition « titre ». Un consensus hexagonal s'est formé, après la publication d'une enquête de la *SOPRES* par *L'Express*.

elle si germane, si offensante : « capitaine d'industrie ».

...the fact that the *Journal of Management Studies* is a leading journal in the field of management studies, and that the *Journal of Management Studies* is a leading journal in the field of management studies.

...the fact that the *Journal of Management Studies* is a leading journal in the field of management studies, and that the *Journal of Management Studies* is a leading journal in the field of management studies.

١٠٠٠

15

L'assassinat à Paris du général Oveissy est revendiqué par deux groupes iraniens

Le général iranien Ali Gholam Oveissy, ancien gouverneur militaire de Téhéran, et son frère Gholam Hossein Oveissy, réfugiés l'un et l'autre en France depuis la chute du chah, ont été tués mardi 7 février, vers 14 heures, rue de Passy à Paris, par un homme qui a pu prendre la fuite.

L'attentat a été revendiqué quelques heures plus tard par le groupe *RIHed* islamique. Un correspondant anonyme, par un appel téléphonique au bureau de l'Agence Associated Press de Londres, a déclaré que ce mouvement « accepte l'entière responsabilité de cet assassinat ». Il a ajouté : « Nous tuons le fils du chah. Nous tuons tous les ennemis de l'Iran et les soi-disant monarchistes qui se sont réfugiés à Paris, à Rome, aux Etats-Unis ou en Angleterre ».

Cependant une autre revendication a été faite le même jour à Washington au nom d'une organisation révolutionnaire iranienne pour la libération et la réforme, mouvement jusqu'alors inconnu.

L'attentat, dont la brigade criminelle de la police judiciaire de Paris a été chargée de retrouver le ou les auteurs, a suscité aussitôt plusieurs réactions. M. François Mitterrand, en voyage officiel à La Haye, a déclaré : « Tous les opposants iraniens vivant en France, toutes les personnes de la géologie politique iranienne se retrouvent à Paris. L'ayatollah Khomeiny en sait quelque chose. Devant nous être punis parce que nous respectons les lois de l'hospitalité ? Les réfugiés politiques doivent être respectés. La France est un pays assez grand et noble pour comprendre la position de son gouvernement à cet égard ».

Réfugié lui aussi en France, le fils de l'ancien chah d'Iran, Reza II, a publié un communiqué, dans lequel il déclare : « Combien d'hommes, de femmes devront-ils encore être victimes des forces du mal qui gouvernent aujourd'hui à Téhéran pour que le monde prenne conscience de la gravité de la situation en Iran et de la menace que représente pour tous les pays libres la République dite islamique ? ».

De son côté, M. Abolhasan Banisadr, ancien président de la République iranienne, lui aussi réfugié en France, voit dans cet attentat le signe que le gouvernement iranien « se trouve dans une impasse quasi totale », ce qui le conduit à « des actes destinés à faire peur à tous les opposants ».

Une enquête difficile

L'enquête de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris se révèle difficile, car elle manque d'éléments matériels et il semble s'agir d'une action de professionnalisme.

Ali Gholam Oveissy et son frère, Hossein Gholam Oveissy, ont été tués chacun d'une seule balle dans la tête. Le premier résidait à Paris depuis la chute de la dynastie du chah, tandis que le second était seulement arrivé en France le dimanche 5 février, en provenance d'Iran. Une

France, terre d'asile

Si c'est très difficile de connaître précisément le nombre de citoyens iraniens vivant en France depuis la révolution islamique, on estime généralement à environ 40 000 leur effectif global. Ce chiffre semble n'avoir pratiquement pas varié depuis l'été de 1981 (*Le Monde* du 29 juillet 1981), date à laquelle il est devenu toujours plus difficile pour les iraniens de fuir leur pays, que ce soit régulièrement, avec un passeport en bonne et due forme, ou clandestinement, le plus souvent via la Turquie, au prix de mille dangers lors des passages de frontière.

Le symbole de la répression

Agé de soixante-cinq ans, le général Oveissy, considéré comme l'un des officiers les plus « durs » de Mohamed Reza Chah, avait été surnommé par ses adversaires « le boucher de Téhéran » à la suite du massacre de 1983. Il avait à l'époque ordonné, en sa qualité de commandant de la gendarmerie et des forces terrestres, d'ouvrir le feu sur les partisans de l'ayatollah Khomeiny, qui marchaient sur Téhéran pour protester contre l'intervention de l'armée comme un instrument islamique. Ce massacre avait, dit-on, fait quelques dizaines de victimes.

Le troisième attentat

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, deux autres attentats avaient été commis en France contre des personnalités de l'ancien régime.

Le 7 décembre 1979, le prince Chahryar-Mustapha Chahfil, fils cadet de la princesse Achraf Pahlavi, sœur jumelle du chah, est tué de deux balles de revolver devant son domicile parisien, par un homme, seul, qui parvient à s'enfuir.

L'ambassadeur des Emirats Arabes Unis est grièvement blessé à Paris

L'ambassadeur des Emirats arabes unis à Paris, M. Khalifa Ahmed Alahd Aziz Al Maharak, a été grièvement blessé, mercredi 8 février, au milieu de la nuit, lors d'un attentat commis devant son domicile privé, 22 avenue Charles-Floquet (Paris-7).

La croissance de la population française s'est ralentie en 1983

L'année 1983 a vu naître en France métropolitaine 750 000 enfants, mourir 558 000 personnes, se conclure 300 000 mariages. L'indice de fécondité (1) qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne au cours de sa vie, a baissé de 1,9 en 1982 (alors que le chiffre de 2,1 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la génération). Cette baisse paraît atteindre tous les types de familles, ou presque : en 1982 comme en 1981, on a constaté une baisse du nombre d'enfants de « rang 1 » et de « rang 2 » (c'est-à-dire la première et la deuxième naissance dans une famille). En relation avec la baisse de la natalité, le nombre d'enfants naturels a continué — mouvement amorcé en 1976 — de s'accroître (113 398, contre 102 146 en 1981).

Les étudiants islamiques

Après l'article « Les sergents recruteurs de l'Imam Khomeiny (*Le Monde* du 29-30 janvier) », l'Association des étudiants islamiques en France nous a adressé la lettre suivante.

« Votre article mentionne l'Association des étudiants islamiques en France parmi les organisations qui appuieraient « au mouvement islamique », où se retrouveraient « les mêmes animateurs » s'adressant « au même public ». « Le plus souvent ». Or, l'AEIF existe depuis 1966, et est officiellement reconnue puisque ses statuts sont déposés à la préfecture de police, et ses activités sont à caractère purement culturel et

La croissance de la population française s'est ralentie en 1983

« L'année 1983 a vu naître en France métropolitaine 750 000 enfants, mourir 558 000 personnes, se conclure 300 000 mariages ». L'indice de fécondité (1) qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne au cours de sa vie, a baissé de 1,9 en 1982 (alors que le chiffre de 2,1 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la génération). Cette baisse paraît atteindre tous les types de familles, ou presque : en 1982 comme en 1981, on a constaté une baisse du nombre d'enfants de « rang 1 » et de « rang 2 » (c'est-à-dire la première et la deuxième naissance dans une famille). En relation avec la baisse de la natalité, le nombre d'enfants naturels a continué — mouvement amorcé en 1976 — de s'accroître (113 398, contre 102 146 en 1981).

Le troisième attentat

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, deux autres attentats avaient été commis en France contre des personnalités de l'ancien régime.

Le 7 décembre 1979, le prince Chahryar-Mustapha Chahfil, fils cadet de la princesse Achraf Pahlavi, sœur jumelle du chah, est tué de deux balles de revolver devant son domicile parisien, par un homme, seul, qui parvient à s'enfuir.

L'ambassadeur des Emirats Arabes Unis est grièvement blessé à Paris

L'ambassadeur des Emirats arabes unis à Paris, M. Khalifa Ahmed Alahd Aziz Al Maharak, a été grièvement blessé, mercredi 8 février, au milieu de la nuit, lors d'un attentat commis devant son domicile privé, 22 avenue Charles-Floquet (Paris-7).

La croissance de la population française s'est ralentie en 1983

L'année 1983 a vu naître en France métropolitaine 750 000 enfants, mourir 558 000 personnes, se conclure 300 000 mariages. L'indice de fécondité (1) qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne au cours de sa vie, a baissé de 1,9 en 1982 (alors que le chiffre de 2,1 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la génération). Cette baisse paraît atteindre tous les types de familles, ou presque : en 1982 comme en 1981, on a constaté une baisse du nombre d'enfants de « rang 1 » et de « rang 2 » (c'est-à-dire la première et la deuxième naissance dans une famille). En relation avec la baisse de la natalité, le nombre d'enfants naturels a continué — mouvement amorcé en 1976 — de s'accroître (113 398, contre 102 146 en 1981).

Le troisième attentat

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, deux autres attentats avaient été commis en France contre des personnalités de l'ancien régime.

Le 7 décembre 1979, le prince Chahryar-Mustapha Chahfil, fils cadet de la princesse Achraf Pahlavi, sœur jumelle du chah, est tué de deux balles de revolver devant son domicile parisien, par un homme, seul, qui parvient à s'enfuir.

L'ambassadeur des Emirats Arabes Unis est grièvement blessé à Paris

L'ambassadeur des Emirats arabes unis à Paris, M. Khalifa Ahmed Alahd Aziz Al Maharak, a été grièvement blessé, mercredi 8 février, au milieu de la nuit, lors d'un attentat commis devant son domicile privé, 22 avenue Charles-Floquet (Paris-7).

La croissance de la population française s'est ralentie en 1983

L'année 1983 a vu naître en France métropolitaine 750 000 enfants, mourir 558 000 personnes, se conclure 300 000 mariages. L'indice de fécondité (1) qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne au cours de sa vie, a baissé de 1,9 en 1982 (alors que le chiffre de 2,1 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la génération). Cette baisse paraît atteindre tous les types de familles, ou presque : en 1982 comme en 1981, on a constaté une baisse du nombre d'enfants de « rang 1 » et de « rang 2 » (c'est-à-dire la première et la deuxième naissance dans une famille). En relation avec la baisse de la natalité, le nombre d'enfants naturels a continué — mouvement amorcé en 1976 — de s'accroître (113 398, contre 102 146 en 1981).

Le troisième attentat

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, deux autres attentats avaient été commis en France contre des personnalités de l'ancien régime.

Le 7 décembre 1979, le prince Chahryar-Mustapha Chahfil, fils cadet de la princesse Achraf Pahlavi, sœur jumelle du chah, est tué de deux balles de revolver devant son domicile parisien, par un homme, seul, qui parvient à s'enfuir.

L'ambassadeur des Emirats Arabes Unis est grièvement blessé à Paris

L'ambassadeur des Emirats arabes unis à Paris, M. Khalifa Ahmed Alahd Aziz Al Maharak, a été grièvement blessé, mercredi 8 février, au milieu de la nuit, lors d'un attentat commis devant son domicile privé, 22 avenue Charles-Floquet (Paris-7).

La croissance de la population française s'est ralentie en 1983

L'année 1983 a vu naître en France métropolitaine 750 000 enfants, mourir 558 000 personnes, se conclure 300 000 mariages. L'indice de fécondité (1) qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne au cours de sa vie, a baissé de 1,9 en 1982 (alors que le chiffre de 2,1 est nécessaire pour assurer le renouvellement de la génération). Cette baisse paraît atteindre tous les types de familles, ou presque : en 1982 comme en 1981, on a constaté une baisse du nombre d'enfants de « rang 1 » et de « rang 2 » (c'est-à-dire la première et la deuxième naissance dans une famille). En relation avec la baisse de la natalité, le nombre d'enfants naturels a continué — mouvement amorcé en 1976 — de s'accroître (113 398, contre 102 146 en 1981).

Le troisième attentat

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, deux autres attentats avaient été commis en France contre des personnalités de l'ancien régime.

Le 7 décembre 1979, le prince Chahryar-Mustapha Chahfil, fils cadet de la princesse Achraf Pahlavi, sœur jumelle du chah, est tué de deux balles de revolver devant son domicile parisien, par un homme, seul, qui parvient à s'enfuir.

TWA Flâneries Américaines

Floride en roue libre : 5605 F*

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot, 2 nuits à Miami... et voiture pendant 5 jours en Floride.

*Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants. Paris 1^{er} : 19 bis rue du Mont-Thabor. Tél. 260-39-85. Province : Losers S.A. : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.



TÉMOIGNAGES

Maurice Bellonte

Maurice Bellonte, prestigieux pionnier de l'aviation, est mort le 14 janvier dernier, à quatre-vingt-sept ans. J'avais fait sa connaissance presque par hasard, dans une sorte de magasin à Cachen, où un club avait organisé une exposition de modèles réduits. On m'y présentait un « Monsieur Bellonte »... « Bellonte... de Costes et Bellonte ?... ».

Maurice Bellonte était de rire en voyant ma surprise. Et puis nous avons pu échanger nos idées sur l'aviation d'hier et d'aujourd'hui, sur le progrès, sur l'avenir, sur la sécurité... Il savait allier la chaleur humaine dans les relations, la rigueur dans le comportement et une conception hautement morale et civique de l'existence.

J'ai pu vérifier aussi, à son contact, que les hommes les plus courageux sont aussi les plus discrets, les plus simples. Si bien qu'à ces hommes-là, on ne peut jamais dire en face tout le bien que l'on pense d'eux. Il faut attendre qu'ils nous quittent, pour bien mesurer leur présence.

Faire l'éloge de Bellonte est facile. Il suffit de rappeler les exploits qu'il accomplit avec Costes, dans l'aviation Breguet qu'ils avaient baptisée *Point d'interrogation*, à commencer par la première traversée Paris-New-York, les 1^{er} et 2 septembre 1930. Ces jours-là, des millions de gens retinrent leur souffle pendant trente-sept heures et dix-sept minutes, des deux côtés de l'Atlantique, avant de leur faire une fête triomphale.

Il y eut aussi, en 1929, le record du monde sans escale, 7 905 kilomètres entre la France et la Chine, dans des conditions extrêmement périlleuses, que Bellonte a minutieusement reconstituées dans ses Mémoires. Sans oublier, au retour de ce vol, le record de vitesse en liaison postale Hanoi-Paris.

Il faut ajouter à ce tableau du courage, l'entrée de Bellonte dans la Résistance en juin 1940, l'organisa-

tion d'un groupe de combat en octobre 1941 dans les Pyrénées-Orientales, le passage de frontières pour les résistants, jusqu'à l'arrestation par la Gestapo en juin 1944.

A partir de février 1945, Maurice Bellonte développe son activité dans l'administration de l'aviation civile, au service des enquêtes sur les accidents et de la recherche pour renforcer la sécurité aérienne. Au-delà de ces exploits et de cette rectitude, qui lui ont valu tous les honneurs, c'est toute la vie de Bellonte qui me paraît chargée d'une signification plus que jamais précieuse.

Rien de grand ne se fait sans goût de l'aventure. Et il en fallait à ces pionniers pour défrayer les éléments dans leurs drôles de machines. Bellonte est tombé dans la Manche en 1925 avec le *Gallie* et, sur un tuteur de Bondy, avec le *Dragon d'Annem*. Avec Costes, une nuit de 1929, il frôle la catastrophe au-dessus du lac Balise : moteur arrêté, avion givré en pleine tourmente. Pour communiquer, Costes et Bellonte se passent des petits bouts de papier qui en disent long sur leurs conditions de vol : « Vide les poches de mon veston et tu me le passeras pour le mettre sur mon dos. » Ou encore : « On va geler, mais on va rester à 3 000, attache ton parachute. »

En même temps, Bellonte fait partie de ces pionniers qui ont permis la transition entre la folle aventure et le risque calculé, entre l'exploit individuel et le service public quotidien de l'aviation commerciale.

Ce n'est pas par modestie ni par goût du paradoxe que Bellonte a écrit : « J'ai toujours été attiré avant tout par la sécurité, je n'admets que les risques calculés. » Toute sa vie l'illustre. C'est parce qu'il faisait déjà sienne la devise « sécurité d'abord » - règle d'or de l'aviation commerciale - d'aujourd'hui, qu'avec Costes, en juillet 1929, il renonce à la première tentative de traversée Paris-New-York. Après un long trajet, face aux conditions météorologiques, ils décident ensemble de faire demi-tour, décision la plus courageuse pour des hommes de cette trempe.

Conception moderne de la sécurité encore, lorsque Costes et Bellonte analysent tous les échecs, tous les accidents aériens, et en tirent soigneusement des leçons pour accroître leurs propres chances de succès.

Nous devons à des hommes comme Bellonte, à cette prise en charge du risque calculé, cette maîtrise sans précédent de l'espace et du temps que permet l'aviation, ouverte à des millions d'hommes. Nous leur devons cet extraordinaire instrument de connaissance, de rapprochement des cultures et des peuples, que constitue aujourd'hui le transport aérien. Nous leur devons d'avoir fondé cette grande tradition aéronautique française, que d'autres poursuivent aujourd'hui, permettant à notre pays de se maintenir au premier rang dans le monde.

CHARLES FITTERMAN,
ministre des transports.

Bernard Champigneulle

Bernard Champigneulle vient de s'éteindre à l'âge de quatre-vingt-sept ans (le Monde du 11 janvier). Le souvenir le plus vivant qu'il laisse est sans doute à ses amis celui de son action à la Ligue urbaine et rurale - fondée par Girardoux - dont il devint secrétaire général. En cette qualité, il milita pour la préservation du patrimoine français et mena campagne contre un certain urbanisme sauvage qui sévit après la guerre et dont il dénonça le caractère inhumain. Il n'était pas pour autant contempteur de l'architecture moderne et admirait Gustave Perret, auquel il consacra un ouvrage. L'importance qu'il prit dans ce domaine le fit nommer membre de la commission des sites et plus tard, président d'Europa Nostra. Son action culturelle se manifesta aussi au foyer de Royanmont dont il fut le directeur, de sa fondation. Son œuvre écrite est considérable et surtout consacrée à l'architecture, bien qu'on y trouve cinq livres sur l'histoire de la musique. Son admiration allait surtout à l'art du Grand Siècle ; il consacra cinq ouvrages à Versailles, un à Louis XIII et un autre à Louis XIV ; il fut aussi l'un des rares en France à étudier l'art des jardins.

Bernard Champigneulle était fort réservé sur certaines tendances de l'art contemporain, sans cependant le rejeter tout entier puisqu'il écrivit un livre sur Utrillo. En 1940, Girardoux lui confia le chapitre « La France intellectuelle » dans ce livre intitulé *La France en guerre*, auquel j'ai collaboré moi-même pour la France militaire, ouvrage mis au pilon sur ordre des Allemands à leur arrivée à Paris et qui, aujourd'hui introuvable, constitue un bilan de la situation de la France au moment du conflit. La traduction de plusieurs de ses livres en diverses langues (anglais, allemand, italien, espagnol, portugais, roumain, japonais, irien) atteste que sa renommée avait atteint le niveau international.

GERMAIN BAZIN,
de l'Institut.

Faits divers

Les « éperonneurs »

Marseille. - Des malfaiteurs ont innové en matière d'attaque de fourgon postal, le 7 février au matin, à Marseille. Ils ont percuté, à l'aide d'un poids lourd, le véhicule dont ils convoitaient le chargement. Conduisant un camion de travaux publics, volé le 3 février à une entreprise marseillaise, sur lequel avaient été soudées perpendiculairement aux côtés du camion deux poutrelles d'acier du type de celles utilisées pour la construction de planchers d'immeuble, l'un des malfaiteurs a lancé l'engin contre un fourgon postal qui

montait une pente à forte déclivité sur la Nationale 113, au nord de Marseille, en direction du village des Cadenas.

Les poutrelles ont éperonné l'habitacle du fourgon, qui a été détruit, tuant sur le coup le chauffeur et blessant grièvement un convoyeur. Trois autres personnes, dont un second convoyeur, et les occupants du véhicule qui a percuté le fourgon, ont été blessées. Le hold-up a cependant échoué, la partie blindée du fourgon postal ayant parfaitement résisté. - J. C.

EN BREF

Des homosexuels repus par M. Defferre

Une délégation du comité d'urgence antirépresseur homosexuelle (CUARH) a été reçue, le 7 février, par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur. Les quatre représentants du CUARH ont fait part de leurs préoccupations à propos des contrôles policiers visant les homosexuels. La délégation a également demandé à M. Defferre qu'un interlocuteur spécialement attentif aux problèmes des homosexuels soit désigné au ministère, ainsi que dans les préfectures de police. Le CUARH a enfin réaffirmé sa volonté de voir dissoudre la brigade des parcs et jardins de la Ville de Paris.

Deux réfugiés basques condamnés

Bayonne. - Les expulsions et les assassinats ont fait de Bayonne une ville de réfugiés politiques basques ont créé un climat de psychose. MM. Sebastian Orcajo, trente-sept ans, et José Gaspar Zabala, cinquante ans, avaient été arrêtés depuis quelque temps la présence suspecte d'un homme au sein de leur domicile de Saint-Jean-de-Luz. Craignant d'avoir affaire à un membre du GAL (Groupe antiterroriste de libération), organisation responsable du meurtre de quatre réfugiés, ils ont été arrêtés, lundi 6 février, d'en avoir le cœur net. Armés d'un fusil de chasse, ils ont été contrôlés le lendemain : malheureusement - ou heureusement - pour eux, il s'agissait d'un inspecteur de la police de l'air et des frontières. Le tribunal correctionnel de Bayonne les a condamnés, mardi 7 février, à neuf mois de prison, dont six avec sursis, pour violence et voies de faits avec arme. - *Mieux vaut quelques semaines en prison que l'éternité dans un climat de psychose.* - (Corresp.)

Un enfant tué par un manège sexuel

Valence. - Mardi 7 février, vers 15 heures, un passant a découvert, dissimulé dans un bosquet du parc Juvet à Valence (Drôme), le corps nu d'un enfant. François Gérard, dix ans, originaire de la région parisienne, vivait à Pierrelatte (Drôme). Il était parti pour un week-end à ski avec des amis de sa famille. Le dimanche, dans la soirée, ces derniers

l'avaient accompagné en voiture à Valence. Là, l'enfant, qui devait prendre un train, avait rejoint un coursant la gare. Mais, une heure plus tard, les parents de François donnaient les premiers coups de fil. Le lendemain, la presse locale publiait un avis de recherche. Selon les premières conclusions du médecin légiste, la mort de l'enfant, sodomisé et étranglé, remontait à douze heures lorsqu'on l'a trouvé. - (Corresp.)

Diffamation envers Longo Mai

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{me} Jacqueline Clavary, s'est prononcée, le 7 février, sur les poursuites en diffamation engagées par la coopérative Longo Mai au sujet de la diffusion, les 20, 21 et 22 avril 1983, de prétendues rumeurs d'espionnage par plusieurs journaux (le Monde du 12 janvier).

Le tribunal constate que ces diffamations visant la coopérative ainsi que deux responsables - MM. Roland Perrot et François Bouchardou, fils de M^{me} Huguette Bouchardou, secrétaire d'Etat à l'environnement - ne résultent pas d'une enquête objective et sérieuse. Il condamne : M^{me} Emmanuelle Allot, Guy-François Brignone, directeur de *Présent*, et M. Jean-Claude Choffet et M. Guy Rolf-Müller, son collaborateur, à 5 000 F d'amende chacun et ensemble à 20 000 F de dommages-intérêts au total ; M. Jean-Claude Goudou, directeur de *Mimote*, à 4 000 F d'amende et 9 000 F de dommages-intérêts au total ; M. Guy Sallen, directeur de

SPORTS

L'ouverture des XIV^{es} Jeux olympiques d'hiver

Arrivée de la flamme olympique (commandée par une marque de vêtements japonais) à Sarajevo et chute d'une plaque à vent sur la piste de descente femmes, dénouement de l'affaire des hockeyeurs professionnels avec l'ouverture du tournoi par les équipes favorites, scandale du dopage de

l'équipe française de ski : à la veille de l'inauguration officielle des XIV^{es} Jeux olympiques d'hiver, mercredi 8 février, par le président de la République fédérative yougoslave, M. Mita Spiljak, le décor olympique était planté, à la couleur du temps sur la Bosnie-Herzégovine, gracieuse

Hockey sur glace : la riposte canadienne

Sarajevo. - Les hockeyeurs américains et canadiens sont réputés pour leur agressivité sur la glace. Celle-ci a été décuplée, mardi 7 février, sur la patinoire Zetra, pour le premier match du tournoi olympique.

De notre envoyé spécial

Que. Il y avait une ambiance *Réglement de comptes à OK Coral* entre les deux équipes, qui s'en sont donné à croquer rabattue.

En plus de leur rivalité traditionnelle, Américains et Canadiens finissent de vider sur la glace une querelle commencée, plusieurs jours auparavant, sur le tapis vert de la commission d'éligibilité aux Jeux. Une mauvaise querelle, qui rappelle celle faite à l'Autrichien Carl Schranz en 1972. Elle avait été provoquée par une ambiguïté de l'accord passé entre le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale de hockey sur glace, qui prévoyait que tous les joueurs sélectionnés aux championnats du monde pourraient participer aux Jeux s'ils n'avaient pas disputé dix matches dans les ligues professionnelles. Forts de cet accord, les Canadiens avaient retenu quatre joueurs répondant à ces critères. Toutefois, deux d'entre eux, Don Dietrich et Mark Morrison, avaient été surcroît signés des contrats professionnels.

A la suite d'une réclamation des Finlandais, appuyés par les Américains, le CIO dut rappeler la règle 26 de la Charte olympique et demander aux équipes ayant des joueurs professionnels dans leurs rangs de ne pas les faire jouer. Un Autrichien, Holst, et deux Italiens, Corvi et Bragnolo (qui étaient, en fait, de nationalité canadienne), étaient également dans ce cas.

Après avoir menacé de ne pas renvoyer les joueurs éliminés, les Canadiens montrèrent, mardi, sur la glace avec la ferme intention de prendre leur revanche. Les Américains furent pris dans une tornade qui leur coupa le souffle. Le gardien, Mario Gosselin, qui était l'un des joueurs dont l'amateurisme avait été mis en cause, contribua largement à la victoire (4-2) en arrêtant une avalanche de tirs (18) décochés par les Américains au second période, lorsque l'agressivité des Canadiens en conduisit plusieurs « en prison ».

Subie dans le climat explosif par le problème des qualifications, dont le CIO n'est pas sorti à son avantage, cette défaite risque de faire perdre aux Américains le titre olympique conquis de haute lutte à Lake Placid sans avoir été battus. D'autant que leurs principaux rivaux sont bien décidés à prendre une revanche : les Tchécoslovaques et les Soviétiques, dont les équipes ont été acceptées sans problème puisque, de notoriété publique, elles n'ont pas d'autre activité que le hockey sur glace, ont, en effet, fait valoir leurs prétentions dans un style inimitable. Les Norvégiens se sont inclinés (10-4) devant les Tchécoslovaques, et les Polonais ont essuyé une défaite encore plus lourde (12-1) face aux Soviétiques.

ALAIN GIRAUDO.

Aux Six Jours de Paris

LES RUGISSEMENTS DU POB

Ils ont nom Moser, Vallet, Riess, Sarrazin, Thurnau, Zoste, mod^{es} et leurcoq. Depuis cinq jours, avec d'autres, ils tourment sur la piste safran du Palais omnisport de Bercy (POB). Ils chassent très fort entre vingt et une heures et une heure du matin. Même si, de sur sur les gradins. « Bepo, Sarrazin n'en fait pas peur ». Qui pourrait suivre ce diable de Moser qui, soudain, accélère ? Le peloton défile alors. Les fantasmes sont terribles. Les généraux prennent possession du champ de bataille. Au bout de la piste des milliers de fans.

Alors, Pijon mouline, Zoste-mek grimace, Boudou se déhanchent et « Didi » (Thurnau pour l'état civil) se déchaîne. C'est va vite, très vite. Moser gagne du terrain. Il prend un mètre, deux mètres, trois mètres. Il va gagner. Mais soudain Frank jette. Il est en tête des Six Jours avec Bernard Vallet. Il se lance à la poursuite de l'Italien. Les deux hommes sont au coude à coude dans le virage. Le public hurle, trépigne, agite des crécelles. Sur la « pelouse », les drapeaux se sont levés pour suivre le duel. Le POB rugit. Frank a retrouvé ses Six Jours. Frank, l'Allemand, a gagné d'un pneu. « C'est bon pour Vallet », assure-t-on dans les tribunes. Rapos. Spectacles.

Au restaurant, toutes les places sont occupées. De vieilles gloires de la petite reine. Des gens du spectacle. Jacques Goddet ballade ses soixante-dix-huit ans entre les tables. On dit qu'Antoine Blondin est fidèle au rendez-vous mais qu'il se cache. « Nous avons le plaisir d'avoir parmi nous ce soir le prince de Mont de Monaco », Le public siffle. Ses princes, à lui, sont sur la piste. Une voix, du haut des gradins, hurle : « Caroline la Paris sera toujours Paris. Indifférent, le prince d'Orléans, Daniel Coccadi se prépare à aller donner le départ d'une « chasse ». Sacha Distel, lui, en revient. Au son de l'accordéon, la course est relancée. Malgré l'heure qui s'avance, les gradins restent bien garnis. « C'est chouette », le truc à Chier et qui sera là le soir pour l'arrivée.

23 heures, il est temps, les crécelles un peu fatiguées, de quitter le POB. Un petit sac à la main, un homme vous sollicite près du métro. « Dites, je viens de gratter. Est-ce qu'il y a encore de la place ? Je voudrais voir tourner avant de me coucher... »

JEAN PERRIN.

UNE LETTRE DE M. OLIVIER ROUJANSKY

M. Olivier Roujansky, après la publication il y a près d'un an d'un article intitulé « Une plainte contre le livre *Suicide*, mode d'emploi, est jugé irrecevable » dans le Monde du 16 février 1983 nous écrit, au titre du droit de réponse :

Le docteur Olivier Roujansky a fait un procès à Alain Moreau, éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, devant le tribunal correctionnel de Strasbourg en 1983 et la presse a publié de nombreux articles à ce sujet.

Le docteur Olivier Roujansky, 39, rue de Colmar, 67000 Schiltigheim, fait le rectificatif suivant : 1) Le docteur Roujansky a été condamné par l'ordre des médecins à vingt et un ans de suspension puis deux fois la radiation à vie (sic) après qu'il eut aidé des malades victimes de fautes médicales graves à se faire indemniser. Le tribunal correctionnel de Mulhouse, dans son jugement n° 225/84 du 12/11/84, a dit : « Il convient de souligner que l'insistance du docteur Roujansky a permis au *docteur* d'être indemnisé de la victime ». Le docteur Roujansky attend la dissolution promise de l'ordre des médecins pour retrouver le droit d'exercer la médecine.

2) Le 23 janvier 1984 a eu lieu devant le cour d'appel de Colmar le procès en appel de l'affaire Moreau. Celui-ci ne s'est pas présenté ; de ce fait, son avocat n'avait pas le droit de plaider et n'a pu être entendu. Le docteur Roujansky a expliqué à la cour que le livre *Suicide, mode d'emploi*, acheté par lui en 1982, contenait une tromperie. Il y était dit que, lors d'un empoisonnement par les barbituriques, en cas de réanimation il n'y avait pas de risque de séquelles neurologiques. Or le livre en vente actuellement recommande en page 246 le danger de séquelles neurologiques graves. Le procureur général a déclaré ce livre abominable et requis de la cour l'application de la loi - dans l'intérêt général ». L'arrêt sera rendu le 27 février 1984.

Lisez

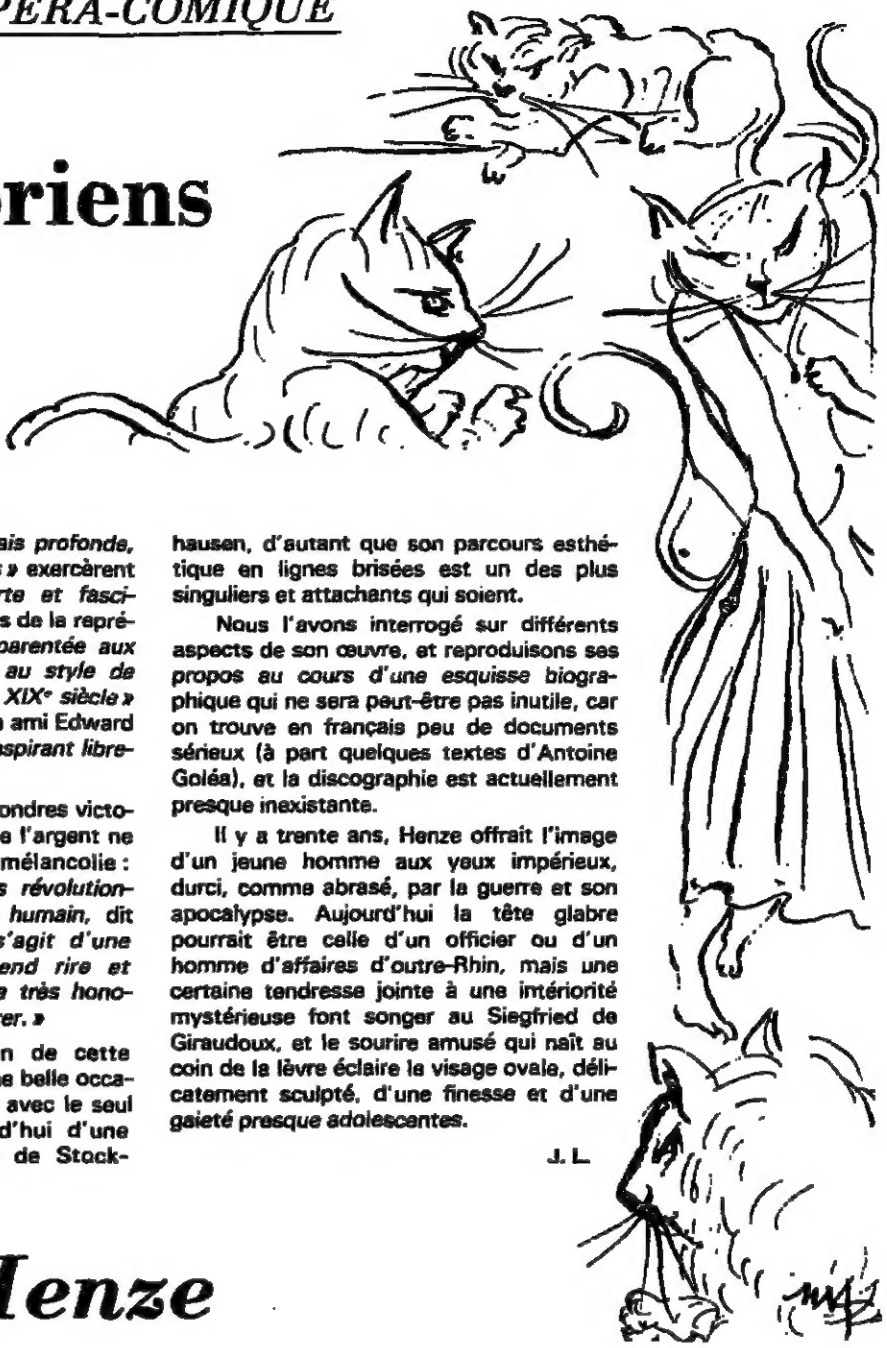
LE MONDE diplomatique

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« LA CHATTE ANGLAISE » A L'OPÉRA-COMIQUE

Masques victoriens



Ce mercredi 8 février, l'Opéra de Paris présente à la salle Favart la première française de *La Chatte Anglaise*, de Hans Werner Henze, à peine huit mois après sa création dans le délicieux théâtre rococo de Schwetzingen, près de Heidelberg.

Cette aubaine rare représente un nouveau pari pour M. Bogliackino, car Henze est sans doute en France le plus méconnu des compositeurs importants de notre époque. De ses quinze opéras, un seul, le *Prince de Hombourg*, a été donné à Paris en 1962, et encore par l'Opéra de Francfort ! Les théâtres de Nice, Lyon, Marseille, Strasbourg, Avignon se sont montrés jadis plus curieux, mais depuis quatorze ans son nom a disparu des affiches.

Juste retour des choses : cette *Chatte* revient un peu au bercail. L'origine en est le conte que Balzac écrivit pour le dessinateur Grandville et l'adaptation qu'en fit en 1977 Geneviève Serreau sous le titre *Paines de cœur d'une chatte anglaise* pour le groupe TSE au théâtre Gérard-Philipe où Henze la

vit. Cette « histoire courte mais profonde, ces costumes et ces masques » exercèrent sur lui une « impression forte et fascinante » et suscitèrent, au cours de la représentation, « une musique apparentée aux mascarades, aux paraboles, au style de l'opéra-comique du milieu du XIX^e siècle » pour laquelle il demanda à son ami Edward Bond d'« inventer un livret s'inspirant librement de Balzac ».

Cette satire féroce de la Londres victorienne de 1900 et du règne de l'argent ne devrait pas engendrer la mélancolie : « Comme je crois aux forces révolutionnaires à l'œuvre dans l'être humain, dit encore le compositeur, il s'agit d'une musique optimiste qui entend rire et pleurer, et veut convaincre la très honorable société de rire et de pleurer. »

Quel que soit le destin de cette nouvelle pièce à Paris, voilà une belle occasion de renouer connaissance avec le seul musicien allemand d'aujourd'hui d'une stature comparable à celle de Stock-

hausen, d'autant que son parcours esthétique en lignes brisées est un des plus singuliers et attachants qui soient.

Nous l'avons interrogé sur différents aspects de son œuvre, et reproduisons ses propos au cours d'une esquisse biographique qui ne sera peut-être pas inutile, car on trouve en français peu de documents sérieux (à part quelques textes d'Antoine Goléa), et la discographie est actuellement presque inexistante.

Il y a trente ans, Henze offrait l'image d'un jeune homme aux yeux impérieux, durci, comme abasé, par la guerre et son apocalypse. Aujourd'hui la tête glabre pourrait être celle d'un officier ou d'un homme d'affaires d'outre-Rhin, mais une certaine tendresse jointe à une intimité mystérieuse font songer au Siegfried de Giraudoux, et le sourire amusé qui naît au coin de la lèvre éclaire le visage ovale, délicatement sculpté, d'une finesse et d'une gaieté presque adolescentes.

Les métamorphoses de Henze

HANS Werner Henze n'a jamais vécu longtemps dans les grandes métropoles, où il semble étouffer. Peut-être tient-il cela de son enfance dans la campagne westphalienne. Il est né en effet, le 1^{er} juillet 1926, à Göttersloh, petite ville qu'il tient pour « un village de paysans ». Selon H.H. Stuckenschmidt, il n'avait guère d'affinités avec son père, instituteur, et s'intéressait peu aux événements politiques qui passionnaient celui-ci en cette période du triomphe nazi. Dès l'âge de douze ans, il compose et entre au conservatoire de Brunswick, où il étudie le piano et la percussion.

Mais, en 1944, il est mobilisé par le service du travail, puis l'armée. Fait prisonnier par les Anglais, il re-

vient ensuite, pour peu de temps, non loin de chez lui comme répétiteur des chœurs au théâtre de Bielefeld.

L'année de ses vingt ans marque les débuts d'une carrière foudroyante : l'apprenti travaille la composition avec Wolfgang Fortner, découvre Stravinski et Hindemith (interdits par les nazis), et, tout de suite, rédige un brillant *Concerto de chambre pour piano, flûte et cordes* ; cette œuvre est créée dès le 27 septembre aux fameux Cours d'été de Darmstadt et, d'après Antoine Goléa, le révèle au milieu musical d'avant-garde comme à lui-même.

Pris de frénésie, il accumule en 1947 sa 1^{re} *Symphonie*, son 1^{er} *Qua-*

tuor et son 1^{er} *Concerto pour violon*, qu'il écrit spontanément selon la technique sérielle, dont il étudiera les règles seulement les années suivantes avec René Leibowitz et aussi Josef Rufer, un élève de Schoenberg.

Sans cesser de composer à tour de bras, il acquiert une précieuse expérience comme directeur du Ballet de Constance, puis directeur artistique et chef d'orchestre des ballets de l'Opéra de Wiesbaden (1950-1953), pour lesquels il réalise de nombreuses partitions et où il se lie intimement avec Peter Van Dijk et Jean-Pierre Ponnelle.

En 1950, il passe plusieurs mois à Paris, « pauvre comme un chat », rue Gît-le-Cœur, mais trouve la vie merveilleuse, éclairée par l'amitié de nombreux musiciens, dont sans doute ses camarades de chez Leibowitz (sa mémoire, sélective, ne cite plus aujourd'hui qu'Antoine Duhamel, Pierre Schaeffer, Pierre Henry et quelques autres).

« J'ai composé tout le deuxième acte de *Boulevard Solitude* au premier étage du Café de Flore, où les garçons alors ne vous forçaient pas à consommer. Sartre et Simone de Beauvoir l'avaient déjà déserté, mais j'ai eu la fièvre de leur ceder, devant chez Lip, un taxi que j'avais longtemps attendu ! »

Henze est alors un des grands espoirs du mouvement post-sériel européen, et sa renommée monte au zénith lors de la création, le 17 février 1952, de son opéra dodécaphonique, *Boulevard Solitude*, précisément, qui est la transposition de *Manon Lescaut* au quartier Latin, sur le Boulevard de la Chapelle.

Cependant, au lendemain de ce triomphe, Henze tourne le dos à l'avenir promis. Il n'en peut plus de l'Allemagne, de sa province, des souvenirs de la guerre, et, brusquement, en 1953, il s'installe à Ischia.

« En quittant l'Allemagne, j'ai quitté aussi Darmstadt et la musique sérielle. »

Vous aviez déjà rompu avec l'école post-webernienne ?

« On n'a pas rompu, il n'y avait pas de contrat ! Webern ne m'a jamais beaucoup plu : je manque de lucidité pour déceler toute cette énorme sensibilité qui se cachait dans des structures où chaque note a sa place obligée... Quand j'ai vu à Darmstadt que les ténors s'orientaient vers

une sérialisation de tous les paramètres musicaux, je m'en suis désintéressé. Ce n'était pas pour moi. Je me sentais trop dans la réalité de la vie musicale par mon expérience de Constance et de Wiesbaden pour m'intéresser à ces jeux intellectuels : le théâtre était mon vrai champ d'action. Je suis parti tout doucement : ce sont plutôt les sériels qui ont rompu avec moi... »

— *Boulevard Solitude* était pourtant dodécaphonique ?

— Oui et non : les amoureux y sont dodécaphoniques, mais la bourgeoisie est tonale. Ce qui a beaucoup déplu par exemple à Nono qui était venu à la création : il n'a pas aimé, parce que ce mélange manquait de « pureté ». Depuis je ne l'ai guère revu et même nos engagements politiques ne nous ont pas rapprochés.

— Et Stockhausen ?

— Pas davantage : nous avons passé une fois une soirée fort amusante à Grinzing, mais c'est tout... »

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 12.)

Quand Boulez parlait de Henze

Entre autres gracieuses, il y disait qu'un disque des Beatles, c'est plus intelligent et par-dessus le marché plus court qu'un opéra de Henze. Les œuvres de ce dernier lui faisaient penser à « un coiffeur qui mettrait sur les cheveux de son client une couche super-facile de laque moderne. Henze est comme le général de Gaulle : il peut faire n'importe quoi, il croit qu'il est toujours le roi ». Pas plus gentil pour Zeffirelli, Boulez le traitait de « Henze des régisseurs » dont la mise en scène de *Rigoletto* était féroce.

Curieusement, Henze allait manifester le même dégoût pour les théâtres traditionnels : dix ans se passeront avant qu'il ne présente *We come to the River* à Londres — une œuvre révolutionnaire d'ailleurs, à « dynamiter » Covent Garden — et dix-sept ans avant qu'il revienne plus sagement au théâtre baroque de Schwetzingen. Depuis, Boulez s'est montré moins sévère pour Liebermann et l'Opéra, dirigeant la Tétralogie à Bayreuth et *Lulu* au Palais Garnier. Entre les frères ennemis, le silence et peut-être les passions sont depuis retombées.

Principales œuvres

Opéras : *Boulevard Solitude* (1951), *Le Roi Carf* (1952-1953), *Le Prince de Hombourg* (1958), *Édipe pour de jeunes amants* (1959-1961), *Le Jaune Lord* (1964), les *Bassarides* (1965), *Moralités* (1967), *El Cimarron* (1969-1970), *Le Long Chemin vers la demeure de Natascha Ungerheuer* (1971), *La Cubana ou une vie pour l'art* (1973), *We Come to the River* (Nous arrivons au fleuve) (1974-1976), *Pollino* (1979-1980)...

Ballets : *Jack Pudding* (1949), *Rosa Silber* (1950), *l'Idiot* (1952), *Marathon* (1956), *Ordine* (1956-1957), *Tancrède* (1964), *Orphée* (1978)...

Orchestre : *Six Symphonies* (1947-1969), *Antiphonie* (1960), *Los Caprichos* (1963), *Héliogabale empereur* (1971-1972), *Aria de la folie espagnole* (1977), *Barcarolle* (1979)...

Concertos : *Deux pour piano* (1950-1967), *Deux pour violon* (1947-1971), *Ode au vent d'ouest*, pour violoncelle (1953), *Tristan*, préludes pour clavier, bande magnétique et orchestre (1973), *des doubles concertos*, etc.

Musique de chambre : *Cinq Quatuors à cordes*, un *Quintette*, le *Concerto per il Marigny* (1956) et de nombreuses pages pour divers instruments.

Œuvres vocales : très nombreuses également, avec accompagnement instrumental, en particulier *Voices* (1973) ; parmi les œuvres chorales, la cantate *Novae de infinito laudes* (1962) sur un texte de Giordano Bruno et le *Radeau de la Méduse* (1968).

COMÉDIE-FRANÇAISE

296.10.20

FÉVRIER 1984

en alternance

LA CRITIQUE DE L'ÉCOLE DES FEMMES

avec

L'ÉCOLE DES FEMMES

Molière

mise en scène Jacques ROSNER

EST-IL BON ? EST-IL MÉCHANT ?

Diderot

mise en scène Jean DAUTREMY

L'AVARE

Molière

mise en scène Jean-Paul ROUSSILLON

Nouveau ...

les soirées ouvertes quatre fois par mois location facilitée

LOCATION 11 de 11 h à 18 h

PLACES de 16 F à 23 F

COMÉDIE-FRANÇAISE

1680

EUROPE

Pologne

La visite de M. Pierre Joxe est accueillie comme un signe de dégel par les autorités de Varsovie

M. Pierre Joxe se rend le jeudi 9 février en Pologne pour une visite de trois ou quatre jours. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, indique-t-on dans son entourage, va à Varsovie en sa qualité de rapporteur du projet de ratification de l'accord signé en 1979 entre la France et la Pologne sur la création des Instituts français de Varsovie et de Cracovie et de l'institut polonais de Paris. Ces trois instituts existent déjà, mais l'accord n'a pas encore été ratifié par les Parlements.

De Varsovie, l'AFP indique que, selon des sources polonaises, M. Joxe sera reçu par plusieurs responsables de haut rang, parmi lesquels le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, et le ministre des affaires étrangères, M. Stefan Olszowski.

Bien que cette visite n'ait aucun caractère officiel, les autorités de Varsovie notent avec satisfaction que c'est la première fois depuis l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, qu'une person-

nalité française, qui, de plus, passe pour être proche du président Mitterrand, se rend en Pologne. Ce voyage a lieu, d'autre part, à un moment où les relations entre les deux pays sont au plus bas.

Le regret de « l'âge d'or »

Au fil des semaines, la presse polonaise fustige pêle-mêle le « néo-colonialisme » français en Afrique, la politique « atlantiste » et violemment « anti-polonaise » de Paris, ainsi que son « alignement » sur Washington en ce qui concerne les euromissiles. La politique intérieure du gouvernement français n'est pas épargnée, et la presse parle d'« échec » économique, de « mécontentement croissant » des classes moyennes en France. Lundi encore, le grand quotidien du soir de Varsovie, *Express Wieczorny*, n'a pas hésité à accuser le contre-espionnage français - *suicide* - des émigrés polonais à Paris (1).

Malgré ces attaques souvent virulentes, les dirigeants de Varsovie ne

cachent pas qu'ils restent désireux de renouer le dialogue. L'ère Gierk, marquée par une coopération et des relations très étroites, ainsi que par des liens personnels entre l'ancien premier secrétaire du parti et l'ancien président Giscard d'Estaing, est souvent citée dans les milieux officiels polonais comme une période exemplaire, un « âge d'or » qui fait figure de référence.

Dans ces conditions, le voyage de M. Joxe est perçu dans certains milieux officiels de Varsovie comme le signe d'une amorce de dégel entre la France et le régime du général Jaruzelski, qui s'efforce de rompre son isolement.

Toute visite venue de l'Ouest est bonne à prendre, et Varsovie a remporté déjà quelques succès. Des délégations de parlementaires américains et italiens se sont succédés ces derniers mois en Pologne, où vient de séjourner un haut responsable du Parti social, démocrate ouest-allemand, M. Hans Juergen Wischnewski. M. Wischnewski avait été précédé, en juillet dernier, par M. Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière et chef de file des chrétiens-sociaux bavarois.

(1) A ce propos, on indique officiellement, au ministère français de l'Intérieur, que l'article paru dans *Express Wieczorny* est de « la mauvaise littérature qui ne repose sur rien ». On précise qu'aucun incident (éventuellement survenu entre services spéciaux français et polonais) ne peut expliquer une telle « réponse » par voie de presse.

LE ZLOTY A ÉTÉ DÉVALUÉ

Varsovie (AFP, Reuter). - La Pologne a annoncé, le mardi 7 février, une dévaluation de 38,9 % du zloty, par rapport aux autres monnaies du Bloc soviétique. Désormais, un zloty vaut 60 zlotys contre 43,20 précédemment. Les nouveaux cours, appliqués depuis lundi, ont été fixés par le biais d'accords bilatéraux entre la Pologne et ses partenaires.

Cette dévaluation intervient au moment où se confirme la gravité de la situation économique et sociale de la Pologne. Ainsi, le porte-parole du gouvernement a-t-il fait état, le mardi 7 février, de débrayages qui ont affecté plusieurs entreprises du pays, notamment à Wrocław et à Gdansk, le 30 janvier dernier, jour de l'entrée en vigueur des nouvelles hausses des prix alimentaires.

Pour M. Urban, il s'agit plus d'interruptions de travail momentanées que de véritables grèves. Le porte-parole a cité quatre entreprises mais, dans les milieux syndicaux, on affirme qu'un nombre bien plus grand d'usines ont été touchées.

● *Relations avec la Vatican.* - Le porte-parole du gouvernement a déclaré, le mardi 7 février, que la Pologne était disposée à rétablir des relations diplomatiques avec le Vatican. Comme Mgr Luigi Fogli, nonce itinérant du pape, actuellement en visite officielle en Pologne, les autorités polonaises estiment cependant qu'un accord demanderait beaucoup de temps et d'efforts. - (AFP)

● *Un gréviste de la faim dans un état critique.* - Le gouvernement polonais a confirmé, mardi 7 février, que M. Jan Paluch, ancien membre de la direction clandestine de Solidarité, se trouve dans un état critique en raison de la grève de la faim qu'il poursuit depuis deux mois. M. Paluch, qui souffre de troubles cardiaques, a été transféré à l'hôpital de la prison de Wrocław, où il est nourri artificiellement au moyen d'une sonde. - (AFP)

Roumanie

A la suite d'une explosion dans une raffinerie

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE A ÉTÉ DÉMIS DE SES FONCTIONS

Bucarest (AFP). - M. Gheorghe Carandil, ministre roumain de l'industrie chimique, a été libéré de ses fonctions, en raison d'un grave accident survenu dans la nuit du 6 au 7 décembre dernier dans la raffinerie de Teleajen, à 70 kilomètres au nord de Bucarest, a annoncé, le mardi 7 février, l'agence roumaine Agerpres.

L'explosion dans la raffinerie de Teleajen n'avait jamais été évoquée dans les moyens d'information roumains. Selon des bruits ayant circulé à Bucarest l'accident aurait fait une trentaine de morts. Selon l'agence roumaine, la commission chargée de l'enquête sur l'explosion a conclu que l'accident était dû notamment à des transgressions de la loi sur l'utilisation de l'outillage et des machines et à des graves manquements à l'ordre et à la discipline.

DIPLOMATIE

LA SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Il n'y aura plus de collusion entre l'Argentine et l'Union soviétique

Genève. - La présence à Genève d'une délégation de l'Argentine démocratique a constitué le principal événement à l'ouverture, le 6 février, de la quarantième session de la commission des droits de l'homme de l'ONU, dont les travaux se poursuivront jusqu'au 16 mars.

La situation de l'Argentine avait, lors de précédentes sessions de la commission, été des plus équivoques. Aucun délégué ne pouvait ignorer qu'il s'agissait de ce pays lorsqu'il était question dans l'abstrait de « disparus » ; mais, grâce à l'Union soviétique, liée à Buenos-Aires par d'importants contrats commerciaux, la question argentine ne figurait pas à l'ordre du jour et son gouvernement n'a jamais été mis en cause. Après avoir rendu hommage à la démocratie restaurée en Argentine, la commission a, cette fois, désigné le nouveau chef de la délégation de

De notre correspondant

ce pays, M. Roberto Bianchi, à la vice-présidence de la réunion, la présidence revenant à un Néerlandais, le professeur Peter Kooijmans.

L'ordre du jour ne présente guère de surprise. « La question des violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine », figure en tête, s'étant vu attribuer depuis 1968 « un rang de priorité élevé ». Figurent ensuite les deux cibles également rituelles, à savoir le Chili et l'Afrique du Sud. D'autres pays seront visés, mais à huis clos, en vertu d'un article du règlement qui leur accorde une procédure confidentielle.

Au cours de sa précédente session, la commission avait approuvé le principe d'un rapport sur la Pologne; mais comme Varsovie re-

fuse de coopérer, on ne s'attend guère à des résultats positifs. Les préoccupations marquées par la commission lors de sa précédente session quant aux « témoignages faisant état d'exécutions sommaires et arbitraires, de tortures, de détentions sans jugement, d'intolérance et de persécutions religieuses » en Iran risquent de demeurer sans réponse.

L'ONU se voit souvent reprocher deux poids deux mesures, car, ce qui importe aux yeux de la majorité de ses membres, n'est pas tant la gravité des violations des droits de l'homme que le jugement politique global porté sur les gouvernements qui les commettent. Cela explique notamment que, même lorsque la commission « déplore » l'invasion de l'Afghanistan, elle évite de nommer l'URSS. Ce suspect ne figure même pas parmi les vingt-six points de l'ordre du jour, dont une importante partie est consacrée, année après année, au Proche-Orient - sans toutefois qu'il soit question des combats meurtriers qui déchirent le Liban depuis 1975 ni des violations des droits de l'homme en Syrie ni de la guerre irako-iranienne et de ses enfants-soldats ou, plus généralement, de la condition de la femme dans les pays arabes.

Dans son discours, M. Kurt Hurni (Autriche), directeur du Centre des droits de l'homme et sous-secrétaire général de l'ONU, a eu une bien jolie litote : « On pourrait réfléchir, a-t-il déclaré, à la manière de répondre à une iniquité qui s'est souvent exprimée dans le passé, à savoir qu'il y a eu un certain manque d'égalité de traitement dans l'exploitation des situations et que toutes les situations de gravité semblable n'ont pas été sélectionnées en vue d'une action... »

Les représentants de nombreuses minorités opprimées - qui n'ont pas droit de cité dans la salle de réunion et dont l'état de sujétion ou les persécutions dont elles sont victimes sont passées sous silence - voient dans cet aveu une sorte de promesse.

M. Hurni a estimé en outre qu'il convenait d'arriver à un consensus sur une convention internationale concernant la torture, question qui fait l'objet de travaux depuis 1978 et que ce texte devrait être adopté comme instrument de droit international. Rappelez que l'attitude négative de l'Argentine des généraux et celle des pays de l'Est avaient jusqu'à présent freiné ces travaux. Or Buenos-Aires a décidé, il y a quelques semaines, d'assimiler la torture à un homicide.

ISABELLE VICHNIAC.

M. SHULTZ RELANCE LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LE BRÉSIL

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a quitté Brasília le mardi 7 février après une visite de trois jours au Brésil, qui a contribué à réchauffer les relations économiques entre les deux pays. Un accord important a été signé dans le domaine militaire, qui prévoit des transferts de technologie vers le Brésil et la production conjointe d'armements pour leur exportation vers des pays tiers.

Le Brésil est le premier fabricant et exportateur d'armes du tiers-monde, avec une récente annuelle de 4 milliards de dollars. Sa production va du fusil-mitrailleur jusqu'aux avions, en passant par le célèbre char Cascavel. Elle s'est beaucoup développée depuis 1977, année où le gouvernement Geisel dénonça l'accord de coopération militaire avec les Etats-Unis, en représailles contre les pressions exercées par le gouvernement Carter sur le problème des droits de l'homme.

Le secrétaire d'Etat américain a fait ensuite une escale de six heures à la Grande, où il s'est déclaré favorable à l'échecement de l'apport de Point Salinas, commencé par les Cubains. Le président Reagan avait justifié en partie l'intervention militaire américaine dans l'île le 25 octobre dernier en affirmant que les Cubains pourraient se servir du nouvel aéroport à des fins militaires. - (AFP, Reuter.)

La France appuie les efforts de paix du groupe de Contadora en Amérique centrale

M. Antoine Blanc, ambassadeur itinérant de la France pour l'Amérique latine, poursuit une tournée dans l'isthme centro-américain. Il a apporté aux dirigeants du Nicaragua le soutien de son gouvernement en faveur d'élections démocratiques. (La date d'une telle consultation devrait être connue le 21 février; mais des tiraillements sont perceptibles, au sein de la junte sandiniste, sur le principe même d'élections libres en 1985.)

Au Costa-Rica, le représentant français avait manifesté l'appui de Paris aux efforts de paix déployés dans la région par le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama). Les interlocuteurs de M. Blanc ont insisté sur la nécessité d'un soutien efficace de l'Europe aux pays de la zone, notamment en matière économique.

Au Nicaragua, cependant, les autorités font état d'affrontements, dans le sud-est du pays, avec des éléments contre-révolutionnaires. Soixante-trois soldats auraient été tués. Les membres de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique) de M. Eden Pastora seraient en fuite en direction du Costa-Rica. A San-José-de-Costa-Rica, un porte-parole de l'ARDE a annoncé que le « commandant zéro » avait décidé d'entreprendre une tournée aux Etats-Unis et en Amérique latine, afin d'obtenir une aide nécessaire à la poursuite des activités du mouvement. Récemment, M. Pastora avait annoncé que, faute de vivres et de médicaments, les quelque trois mille hommes qu'il commande au Nicaragua devraient se replier au Costa-Rica. Mais il avait dû annuler cet ordre, devant la réaction très vive de San-José. Le Costa-Rica accueille, en effet, traditionnellement, les exilés politiques, mais s'efforce de se protéger des retombées militaires des conflits en Amérique centrale.

Salvador : plus de 10 000 morts en 1983

Au Salvador, le Secours juridique de l'archevêché a publié, le mardi 7 février, son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Plus de 5 600 civils ont été exécutés en 1983. Le rapport attribue 3 658 de ces actes criminels aux forces armées, 1 594 aux Escadrons de la mort d'extrême-droite, tandis que la guérilla serait responsable de la mort de 67 civils. Au cours de la même période, 4 800 personnes ont été tuées lors de combats entre les forces armées et le Front Farabundo Martí. Le Secours juridique dénonce, par ailleurs, 1 265 détentions arbitraires, dont 53 imputées à la guérilla.

Aux Etats-Unis, cependant, la Chambre des représentants a approuvé, le 7 février, un projet de loi subordonnant le maintien de l'aide militaire au Salvador à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans ce pays et à la disparition des Escadrons de la mort. En novembre, le président Reagan avait mis son veto à un texte similaire.

LES CONFÉRENCES SUR LES ARMEMENTS

Le fils de M. Andropov participe aux joutes oratoires soviéto-américaines

Les conférences sur les armements qui se déroulent simultanément à Stockholm (pour le désarmement en Europe) et à Genève (la conférence du désarmement sous l'égide de l'ONU) continuent de donner lieu à des joutes oratoires entre Soviétiques et Américains.

● A STOCKHOLM, c'est M. Igor Andropov, fils du chef du parti et du gouvernement soviétique et n° 2 de la délégation de l'URSS à la CDE, qui a accusé l'OTAN, dans un discours prononcé le lundi 7 février, de se livrer à une escalade de la course aux armements avec l'idée de déclencher une guerre nucléaire en frappant en premier. « Cela rend d'autant plus importants les efforts déployés pour éviter la menace réelle d'une guerre qui est délibérément planifiée ».

M. Andropov a encore reproché aux Occidentaux de donner la priorité à des accords techniques au lieu de s'engager à renoncer au recours à la force, comme le propose l'URSS : « La forêt risque d'être cachée par les arbres », a-t-il dit, avant de noter tout de même qu'« il existe, même aujourd'hui, des possibilités d'arrêter la nouvelle étape de la course aux armements pour établir des relations plus justes entre les gouvernements ».

Répondant à M. Igor Andropov, M. Goodby, chef de la délégation américaine, a déclaré à la presse que les accusations communistes contre

les Etats-Unis « commencent à suffire ». Auparavant, il avait déclaré en séance : « Les allégations selon lesquelles certains pays présents à cette conférence se préparent à déclencher une guerre nucléaire sont déplacées, erronées, déshonorent le climat politique et jettent le discrédit sur cette conférence ».

● A GENEVE, M. Israilian, délégué soviétique a accusé à son tour les Etats-Unis d'avoir « anéanti les plus importants canaux de dialogue, sur les problèmes du désarmement » et qualifié les appels à la négociation lancés par M. Reagan de « rhétorique prétentieuse ». De même un commentateur de l'agence Tass compare le président américain à un « réaliste des cavernes » pour qui « le canon est le meilleur arbitre dans les relations internationales » et les traités « ne sont qu'un chiffon de papier ». L'auteur voit dans le gouvernement américain actuel « un partenaire peu solide et irresponsable pour n'importe quelle négociation ».

On relève encore un éditorial du journal bulgare *Rabotnitschesko Delo*, qui, après avoir accusé M. Reagan de vouloir mener une guerre nucléaire limitée écrit mardi 7 février : « Il est évident qu'un arsenal militaire puissant est nécessaire non seulement pour anéantir les fauteurs de guerre, mais aussi, si besoin était, pour leur donner le coup de grâce et s'assurer de la victoire. » - (Reuter, AP, Tass).

LE MONDE diplomatique
FÉVRIER 1984

LA POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE ET LE SORT DES PAYSANS FRANÇAIS
(Gilles Allaire et Alain Lipietz)

NOUVELLES CHASSES, VIEILLES SORCIÈRES II. La trahison des intellectuels et des diplomates
(Claude Julien)

Comment la presse a entretenu l'hystérie
(Marie-France Toinet)

Le changeant visage des mauvais Américains
(Victor Navasky)

L'ACTION DES MÉDIAS ET LA GRANDE PEUR DES PEUPLES DE L'OCCIDENT
Peut-il laisser l'opinion s'accoutumer à l'idée d'un possible conflit nucléaire ? (Georges Gilbert Astre). - Épopée sur le « mouvement de paix » en France (J.-F. Guilhaudis, Daniel Colard et Jacques Fontanel).

L'EXPLOSION TUNISIENNE
(Daniel Junqua)

Face aux tentatives de mainmise étrangère L'OLP ET LES IMPÉRATIFS DE LÉGITIMITÉ
(Samir Kassir)

L'EGYPTE ET L'OLP Réconciliation chargée d'ambiguïté
(Mohamed Sid-Ahmed)

Une décision politique LE VETO AMÉRICAIN À L'UNESCO
(Henri Delahaye)

Un roman de Tayeb Salih : « SAISON DE LA MIGRATION VERS LE NORD »
(présentation d'Abdelwahab Meddeb)

● **Rédéploiement militaire dans la péninsule ibérique** (Alain Echagut).

● **UNE GRANDE FRESQUE TÉLÉVISÉE AMÉRICAINE SUR LA GUERRE DU VIETNAM** : la tentative interventionniste et les dangers d'enlèvement (Patrice de Beer). - Comment l'OSS aide Ho Chi Minh à prendre le pouvoir en 1946 (Pierre Brocheux). - Dans les livres récents : Rasseoir les consciences... (Marilyn Young). - Révolution et bureaucratie (Camille Scalabrino).

● **JAPON, tradition et changement** (supplément).

● **Les livres du mois.**

DROITS DE L'HOMME, DROITS DES PEUPLES
De la souveraineté à la solidarité (Tran Van Minh). - Auto-détermination interne et démocratie (Léo Matarasso). - Une nouvelle conception de la légitimité (Rodolfo Matarasso). - Les insuffisances des codes de conduite (François Rigaux). - Une initiative novatrice à l'UNESCO (Jacques Boisson). - L'appel des tribunaux d'opinion à la conscience universelle (Edmond Jouvet). - Le sort des minorités et la médiation des Etats (Joseph Yacoub). - Au-delà du simple transfert de ressources (Uwe Holtz).

EN VENTE, 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
6, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

LES SPECTA

RENE SAMEDI 11
FES DU NORD
AMLET
SHESPEARE
720.34.50

VIDEOTHEA
MAISON DE LA CULTURE

JA
DU

DAUMIER ET ROUAULT A LA VILLA MÉDICIS

La comédie humaine

LES Romains qui voient leurs musées fermer les uns après les autres pour cause de vétusté et de manque de crédits - des-aler en tête la Galerie d'Art Moderne - sont nombreux à prendre la direction de la butte qui domine le paysage de la capitale, entre les jardins Borghèse et la place d'Espagne. Partout dans la ville, de grands collets annoncent « Daumier et Rouault ». Deux peintres qui tout séparés et que tout rapproche. Le caricaturiste pugnace de la monarchie de Juillet et l'intense peintre des clowns, des saints et des prostituées, ornés de noir, sont deux artistes majeurs, mais, dans une certaine mesure, méconnus. Rouault, ses thèmes religieux l'ont rangé à part. Ces trente tableaux, dont la moitié proviennent de la famille de l'artiste, d'où ils sortent pour la première fois, sont l'occasion de découvrir une peinture tendue, avec ses soies incandescentes entourées d'un halo d'ombre, puis d'un autre halo rouge ou noir, saisi de grisaille.

Ses filles de Montmartre regardant leur chair bleue au miroir si-

Un dessin de sculpteur

Reconnu à l'instant où il apparaît sur le front de la caricature, Daumier peintre est ignoré par ses contemporains. Il reste un inconnu dont on n'a pas encore évalué l'importance. Nos musées nationaux ne lui ont pas encore consacré la rétrospective qu'il impose. Jean Leymarie, le directeur de la Villa Médicis, a tout de même réussi à réunir une trentaine d'œuvres provenant de collections françaises et étrangères. Il a fait au travail d'orfèvre, rapprochant les œuvres - toujours de petit format - par leurs thèmes, les oppositions par leurs compositions. Sa présentation nous ouvre l'univers de Daumier, nous invite à aller, en profondeur dans sa manière de traiter le dessin en petits traits curieux, très proches de Rembrandt, que, jeune, il allait copier au Louvre, plutôt que d'aller jeter dans les académies.

L'homme à la tête de côté, tout tremblant de fibres graphiques, est à la fois une œuvre puissamment picturale et un dessin de sculpteur, tout en volume.

Daumier est plus raide, classique, dans le drame de *Le Ruisseau* (l'actuelle rue Beaumarchais), où il montre un homme mort tel un agneau blanc, son fils sous lui, dans un intérieur pauvre, où l'armée, voulant venger un capitaine tué d'une

bonne partie d'un pitié de malades, se livre à un massacre d'innocents en chemise de nuit. Ce péché tué « c'est *Marat assassiné* », de David, dira Baudelaire, pourtant pas suspect de républicanisme révolutionnaire.

Le trait de Daumier s'agit de l'Émeute, où il tente de suivre, par un rythme interne flamboyant, la révolte des soyeux en colère. Et son *Clown tragique*, ayant pris la route avec sa famille, expulsé, évoque un autre thème du malheur, *les Émigrés*, gens déplacés par la révolution, qu'il illustre deux plaques du Louvre, pré-cézanniens au diable. Lui-même vécu dans la hantise d'être expulsé par son propriétaire, lorsque le gène s'était installé dans sa vie finissante.

La gloire du caricaturiste mordant et blessant de ses traits, Daumier la doit en partie à Philippon, autre « enragé républicain », qui le découvre alors qu'il gagnait sa vie dans la lithographie. Propriétaire de feuilles politiques, caricaturiste à ses heures, débordant d'idées, il lui arrivait de les faire réaliser par d'autres pour mener sa guerre contre le régime de Juillet. C'est lui qui lui suggère l'idée d'un Louis-Philippe la tête en forme de poire. Daumier se



Descente, ou les Fugitifs.

fait un *Gargantua* valeureux de gros budgets, ce qui lui valut aussitôt six mois de prison. Il en sort avec une solide hargne contre les hommes de justice et surtout les défenseurs, les avocats, princes de l'époque, dont la corporation était un vivier d'hommes politiques. L'avocat était tout en ces années : la justice et le pouvoir, qu'il servait lorsqu'il ne le détestait pas, étant devenu député ou ministre. L'admirable dessin de *la Poignée de main des avocats* en dit long sur le cynisme et la fourberie des *maffiosi* du droit qui s'entendaient sur le dos des justiciables.

C'est eux - si nous, ce sont leurs frères - qu'on retrouve dans la ménagerie de trompe-l'œil de ministres et notables que Daumier sculpte cette fois encore à la de-

mande de Philippon, qui les exposait dans sa vitrine du passage Verododat, pour édifier les passants sur leurs dirigeants. Ils sont là, exposés en deux vitrines, les Montalivet, les Delort, les Royer-Collard, les Guizot... leurs grosses têtes posées sur une montagne de cravates et de cols cassés, comme un fruit trop avancé sur un plateau. Daumier les avait sculptés de mémoire, pétrissant de ses doigts dans la glaise ce que ses yeux ont vu. Ce sont ces sculptures grotesques qui, par la suite, lui servirent de modèles pour ses caricatures et lithographies. Il en fit plus de quatre mille en vingt ans, de 1831 à 1851. C'est l'histoire de la comédie humaine de son époque, dont il donne les images sauteuses, à l'instar de Balzac, qui lui trouvait « du Michel-Ange sous la peau ».

L'intimité des amateurs d'art

En 1860, après trente années de fièvre de caricature politique, Daumier est licencié du *Charivari*. Son rire pénétrant ne convient pas à la bourgeoisie du Second Empire, notables ventrus, partisans de la paix sociale à tout prix. Il ne peut guère finir avec la censure sur la presse. Et l'effet de synergie de sa collaboration avec Philippon était passé. Daumier abandonne son crayon de guérillero et prend un pinceau avec lequel il pénétrera le monde fébrile de la peinture intimiste. Plus particulièrement, le petit monde des peintres où il a toujours vécu, du côté de l'île Saint-Louis, où il avait son réduit. Voici *le Peintre devant son tableau*, les *Amateurs* considérant des toiles, penchés sur un carton de Rappet, la silhouette silencieuse de l'amateur en cache-coil fouillant un carton à dessins, éclairé par une lumière dorée qui rappelle Rembrandt, comme est doré le halo

qui entoure *le Peintre debout devant son chevalet*. Il fait penser à Chardin, qui, sous des apparences tranquilles, menait sa révolution picturale du réalisme. Ce climat tendu, mystérieux, presque religieux, se retrouve chez les *Joueurs de cartes* ou de dominos, thème de la communion, de la concentration, commun à Cézanne et au Caravage.

Daumier était un peintre de peintres. Les trois versions de ses illustrations pour *Don Quichotte* appartaient à Degas, Nadar, Daubigny. Ses amis lui organisèrent une exposition en 1873, chez Durand Ruel, quelques mois avant sa mort à Valmondois, dans la maison que lui avait donnée Corot, dix ans auparavant, « pour embêter son propriétaire ». Sa peinture était si peu cotée que sa veuve vendit 1 500 F la totalité de l'atelier, pour réparer son pouliailler.

JACQUES MICHEL

AUTOUR DE PÉRUGIN A CAEN

Le linceul de pourpre

UNE expérience intelligente et sympathique, c'est celle que tente un groupe d'enseignants de l'académie de Caen et dont les résultats sont exposés (jusqu'au début de mars) au Musée des beaux-arts de la ville ainsi qu'à l'hôtel d'Escoville et à la bibliothèque municipale. Après deux expositions consacrées aux codex de Léonard et à Valerio Adami, la cible est cette fois-ci l'une des œuvres les plus glorieuses des collections caennaises, *le Mariage de la Vierge* de Pérugin. Étudié dans son histoire et ses intentions, le tableau fait l'objet d'une série d'analyses et d'exercices pédagogiques menés en commun par les professeurs et les élèves des établissements secondaires de la région.

D'abord l'histoire de l'œuvre, telle qu'elle est racontée, documents d'archives à l'appui, dans un catalogue remarquablement informé. Commandé en 1499 pour la chapelle de l'Anneau de la cathédrale de Pérouse, commande peut-être liée aux efforts que fait alors l'Eglise pour imposer comme sacrement le mariage religieux, le chef-d'œuvre de Pérugin coulait depuis trois siècles des jours tranquilles lorsque les armées de la Révolution se déversèrent sur l'Europe qu'elles voulaient délivrer du joug des prêtres et des « tyrans ».

Arrive alors Bonaparte et commence cette formidable razza d'œuvres d'art que le Préfet, en toute bonne conscience, entend faire « passer en France pour affermir et embellir le règne de la liberté » d'autant que la victoire imposa de « joindre à l'éclat de trophées militaires le

charme des arts bienfaisants et consolateurs ».

Designé pour faire partie de l'équipe consolatrice au même titre que les chevaux de Venise et la *Transfiguration* de Raphaël, embarqué à Livourne, débarqué à Marseille, le *Mariage de la Vierge* remonte le Rhône, la Saône, le canal de Briare, la Seine, arrive enfin à Paris dix-sept mois après son départ de Pérouse. Promené en triomphe lors du fameux cortège qui vit défiler dans les rues de la capitale les dépouilles opimes et culturelles des campagnes d'Italie, le tableau est attribué en 1802 au musée de Caen, où il est installé deux ans après. Il n'en bougera plus, puisqu'il échappe, on ne sait trop comment, aux incursions et ordres de restitution lancés en 1815 par les alliés.

Voilà pour l'histoire. Passons au tableau. Il se présente comme une tentative quasiment didactique pour résoudre de façon scientifique le problème de l'espace tel qu'il se posait aux artistes italiens depuis près d'un siècle. Au premier plan la frise des personnages, à l'arrière-plan un temple de forme octogonale qui est un hommage à l'architecture nouvelle (celle de Brunelleschi, bientôt de Bramante), en même temps que ses ouvertures permettent de suggérer un horizon quasiment infini, la transition sans rupture de plan entre la frise et le temple en assurée par les dallages du parvis où sont posés de petits personnages qui permettent mesure et appréhension progressive de la distance et de la fluidité de l'espace.

Au pied de Cortone

Comparée aux œuvres précédentes traitant du même sujet qui montraient la scène à l'intérieur de l'édifice ou timidement avancée sous le portique du temple, la tentative parut si convaincante qu'elle fut reprise peu après par Raphaël dans l'admirable *Mariage de la Vierge* aujourd'hui conservé à Milan (Brera). La comparaison entre les deux œuvres est un « topos » de l'histoire de l'art, mais nos amis caennais ont su le renouveler en étudiant avec grande précision la manière dont Pérugin et Raphaël ont établi de façon différente la perspective, les points de vue, l'agencement des plans et le rapport des différents éléments de la composition. Raphaël paraît d'ailleurs avoir été moins dévot géomètre que Pérugin, mais ce qu'il perd sur le plan « scientifique », il le compense par une souplesse d'harmonie et de rythme, qui fait ressortir le caractère un peu archaïque et figé du style de son maître.

D'autres recherches sur l'espace nous sont présentées, recherches pour lesquelles on s'aidait volontiers d'instruments plus ou moins rudimentaires, chambres optiques et autres, dont certains ont été reconstitués par les élèves du lycée d'enseignement professionnel.

A ces mêmes élèves on doit les très convaincantes maquettes du temple qui gouverne la composition de Pérugin. Le temple du *Mariage de la Vierge*, comme il arrive fréquemment dans la peinture du quinzième siècle, rappelle plus ou moins le temple de Jérusalem (c'est-à-dire la coupole du rocher) tel que le souvenir en

avait été transmis par les voyageurs revenus de Terre sainte. Il réalise en même temps ce type d'édifice à plan centré et côtés identiques qui fut l'idéal des architectes de la haute Renaissance, même s'ils n'ont eu que très rarement l'occasion de le mettre en pratique. Sinon à Montepulciano, à Todi, dans le frais valon qui est au pied de Cortone, où lieux sublimes et toujours présents à mon cœur !

L'exposition étant consacrée à l'espace, elle se continue par une évocation de la manière dont celui-ci s'est désintégré au vingtième siècle et reconstitué dans certaines œuvres contemporaines en général fort bien choisies : Christian Fossier et Assaïdour pour la gravure, Vieira da Silva, Cremonini, Velickovic pour la peinture.

Quelques galeries encore, dont l'exécution grandeur nature par une modeste de Caen du chapeau du grand-prêtre. Et si les œuvres commandées à huit artistes d'aujourd'hui en référence avec le *Mariage de la Vierge* ne nous ont pas paru trop convaincantes, c'est tout de même beaucoup moins agaçant que l'exposition « Bonjour M. Manet », de sinistre mémoire, où que les migrants dont les manifestations du Louvre s'agrémentent de plus en plus fréquemment en fin de parcours. Aujourd'hui, où on ne parle que de sensibilisation au patrimoine (sans que d'ailleurs l'on voie rien venir), l'exposition de Caen indique une voie à suivre, dans la mesure où elle part de la base, rapproche le passé du présent, permet de déchirer le linceul de pourpre où dorment les dieux morts.

ANDRÉ FERNIGIER

DERNIERE SAMEDI 11

BOUFFES DU NORD

HAMLET

SHAKESPEARE

239.34.50

Sous concession à tout comédien, une lecture claire et simple.

by Louis-LE ROYER, GENEVIEVE

Il s'agit d'un des plus attachants Hamlets qu'il y ait eu de nos jours d'appréhension.

Compagnie Théâtre LA CHOUX

du haut moment de plaisir et de simplicité.

Indiciblement mieux LA CHOUX

Admission gratuite pour tous d'habitants plus.

PATRICK DE ROSBO

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN

la mère

Confidente

DE MARIVAUX

LA RESSERRE Théâtre de la Cité Internationale

du 10 janvier au 15 février

« Mise en scène intéressante. Rapports bergmaniens d'une mère et de sa fille. » (M. Cournot LE MONDE). « Le charme des petits chefs-d'œuvre. » (S. Nahas AFP). « Le travail d'équipe fait par Claudia Morin est remarquable. » (A. Frazier PARUSCOPE). « Très bon, ce Mariavaux. A la Comédie-Française, on ne fait pas mieux. » (J. Coste LE MATIN).

Centre Georges Pompidou

10 février - 8 mars

VIDEOTHEATRE

L.N.A. - C.N.R.S. - O.C.C.A.V.

Grand Foyer - 1^{er} sous-sol - entrée libre

GAUMONT COLISÉE - ÉLYSÉES LINCOLN - GAUMONT HALLES - IMPÉRIAL PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER - HAUTEFEUILLE PATHÉ - PARNASSIENS - NATION - GAUMONT - CONVENTION - Cyrano VERSAILLES - Alpha ARGENTEUIL - C2L SAINT-GERMAIN - Gaumont Ouest BOULOGNE

Unis par la folie du jeu !

JACQUES DUTRONC

TRICHEURS

un film de

Barbet SCHROEDER

BULLE OGIER

ition

... les autres pour cause de vétusté et de manque de crédits - des-aler en tête la Galerie d'Art Moderne - sont nombreux à prendre la direction de la butte qui domine le paysage de la capitale, entre les jardins Borghèse et la place d'Espagne. Partout dans la ville, de grands collets annoncent « Daumier et Rouault ».

Reconnu à l'instant où il apparaît sur le front de la caricature, Daumier peintre est ignoré par ses contemporains. Il reste un inconnu dont on n'a pas encore évalué l'importance. Nos musées nationaux ne lui ont pas encore consacré la rétrospective qu'il impose. Jean Leymarie, le directeur de la Villa Médicis, a tout de même réussi à réunir une trentaine d'œuvres provenant de collections françaises et étrangères. Il a fait au travail d'orfèvre, rapprochant les œuvres - toujours de petit format - par leurs thèmes, les oppositions par leurs compositions. Sa présentation nous ouvre l'univers de Daumier, nous invite à aller, en profondeur dans sa manière de traiter le dessin en petits traits curieux, très proches de Rembrandt, que, jeune, il allait copier au Louvre, plutôt que d'aller jeter dans les académies.

L'homme à la tête de côté, tout tremblant de fibres graphiques, est à la fois une œuvre puissamment picturale et un dessin de sculpteur, tout en volume.

Daumier est plus raide, classique, dans le drame de *Le Ruisseau* (l'actuelle rue Beaumarchais), où il montre un homme mort tel un agneau blanc, son fils sous lui, dans un intérieur pauvre, où l'armée, voulant venger un capitaine tué d'une

Nanterre

1984

hntzler

angère

TE

Vitez

N

DESIE

1 5

FORMES

Denise Esteban

Ne pas confondre... Pour les visiteurs, admiratifs, certes, mais superficiels, les natures mortes et les paysages de Denise Esteban se contentent de ressembler à des bouteilles, à des fruits, à des dunes. D'où viendrait alors leur musique obsédante ? L'aura qui enveloppe ces objets ? Il faut refaire en esprit la très longue marche d'approche qui a précédé des réalisations d'apparence si simple. Sur le plan technique, c'est l'égalité maîtrise, enfin conquise, dans le maniement de l'huile et du pastel ; sur le plan émotif, c'est la re-création des choses vues de l'intérieur. Peinture de la « furieuse présence », dit Roger Munier dans le pénétrant essai consacré à Denise (Soleil, cahier 43), qui s'attache à restituer dans leur éternité lumineuse des fragments du monde visible non choisis d'avance, imposés par d'heureuses rencontres. Telle cascade émerge du mystère, telle fleur soudain éclot et éclate, telle enfilade de portes s'enfonce dans l'inconnu. Formes fluides qui purifient et effacent, et pourtant si nettes (1).

Jappé

La mer, la mer toujours recommandée... Pardon pour ce dessin trop ressuscité, fût-il de Paul Valéry. Mais comment mieux définir, en bloc, les œuvres sur papier de Jean-Paul Jappé, mieux les situer (morceaux, à l'île de Sein), même si l'océan se retire parfois devant la houle végétale ? Tous les procédés, purs ou mixtes, lui sont bons pour perpétuer les sensations vécues dans ce tête-à-tête, ce cœur-à-cœur avec une nature et une lumière toujours changeantes. Peut-être certaines de ces visions, prises sur le vif, se transformeront-elles en toiles, comme celles que naguère j'ai beaucoup aimées. Seulement, elles ont été réalisées avec une spontanéité qui utilise toute la gamme de la palette, du grave à l'aigu. Et il y a une admirable grisaille : la mer en furie, bien sûr (2).

Michèle Katz

Pour Michèle Katz, cette exposition assez spectaculaire au ministère des droits de la femme

est une sorte de consécration - consécration qu'on espère temporaire d'un travail en progrès constant. Nous en avons suivi les étapes. Plus d'une fois, la peinture y fut remise en question, profondément, lucidement, soigneusement méditée dans sa fin et ses moyens. Elle avance, cette peinture. Ses imperceptibles références au réel, au corps, semblent avoir disparu. C'est la réalité picturale toute nue qu'elle représente sur les assemblages irréguliers de panneaux en bois « préparés », encolés (Anglais, Portes...). C'est encore, mais avec une autorité grandissante, confirmée, le départ du Point gris, le passage du vide au plein (Dernière le ciel il n'y a rien), du clair au foncé. Le dialogue des tonalités intenses et des teintes légères, évanescences, crée un climat de haute tension (3).

Duport

Cette même rupture du format conventionnel, ce découpage du support en panneaux inopinés, ce dolomnisme qui épouse le rythme de la pensée créatrice, on les retrouve chez Michel Duport, dont j'ai, l'été dernier, loué les allures de couleurs vives et tendres, un peu celles de la fresque. Cette fois, elles jouent en contrepoint avec des figures reproduites au pochoir d'œuvres de Raphaël, ou plus exactement de gravures de Raimondi d'après Raphaël. Images de Galatée, de Lucrèce, du Massacre des Innocents. Pochoir répétés à la manière des motifs décorant les anciens papiers peints, et aussi obsédants. Au moment où l'on célèbre avec éclat le cinquantième centenaire du maître, voilà sans doute le véritable hommage à Raphaël, parce qu'il en propose une lecture instructive et en démontre la vertu fécondante (4).

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné.
- (2) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.
- (3) Ministère des droits de la femme, 53, avenue d'Iéna, sauf samedis et dimanches, de 12 h 30 à 19 heures.
- (4) Bellini, 28 bis, boulevard de Sébastopol.

CINÉMA

Reprises

Et d'abord *Fenêtre sur cour*, d'Alfred Hitchcock, le pur chef-d'œuvre du génie malin. Ensuite, *Prix de beauté*, d'Augusto Genina, parce que Louise Brooks transgresse les lois du mélo et qu'elle est à elle seule un chef-d'œuvre. Enfin *Le Couffre aux chimères*, de Billy Wilder, qui ne fait pas le détail, mais sa description du fait-divers-spectacle-commerces est redoutablement efficace.

ET AUSSI : *To be or not to be*, de Mel Brooks, et l'original d'Ernst Lubitsch (à comparer). Et *Le royaume*, de Pollini (le rêve de notre temps) ; *A nos amours*, de Maurice Pialat (à quoi rêvent les jeunes filles) ; *Le Bon Plaisir*, de Francis Girod (Secrets d'alcôve).

THÉÂTRE

« Gertrude morte cet après-midi » aux Déchargeurs

Une jeune fille, Alice Toklas, va voir chez elle, rue Vavin, l'écrivain américain Gertrude Stein : elle en tombe amoureuse, d'un coup. Le pièce est faite de « moments » de la vie des deux femmes : trois pas au jardin du Luxembourg, un verre de champagne, deux tours de valise. Mise en scène par Rachel Salik, jouée par Monique Lepeu et Elisabeth Magnin, c'est une heure de théâtre d'une rare intelligence, d'une exceptionnelle beauté.

ET AUSSI : *Les Blouses* à la Bastille (les trois cloportes de la famille Deschamps sont de retour) et *Dis Joé* dans la petite salle (Berkov). *Henri IV* - à la Cartoucherie - (les vices du prince de Galles et du gros Palstaff dans un Orient méditerranéen). *Le Journal d'un homme de trop*, au Petit Montparnasse, en alternance avec *Simon le*

royaux. Serge Maggiani, comédien rare.

MUSIQUE

Pour les amateurs de contemporain

Riches semaines à Paris pour les amateurs de musique contemporaine. Outre le dernier opéra de Hans Werner Henze, *La Chatte anglaise*, à l'Opéra-Comique (les 8, 11, 13, 16, 18, 21 et 23 février), ils pourront suivre le Trio à cordes de Paris dans la rétrospective « Quinze années de créations », qui se poursuivra à Radio-France le 9 février à 18 h 30 au studio 106 et le 11 février à 14 h 30 au grand auditorium, où figurent des œuvres de Balif, Talra, Harroudo, Tom That Tiet, Denisor, etc. (entrée libre). Dans le même temps, les solistes de l'Ensemble orchestral de Paris ont inscrit à leur programme une soirée de Jolivet et Scream, d'Ohanian (le 9 février à la salle Gaveau). Deux concerts-manifestes du Groupe d'études et de réalisations musicales se succéderont les 13 et 14 février : œuvres de J.J. Dunki et Louis Couperin le 13, de Cage, Kagel, Feldman et Pousseur le 14 (Porte de la Seine, 11 bis rue Scribner). L'ensemble 2e2m propose de découvrir notamment un jeune compositeur anglais, Walter Benjamin, et un Français, Gérard Garcia (Radio-France, studio 106, le 14 février).

DANSE

Partout des jeunes compagnies

Actives et proliférantes, les jeunes compagnies ont un besoin vital de montrer leurs créations. Elles font ce mois-ci une véritable offensive en provinces et en région parisienne.

A Avignon, on danse pendant tout le mois de février dans de multiples lieux et de multiples façons, sous le signe de la mort, de la souffrance du corps crucifié. Celui de Christian Boltanski se déroule sur fond de rêves et de merveilleux et s'est fixé sur l'image de l'enfance. Dans les deux cas il est question de l'homme, de peinture et de photographie.

VARIÉTÉS-ROCK

Jacques Villeret

Retour à la scène de Jacques Villeret pour une série de cinquante représentations à l'Espace Cardin avec des sketches de Jean-Loup Dabadie et Jean-Michel Ribes, et aussi des textes écrits par lui-même en essayant d'avoir des moments moins composés, moins théâtraux.

ET AUSSI : *Maria Farnoudi*, *Maria del Mar Bonet* et *Maria Carta* au Théâtre de la Ville (jusqu'au 11 février) ; *Fabienne Thibault* à Bobino ; *Ton Novembre* au Déjazet ; *J.-M. Calvial* et *La Mafia* au Phil'One les 9, 10 et 11 février ; *Jango Edwards* au Palais des glaces ; *Judas Priest* à Grenoble (Alpeexpo) le 8, à Lyon (Palais des sports) le 9, à Strasbourg (Hall Tivoli) le 10, à l'Espace Balard le 11 ; *Blue Oyster Cult* le 8 à Strasbourg ; (Hall Tivoli) ; *Tonore Kunda* le 9 à Limoges ; le 10 à Marseille (chapiteau) ; le 11 à Rodos (salle municipale) ; le 13 à Toulon (chapiteau) ; le 14 à Nice (Théâtre de Verdure) ; *Scorpions* le 11 à Metz (Parc des expositions) ; le 12 à Mulhouse ; le 14 à Nantes (La Joie) ; *Elvis Costello* le 13 à Strasbourg ; le 14 à Clermont-Ferrand ; *Rock au Forum des Halles* (jusqu'au 12) avec Taxi-girl, Bill Baxter, Stocks, Paul Personne, Tales, Zéro de Conduite, Alligators, Fils de joie, Kreuners.

la compagnie Alain Germain (le 17) et, pour couronner le tout, une grande fête de la danse (le 18) avec l'école de samba de Mister Bouffia. (Renseignements : Maison Jean-Vilar (90) 86-59-64.)

A Saint-Quentin-en-Yvelines, 4e Rencontres de danse contemporaine au CAC de Saint-Cyr, avec des créations, des compagnies. Les Abbesses et Aby-Dance Trio (jeudi 9, 21 h), Jacques Fattarosi (vendredi 10, 21 h), Dominique Petit (samedi 11, 21 h) et quatre indépendants, L. Boet, I. Dubouloz, P. Doussaint (dimanche 12, 17 h).

A Paris, les compagnies incandescentes et Motus au Théâtre Déjazet, la compagnie Tamar au Théâtre 18, la compagnie Anne Dreyfus au Théâtre de Phéasance.

EXPOSITIONS

Arnulf Rainer et Christian Boltanski au Centre Georges-Pompidou


Deux parcours qui ne se rassemblent pas, et qui sont d'ailleurs séparés par un mur dans l'espace des galeries contemporaines du Centre. Celui de l'Autrichien Arnulf Rainer se déroule sur fond d'expressionnisme exacerbé et est hanté par l'image de la mort, de la souffrance du corps crucifié. Celui de Christian Boltanski se déroule sur fond de rêves et de merveilleux et s'est fixé sur l'image de l'enfance. Dans les deux cas il est question de l'homme, de peinture et de photographie.

ET AUSSI : *Casper David Friedrich*, au Centre culturel du Marais. *Annette Messager*, *Jacques Monory*, *Sarkis*, *Pierre Weiss*, à l'ABC. *Georges Noll*, à l'American Center, 261, boulevard Raspail. *Louise Newton*, à la Galerie des Femmes. *Francis Bacon*, à la galerie Maeght.

V.O. : UGC CHAMPS-ÉLYSÉES - UGC ODÉON - CINÉ BEAUBOURG HALLES - PARNASSIENS - 3 MURAT - V.F. : UGC BOULEVARDS - UGC MONTPARNAISES 83 - ARTI CRÉTEL - ARTI NOGENT - CARREFOUR PANTIN

GLOBE D'OR - HOLLYWOOD
meilleur acteur / meilleure actrice de comédie
MICHAEL CAINE / JULIE WALTERS

Frank Bryant est professeur de littérature.
Rita est sa nouvelle élève.
Une coiffeuse qui croit que Macbeth est le patron d'un bar-tabac. Et que Hamlet est un plat d'œufs brouillés au fromage.
Lui, c'est un écrivain rate, qui a abandonné toute ambition dans la vie.
Elle, veut changer la sienne en s'achetant une "Education".
Plus Elle aimait apprendre.
Plus Il apprenait à aimer.



L'Education de Rita
Les étudiants sont quelquefois les meilleurs professeurs.

COLLUMBIUM FILMS présente
Une production ACORN PICTURES. Un film de LEWIS GILBERT
MICHAEL CAINE · JULIE WALTERS
"L'ÉDUCATION DE RITA"
Musique de DAVID HENTSCHEL. Musique produite par JOHN GILBERT
Coproducteur de WILLIAM P. CARTLIDGE. Scénario de WILLY RUSSE
Produit et réalisé par LEWIS GILBERT
Distribué par WARNER-COLUMBIA-FILM

THEATRE PRESENT
PIERRE THOMAS - PIERRE PERROU
avec JEAN BOISSEY
STRINDBERG
VERS DAMAS
mise en scène de Jean Boilly
décors et costumes José Orléans
« Des comédies mystérieuses et rares...
Boilly et Strindberg sortent également
vanguards » (P. Maréchal)
« La Cie J. Boilly... pour dire la seule à
défendre la mission spirituelle du théâtre »
(R. Kauters - l'Express)
Réservation : 203.02.55
Au Porte de Pantin - Parking assuré

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIURE
18 h 30
FÉVRIER
musiques et chants
de la méditerranée
du mercredi 8 au samedi 11
Catalogue
maria
del mar bonet
avec l'ensemble "Al Tal"
du mardi 14 au samedi 18
Sardaigne
maria
carta
avec le "Coro di Bini"
du mardi 21 au samedi 25
Grèce et Turquie
maria
farandouri
zulfu livaneli
une heure sans entracte 33 F
location
2, place du châtelet
274.22.77

PROSCENIUM
38, rue de Seine 75001 Paris - 354-52-01
PIER LUIGI
PIZZI
« dessins d'opéra »

MAISON DES CONGRÈS ET DE LA CULTURE - CLERMONT-FERRAND
Boulevard Gergovia
PEINTURE-COLLAGE-GRAPHISME
LUCIEN BOUVIER
du 1^{er} au 24 février - du 14 h à 18 h (sauf dimanche)

MAISON DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées - 8^e arr.
Horizons danois
Peintures néo-réalistes de
POUL ANKER BECH
Tous les jours de 13 h à 19 heures - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 heures
Du 2 au 29 février - Entrée libre

GALERIE DE LA PRÉSIDENTE
90, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e), 245-49-60
GROMAIRE
Huiles - Aquarelles - Dessins
du 8 février au 17 mars

EMMANUEL
ŒUVRES RÉCENTES
Vernissage jeudi 9 février de 19 h à 21 h
GALERIE DENISE REINÉ, 196, RD SAINT-GERMAIN, PARIS

Galerie Maeght Lelong
13 et 14, rue de Téhéran, Paris 8^e Tél. 563.13.19.
18 janvier - 25 février 1984
Francis Bacon
peintures récentes
de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, tous les jours sauf dimanche.

ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-35). Informations téléphoniques : 277-12-35.

SAINT-MARTIN. 12 h à 18 h. Samedi, de 10 h à 18 h. Dimanche, de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche.

ANIMATION. Samedi, dimanche et dimanche, de 10 h à 18 h. Samedi, de 10 h à 18 h. Dimanche, de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Jusqu'au 25 mars. (Œuvres récentes, les lundis et jeudis, de 12 h à 18 h. Le 25 mars, de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche).

ARNULF RAINER. Mort et sacrilège. Jusqu'au 25 mars.

HANS BELLMER. Photographie. Jusqu'au 27 février.

MARC LE MEUR. Jusqu'au 17 février.

LES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Timot. Atelier des enfants. De 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 février.

Centres culturels

GER DEKKERS. Perspectives du Nord - GRAVEURS HOLLANDAIS DU XVII^e SIECLE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (755-85-99). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 17 février.

ANNE VLAHAKIS. Photographie et sculpture. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

OMERIS ET LAMARCA. Photographie du chapeau allemand 1919-1933. Galerie Institut, 17, avenue d'Alsace (723-61-21). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 février.

LES PRESQUES SERRÉS MÉDIEVALES (copie). Centre culturel de la RSE de Yvelines (772-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

GEORGES NOEL. Tableaux blancs. Réimpression 1960-1982. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 17 février.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. Le sanctuaire et le sacré. Centre culturel de la RSE de Yvelines (772-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

NORDESTE DU BRÉSIL. Dix artistes de Recife. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 25 février.

AVE ALD. Chapelle de la Sorbonne (325-12-13). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

ENFANTS DU PASSÉ. Le Livre des acquisitions, 2, place du Palais-Royal (237-27-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Collection Guy Thibault-Chêne. Ponty, Bibliothèque Forney, 1, rue du Faguet (278-14-60). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 février.

FORNÉ DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

FRANCE. Une nouvelle génération. Hôtel de Ville, Salle Saint-Jean. Jusqu'au 15 mars.

LES COSTUMES INDIENS AU MEXIQUE. Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Daumesnil (555-79-15). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars.

ALAIN COUTREY - BARBARA DEBARD - FRANÇOISE FRUGIER - JACQUES VERNIERE. Galerie ADAC, 21, rue Saint-Paul (277-96-36). Jusqu'au 16 février.

REVES D'ESPÈRE. Le Canada sous 1900. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (551-35-73). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 26 février.

ASPECTS DE LA PEINTURE CONTEMPORAINE. MIC Les Hautes de Belleville, 43, rue de Belleville (464-64-13). De 15 h à 19 h. Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 février.

JEUNE PHOTOGRAPHIE. Centre culturel de la RSE de Yvelines (772-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

PIERRE LUIGI PIZZI. Dessins et costumes. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 18 février. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

JEUNE PHOTOGRAPHIE. Centre culturel de la RSE de Yvelines (772-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

PIERRE LUIGI PIZZI. Dessins et costumes. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 18 février. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

JEUNE PHOTOGRAPHIE. Centre culturel de la RSE de Yvelines (772-50-50). 123, rue Saint-Martin. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars.

PIERRE LUIGI PIZZI. Dessins et costumes. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-70-80). Jusqu'au 18 février. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 février.

Indispensables accessoires

JACQUES POLI. Fautisme - WALTER STORRE. Galerie Adria Maught, 42, rue de la Harpe (548-45-15). Jusqu'au 18 février.

ATELIER ESCAN/LACOMME. Galerie de la maison des beaux-arts, 11, rue des Beaux-Arts. Jusqu'au 17 février.

LA PRÉSENCE AUTRICHIENNE. Andrius, Muehlbacher, Schmalz. Galerie Faridh Cador, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 25 février.

AFFICHES D'ALLOUARDHUI. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Land (277-37-92). Jusqu'au 25 février.

CAVALLO - MENETRIER - TRAQUANDI. Œuvres récentes. Galerie Karl Finkler, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 18 mars.

PATRICE ALEXANDRE. Galerie P. Lecoq, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 18 février.

NASSER ASSAR. Peintures. Galerie G. Fall, 57, rue de la Grande-Armée (633-52-45). Jusqu'au 18 février.

FRANÇOIS BACON. Peintures récentes. Galerie P. Lecoq, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 25 février.

BENROUÏ. Vingt ans de sculpture. Artcurial, 9, avenue Malguen (259-16-16). Jusqu'au 24 mars.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Galerie Croissant-Husson, 80, rue Quincampoix (637-60-81). Jusqu'au 7 mars.

BERNARD BUFFET. Galerie M. Guéret, 6, avenue Malguen (225-61-45).

DANIEL BRANDELY. Galerie Baudouin-Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 18 février.

JACQUES BRISSOT. Galerie J. Brissot, 22-25, rue de la Harpe (548-45-15). Jusqu'au 25 février.

BUTLER. Sculptures 1972-1984. Galerie Jean Camion, 8, rue des Beaux-Arts (633-52-45). Jusqu'au 25 février.

PIERRE BURAGLIO. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (277-32-31). Jusqu'au 25 février.

CAPIELLO. 1875-1942. Origines et héritage. Ile des arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-02-01). Jusqu'au 17 février.

EUGÈNE CARRIÈRE. 1849-1906. Galerie P. Tignaux, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 31 mars.

DAVID POUZOS. 1963. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-30-50). Jusqu'au 29 février.

MICHEL DUPONT. Peintures avec pochoirs. Figures d'après Raphaël, Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 20 février.

DENISE ESTERAN. Peintures et pastels. L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 25 février.

FREDERIQUE GALEY-JACOB. Galerie P. Tignaux, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 31 mars.

HÉLÈNE GAUTHIER. Sculptures. Galerie Bréant, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 28 février.

DENIS GODEFROY. Nouvelles vagues. Galerie F. Pallat, 91, rue Quincampoix (274-84-15). Jusqu'au 18 février.

JEAN-PAUL JAPPE. Œuvres sur papier. Galerie Bellin, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 3 mars.

ALAIN KLEINMANN. Le Parvis Saint-Martin, 84, rue Saint-Martin (271-94-03). Jusqu'au 20 mars.

GEORGE KOSKAS. Galerie Raphaël, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LANDAIS. Galerie Ra, 7, rue de Turbigo (234-45-74). Jusqu'au 17 mars.

BERTRAND LAVIER. Peintures et sculptures modernes. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Seines (277-63-60). Jusqu'au 18 février.

PHILIPPE LEPEUT. Naïf. Galerie G. Lévry, 40, rue Mazarine (326-84-35). Jusqu'au 29 février.

ANGE LECCIA. Galerie L. Durand, 19, rue Mazarine (326-25-35). Jusqu'au 28 février.

JEROME MESSAGER. Têtes blanches. Galerie Moutin Rouge, 6, rue de la Harpe. Jusqu'au 20 février.

JEAN MESSAGER. Rêverie la Nouvelle-Calédonie. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (548-84-28). Jusqu'au 18 février.

MINAS. Peintures. Galerie Samy Kimpé, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Jusqu'au 3 mars.

LOUISE NELSON. Sculptures et costumes. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 3 mars.

NICOLE NICOLAS. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 25 février.

PIERRE NIVOLLET. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 18 février.

CHANA ORLOFF. Sculptures. Galerie Vallois, 41, rue de Seine (329-50-55). Jusqu'au 18 février.

ARNULF RAINER. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 3 mars.

MAX REITHMANN. Au fond de la cour, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 18 février.

JEAN REMLINGER. Cents. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 18 février.

TORAL. Galerie Isy-Brachot, 35, rue Godefroid (334-22-40). Jusqu'au 18 février.

VAN HOVE. Galerie A. Biondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 14 avril.

CHARLES WALCH. Tableaux et gouaches. Galerie J.-P. Joubert, 38, avenue Malguen (562-07-15). Jusqu'au 28 février.

Courbevoie

COURBEVOIE. Portraits de poètes. Musée Roybet-Fould, 178, boulevard Saint-Denis (335-30-73). Sauf lundi, mardi, vendredi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 février.

CRÉTEIL. A. Vill. - François Lumen et ses amis. Maison des arts, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'au 18 mars.

LA DÉFENSE. Vingt sculpteurs et leurs fondateurs. Galerie de l'Esplanade (796-25-49). De 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 mars.

LE YESINET. Intérieur d'une galerie. Centre des arts et de la culture, 59, boulevard Carnot (976-33-75). De 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 février.

PONTOISE. Montaignes et autres. 1783-1983. - Musée Taver-Delaunay, 4, rue Lemaître (838-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 février. Pontoise et ses alentours au XIX^e siècle. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Du mercredi au dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

VILLEPARISIS. Gérard Pissarro. CAC Jacques Prévert, place de Picassotto (427-94-99). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 avril.

En province

AMIENS. Vincent Van Gogh : la maison hollandaise - Fonds régional d'art contemporain : achats 82/83. Maison de la culture, place Léon-Gonier (91-83-36). Jusqu'au 26 février.

ANNÉCY. - Blanc sur blanc -, notes artistiques contemporaines, sculptures, céramiques, peintures, dessin. Musée d'Art et d'Archéologie, place du Château (45-29-66). Jusqu'au 28 février.

BEAUVAIS. Canevas, œuvres sur papier. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Du 9 février au 30 mars.

BESANCON. Simon Vernet-Eustache Le Saut. Dessins du musée de Besançon. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (81-44-07). Jusqu'au 5 mars.

BLOIS. Vase d'après. Huit semaines d'exposition : huit artistes, 9, rue Robert-Houdin. Jusqu'au 31 mars. (J.-L. Joubert, jusqu'au 13 février.)

BOULOGNE-SUR-MER. Tricors des musées du nord de la France. Musée des beaux-arts, 34, Grande-Rue (80-51-55). Jusqu'au 8 avril.

CAEN. Le Périgord : exercices sur l'écrit. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-de-la-Croix (65-28-43). Jusqu'au 18 mars. - Hôtel d'Escoville. Jusqu'au 11 mars. - Tricors de perspective et d'architecture à la Renaissance. Bibliothèque municipale. Jusqu'au 25 février.

CASER-DE-PENNE. Alain Clément. Fondation du château de Jas. Jusqu'au 19 février.

CASTRES. Pierre Dory. Peintures. Musée Goya (59-12-43). Jusqu'au 20 février.

CAUEN-CAMBRESIS. - Jaz -, de Maudouze, Musée d'Art et d'Archéologie (84-13-15). Jusqu'au 25 février.

CHAGNY. Gilberte Zerte. Sculptures (1^{re} partie). Au fond de la cour à droite, 6, rue de Beaune (87-27-82). Février.

CHARENTAY. Hommage à Raphaël. Raphaël au musée Condé. (457-03-62). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.

CHOLET. Paysages : tendances françaises du XIX^e siècle à l'impressionnisme. Musée des arts, 46, avenue Gambetta (62-21-46). Jusqu'au 27 février.

COMPIÈGNE. - L'Art partiel préhistorique. Musée Vissieu, 2, rue d'Austerlitz (460-26-06). Jusqu'au 27 février.

DIJON. Yves Collet. Photographies - Gérard R. Les défilés. Musée d'Art et d'Archéologie, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11).

DUNKERQUE. Arman. Musée d'Art contemporain, avenue des Bains (65-21-51). Jusqu'au 6 mars.

GRENOBLE. Fabrice Pons : Water video project. Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 20 février.

LYON. Edouard Ponce. Bois gravés. Artoblique, 23, place des Terreaux (839-28-67). Jusqu'au 25 février.

MARCO-EN-BAROEUL. Tailleur de Chavon, homme plasticien. Fondation Septentrion (46-26-37). Jusqu'au 28 février.

MARSEILLE. Des Burgondes à Bayard, ville aux de Mirope-Age. Musée d'histoire, centre Bourse (90-42-22). Jusqu'au 11 février. - Trois peintures, un sculpteur : Anselmi, Sarg, Traquand, Miller, Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 10 mars.

METZ. Le vitrail en Lorraine, du XII^e au XIX^e siècle. Musée d'Art et d'histoire, 2, rue du Haut-Portier (773-10-18). Jusqu'au 25 mars.

NIMES. Art contemporain à Nîmes. Préfiguration d'une collection. Galerie des Arts et Musée des beaux-arts, rue Cité-Foale (67-36-21). Jusqu'au 10 mars.

NIORET. Guillermo Nizet. C.A.C., 50, avenue de La Rochelle (79-29-27). Jusqu'au 29 février.

RENNES. Dessins techniques du XIX^e siècle. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 19 mars.

ROCHEFORT-SUR-MER. Pierre Loti. Dernier voyage et Verrages. Musée des beaux-arts, 63, avenue de Gaulle (99-83-99). Jusqu'au 10 mars.

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY. Christophe. Œuvres sur papier. Centre Jean Prévert, le Château Blanc. Jusqu'au 18 février.

TROYES. Parvina Curia. Sculptures et dessins. Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre (80-57-30). Jusqu'au 6 avril.

VERNON. Tissi Ungere. Musée A.-G. Poulain, 12, rue du Pont (21-28-09). Jusqu'au 26 février.

VILLEURBANNE. Géo Pissarro. Le Nord. Musée d'Art moderne, place Saint-Denis (884-55-10). Jusqu'au 18 mars.

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT

DERNIÈRES
9-10-12-15-16 FÉVRIER 3-4 MARS
SAVANNAH BAY

DE MARGUERITE DURAS MISE EN SCÈNE MARGUERITE DURAS DÉCOR ROBERTO PIATE COSTUMES YVES SAINT LAURENT AVEC MADELEINE DURAS ET MARTINE CHEVALIER

EN ALTERNANCE
LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

DE OCTAVE MIRBEAU MISE EN SCÈNE PIERRE DUX DÉCOR GEORGES WAKHEVITCH COSTUMES YVONNE SASSINOT DE MISE AVEC LÉLIE DELAMARE ET PIERRE DUX

ANGELO, TYRAN DE PADOUE

DE VICTOR HUGO MISE EN SCÈNE JEAN-LOUIS BARRAULT DÉCOR ET COSTUMES GHISLAINE URRY AVEC DANS LES RÔLES PRINCIPAUX GENEVIEVE PAGE JACQUES DACOMME CYRILLE CLAIRE FRANÇOIS DUPVAL PIERRE TABARD

LUNDI 27 FÉVRIER 20 H 30
CONCERT ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

PETIT ROND-POINT

DU 8 FÉVRIER AU 10 MARS
CRÉATION
ENFANCE

D'APRÈS LE LIVRE DE NATHALIE SARRAUTE ADAPTATION ET MISE EN SCÈNE SIMONE DEMASSU DÉCOR ANTONI TAULE AVEC MARTINE PASCAL JIMES DES LONGCHAMPS ERIKA KRAJIK STÉPHANE FEY ET LA VOIX DE NATHALIE SARRAUTE

M.I.T.

JUSQU'AU 18 FÉVRIER

EXPOSITION **PIER LUIGI PIZZI**

DÉCOR ET COSTUMES

AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS LOCATION 756.70.80

En V.O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT HALLES - SAINT-MICHEL - SAINT-GERMAIN VILLAGE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - ACTION LAFAYETTE - En V.F. : BERLITZ - WEPLER PATHE - LES MONTPARNOS - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT SUD - ATHENA - C2 L VERSAILLES - Français ENGHEN - Belle-Epine THIAIS - Pothé CHAMPIGNY - Tricory ASNIÈRES - Gaumont Ouest BOULOGNE

HITCHCOCK LES ANNÉES D'OR

Le rideau se lève sur 4 chefs-d'œuvre que le cinéma français n'avait pas projetés depuis plus de 20 ans. Nous retrouvons enfin ces classiques que le maître lui-même résumait en ces termes "Crime, violence, banditisme et un ou deux films d'horreur".

FENÊTRE SUR COUR
(Rear Window) 1954

avec JAMES STEWART, GRACE KELLY, WENDILL CORSE, JULIENNA RUTTEN et RAYMOND BURR

réalisé par ALFRED HITCHCOCK, scénario de JOHN HAYES, d'après la nouvelle de JACQUES FÉLIX

THÉÂTRE DU ROND-POINT, 12, rue du Pont (21-28-09) - 10 F. - 15 F. - 20 F. - 25 F. - 30 F. - 35 F. - 40 F. - 45 F. - 50 F. - 55 F. - 60 F. - 65 F. - 70 F. - 75 F. - 80 F. - 85 F. - 90 F. - 95 F. - 100 F. - 105 F. - 110 F. - 115 F. - 120 F. - 125 F. - 130 F. - 135 F. - 140 F. - 145 F. - 150 F. - 155 F. - 160 F. - 165 F. - 170 F. - 175 F. - 180 F. - 185 F. - 190 F. - 195 F. - 200 F. - 205 F. - 210 F. - 215 F. - 220 F. - 225 F. - 230 F. - 235 F. - 240 F. - 245 F. - 250 F. - 255 F. - 260 F. - 265 F. - 270 F. - 275 F. - 280 F. - 285 F. - 290 F. - 295 F. - 300 F. - 305 F. - 310 F. - 315 F. - 320 F. - 325 F. - 330 F. - 335 F. - 340 F. - 345 F. - 350 F. - 355 F. - 360 F. - 365 F. - 370 F. - 375 F. - 380 F. - 385 F. - 390 F. - 395 F. - 400 F. - 405 F. - 410 F. - 415 F. - 420 F. - 425 F. - 430 F. - 435 F. - 440 F. - 445 F. - 450 F. - 455 F. - 460 F. - 465 F. - 470 F. - 475 F. - 480 F. - 485 F. - 490 F. - 495 F. - 500 F. - 505 F. - 510 F. - 515 F. - 520 F. - 525 F. - 530 F. - 535 F. - 540 F. - 545 F. - 550 F. - 555 F. - 560 F. - 565 F. - 570 F. - 575 F. - 580 F. - 585 F. - 590 F. - 595 F. - 600 F. - 605 F. - 610 F. - 615 F. - 620 F. - 625 F. - 630 F. - 635 F. - 640 F. - 645 F. - 650 F. - 655 F. - 660 F. - 665 F. - 670 F. - 675 F. - 680 F. - 685 F. - 690 F. - 695 F. - 700 F. - 705 F. - 710 F. - 715 F. - 720 F. - 725 F. - 730 F. - 735 F. - 740 F. - 745 F. - 750 F. - 755 F. - 760 F. - 765 F. - 770 F. - 775 F. - 780 F. - 785 F. - 790 F. - 795 F. - 800 F. - 805 F. - 810 F. - 815 F. - 820 F. - 825 F. - 830 F. - 835 F. - 840 F. - 845 F. - 850 F. - 855 F. - 860 F. - 865 F. - 870 F. - 875 F. - 880 F. - 885 F. - 890 F. - 895 F. - 900 F. - 905 F. - 910 F. - 915 F. - 920 F. - 925 F. - 930 F. - 935 F. - 940 F. - 945 F. - 950 F. - 955 F. - 960 F. - 965 F. - 970 F. - 975 F. - 980 F. - 985 F. - 990 F. - 995 F. - 1000 F. - 1005 F. - 1010 F. - 1015 F. - 1020 F. - 1025 F. - 1030 F. - 1035 F. - 1040 F. - 1045 F. - 1050 F. - 1055 F. - 1060 F. - 1065 F. - 1070 F. - 1075 F. - 1080 F. - 1085 F. - 1090 F. - 1095 F. - 1100 F. - 1105 F. - 1110 F. - 1115 F. - 1120 F. - 1125 F. - 1130 F. - 1135 F. - 1140 F. - 1145 F. - 1150 F. - 1155 F. - 1160 F. - 1165 F. - 1170 F. - 1175 F. - 1180 F. - 1185 F. - 1190 F. - 1195 F. - 1200 F. - 1205 F. - 1210 F. - 1215 F. - 1220 F. - 1225 F. - 1230 F. - 1235 F. - 1240 F. - 1245 F. - 1250 F. - 1255 F. - 1260 F. - 1265 F. - 1270 F. - 1275 F. - 1280 F. - 1285 F. - 1290 F. - 1295 F. - 1300 F. - 1305 F. - 1310 F. - 1315 F. - 1320 F. - 1325 F. - 1330 F. - 1335 F. - 1340 F. - 1345 F. - 1350 F. - 1355 F. - 1360 F. - 1365 F. - 1370 F. - 1375 F. - 1380 F. - 1385 F. - 1390 F. - 1395 F. - 1400 F. - 1405 F. - 1410 F. - 1415 F. - 1420 F. - 1425 F. - 1430 F. - 1435 F. - 1440 F. - 1445 F. - 1450 F. - 1455 F. - 1460 F. - 1465 F. - 1470 F. - 1475 F. - 1480 F. - 1485 F. - 1490 F. - 1495 F. - 1500 F. - 1505 F. - 1510 F. - 1515 F. - 1520 F. - 1525 F. - 1530 F. - 1535 F. - 1540 F. - 1545 F. - 1550 F. - 1555 F. - 1560 F. - 1565 F. - 1570 F. - 1575 F. - 1580 F. - 1585 F. - 1590 F. - 1595 F. - 1600 F. - 1605 F. - 1610 F. - 1615 F. - 1620 F. - 1625 F. - 1630 F. - 1635 F. - 1640 F. - 1645 F. - 1650 F. - 1655 F. - 1660 F. - 1665 F. - 1670 F. - 1675 F. - 1680 F. - 1685 F. - 1690 F. - 1695 F. - 1700 F. - 1705 F. - 1710 F. - 1715 F. - 1720 F. - 1725 F. - 1730 F. - 1735 F. - 1740 F. - 1745 F. - 1750 F. - 1755 F. - 1760 F. - 1765 F. - 1770 F. - 1775 F. - 1780 F. - 1785 F. - 1790 F. - 1795 F. - 1800 F. - 1805 F. - 1810 F. - 1815 F. - 1820 F. - 1825 F. - 1830 F. - 1835 F. - 1840 F. - 1845 F. - 1850 F. - 1855 F. - 1860 F. - 1865 F. - 1870 F. - 1875 F. - 1880 F. - 1885 F. - 1890 F. - 1895 F. - 1900 F. - 1905 F. - 1910 F. - 1915 F. - 1920 F. - 1925 F. - 1930 F. - 1935 F. - 1940 F. - 1945 F. - 1950 F. - 1955 F. - 1960 F. - 1965 F. - 1970 F. - 1975 F. - 1980 F. - 1985 F. - 1990 F. - 1995 F. - 2000 F. - 2005 F. - 2010 F. - 2015 F. - 2020 F. - 2025 F. - 2030 F. - 2035 F. - 2040 F. - 2045 F. - 2050 F. - 2055 F. - 2060 F. - 2065 F. - 2070 F. - 2075 F. - 2080 F. - 2085 F. - 2090 F. - 2095 F. - 2100 F. - 2105 F. - 2110 F. - 2115 F. - 2120 F. - 2125 F. - 2130 F. - 2135 F. - 2140 F. - 2145 F. - 2150 F. - 2155 F. - 2160 F. - 2165 F. - 2170 F. - 2175 F. - 2180 F. - 2185 F. - 2190 F. - 2195 F. - 2200 F. - 2205 F. - 2210 F. - 2215 F. - 2220 F. - 2225 F. - 2230 F. - 2235 F. - 2240 F. - 2245 F. - 2250 F. - 2255 F. - 2260 F. - 2265 F. - 2270 F. - 2275 F. - 2280 F. - 2285 F. - 2290 F. - 2295 F. - 2300 F. - 2305 F. - 2310 F. - 2315 F. - 2320 F. - 2325 F. - 2330 F. - 2335 F. - 2340 F. - 2345 F. - 2350 F. - 2355 F. - 2360 F. - 2365 F. - 2370 F. - 2375 F. - 2380 F. - 2385 F. - 2390 F. - 2395 F. - 2400 F. - 2405 F. - 2410 F. - 2415 F. - 2420 F. - 2425 F. - 2430 F. - 2435 F. - 2440 F. - 2445 F. - 2450 F. - 2455 F. - 2460 F. - 2465 F. - 2470 F. - 2475 F. - 2480 F. - 2485 F. - 2490 F. - 2495 F. - 2500 F. - 2505 F. - 2510 F. - 25

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

**STRATÉGIE POUR DEUX JAM-
BONS** - Lacerrière (544-547-34)
20 h 30 (8).

ENFANCE - Th. du Rouff-Foin, pe-
tite salle (256-70-80), 20 h 30 (8) ;
cité 10.

**LES CHAUSSEURS DE MADAME
GILLES** - Athènes (634-83-83),
21 h (8).

COSY - L'AMBIER 9^e 2, Bonaparte
(12-12-33), les 9, 10, 11, à 18 h 30.

LONG VOYAGE VERS LA NUIT -
Théâtre 83 (588-16-36),
20 h 30 (9), dim. 13.

LES MARQUANDES DE GLOIRE -
Gaiété de Paris (28-08-11),
21 h (10).

LUMIÈRE DE BOHEME - Odéon
(325-70-32), les 11, 13, 14, à 20 heures.

**LE PARADE DU CATASTRO-
PHE** - A. Dejazet (887-97-34), les
12, 13, 21 et 22.

LES PÊCHES - Carré Saint-Michel
(13-13-21), les 13, 21 et 22.

PH. SOUPAULT - Maison de la pé-
nité (236-27-53), le 13, à 20 h 30.

les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (724-57-50). Les 8, 10 à 19 h 30
L'Enlèvement au sérail.

SALLE FAVART (238-06-11). Les 8, 10 à 19 h 30
13, 15 à 19 h 30 : La Cigale anglaise
15, 17 à 19 h 30 : concert Bach (programme
liste de l'opéra P. Donizet, L. Debussy,
R. Dargaud, C. Simoncini).

OPÉRA-BOULEVARD (296-10-20)
Les 8, 10 à 19 h 30 : Les 8 à 14 h 30 :
Critique de l'école des femmes; L'École
des femmes; les 14 à 20 h 30 : le 12
à 19 h 30 : le 14 à 19 h 30 : le 16 à 19 h 30 :
11, 12 à 20 h 30 : l'Avare.

CHAILLOT (727-81-15). Théâtre d'été
Musée : Relâche; Grand Foyer : (jusqu'à
19 h 30) : 13, 15 à 19 h 30 : le 14 à 19 h 30 :
15 h : l'état une fois et il est passé... ; les
13 à 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec
le poète de la semaine : le 14 à 19 h 30 :
(jeudi, mardi) : les 10, 11 à 20 h 30 : le 12
15 h : la Moquette.

FÉLITZ ODEON (théâtre de l'Europe)
Les 8, 10 à 19 h 30 : les 9, 10, 11 à 19 h 30 :
14 à 19 h 30 : Fata Morgana.

TSP (34-60-90), jazz : le 8 à 1 h 30 : C. Barthélemy, J. Mahieux, L.-L. Ponthus ; le 9 à 30 h 30 : E. Le Lan, C. Arvinko ; le 10 à 30 h 30 : J. Bouchard ; le 12 à 17 h : D. Loirwood, Ch. Escouffé ; Ph. Catharion ; Clémens : le 11 à 14 h 30 : le 13 à 20 h : les Contrebassiers du Moonlight ; Barbe d'or et les pirates Tanguy : le 14 à 30 h 30 : Don Juan : son valet Policemistik.

REAUBOURG (27-12-33), (mar.) :
ballé Racconette : le 8 à 18 h 30 :
Ensemble avec Ch. Bolzoniand : à 19 h :
Le grand bal de la nuit : le 9 à 18 h 30 :
foraine : le 9 à 18 h 30 : Le corps en deux
cœur : 18 h 30 : Ombre de l'œuvre totale :
le 13 à 18 h 30 : De quoi parlez-vous ?
l'art ou de l'impression sur l'art ?
le 14 à 18 h 30 :
à 18 h 30 : P. GRILLIUS présente l'œuvre
de J. Harvey : à 20 h 30 : les musiciens de
MIRACAM (dernières compositions) :
le 13 à 18 h 30 : l'Ecole : le 14 à 18 h 30 :
Ch. Bolzoniand : Ch. Bolzoniand : le 9,
8, 9, 10, 11, 12, 13 à 18 h 30 : Picasso à An-
tibes : Je sais que j'ai tort mais demain
à nos capotins la clientèle nous la méritons
le 19 h : Boris Vian : le 8 à 14 h 30 : Aven-
tures fantastiques : le 8 à 15 h : Les mu-
sicontes, les auteurs vous reconnois-
sons... : à 18 h : Profession artiste : le 9,
10, 11, 12, 13 à 18 h 30 :
12, 3 à 18 h : Donatien Tanning : à 18 h 30 :
Collection du musée : Théâtre
Drame/Cinéma : le 8 à 15 h : Les en-
fants d'Aché : le 9 à 15 h : Les ar-
rêts de la mort : le 10 à 15 h : La dé-
monstration : le 11 à 15 h : Ballet
Théâtre du Vietnam : 19 h : Jai Youn
(musique) : le 12 à 15 h : Izengann (le 13)

THEATRE MUSICAL DE PARIS (26-12-19-33), Opéra : les 9, 14 à 18 h 30 : le 11 à 18 h 30 : La Khovantchina ; Concertos : le 13 à 18 h 30 : V. Cortez : A Garçon (pour le 14 à 18 h 30 : F. Poulenc) : le 13 à 20 h 30 : R. Kottke : L. Gage (Wolf, Strauss, Schubert) : le 14 à 20 h 30 : P. Argues, N. Bern-Taignon : Y. Henry, C. Galperine : A. Garsen : J. Williams : le 15 à 20 h 30 : Bor-dine : Rimsky-Korsakov...) : Poésie : Festival de poésie de Paris : le 11 à 20 h 30 : l'Anne russe : de Pouchkine à Erast

THEATRE DE LA VILLE (27-12-23-77)
les 11, 12 à 14 h 30 : les 8, 9, 10, 11 à 18 h 30 : Turville : les 8, 9, 10, 11 à 18 h 30 : Maria Del Mar Bonetto : le 14 à 20 h 30 :

A DÉJAZET (837-97-34) (D. soir. L.
20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougah (à pa-
tir du 14) ; 22 h 30, dim. 15 h : le Voya-
ge à Berlin.
ALIS (357-42-14) (L.), 20 h : Grand M-
rasin.

357 42 14
Bastille
BECKETT
DIS JOE
Création
Jean-Claude Fall
27 Janvier - 18 Février
Relâche Dimanche et Lundi
à 20h
Durée du spectacle : 45 m

ALLIANCE FRANÇAISE (5444-
20 D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : les
des dédications et du plaisir par
Antoine (208-77-71) (L.), 18 h
Hamlet : 21 h, dim. 15 h : Rostan.

ARTS-HEBERTOT (357-23-23)
20 h 15 : Les Femmes d'Alger
21 h, le 11 à 18 h 45 et 22 h : Le Pré-
Hautecœur ; les 10, 13 à 18 h : Les
chefs Les Fontaines ; le 10 à 21 h : Le
Fils du Maître, Monsieur Verneuil
15 h, le 13 à 21 h : Ombre Vania ;
21 h : Revenez de l'Étranger.

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-35)
20 h 15 : Les Femmes d'Alger
20 h 30, dim. 16 h : Le Malentendu.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.),
soir. 17 h 30, dim. 15 h : Bagueuse

ATHÉNÉE (742-67-27) (soir. 15 h-
20 h, dim. 15 h) : Les Femmes d'Al-
ger, 20 h 30, soir. 17 h 30 : Phé-
rope, 20 h 30, soir. 21 h : Pélo-
nère le 11 ; salle Ch.-Béraud, soir.
19 h 30, dim. 15 h : Les Femmes d'Al-
ger (dernière le 11).

BASTILLE (357-43-14) (D. L.),
Dim. Joc.

BOUFFES DU NOUVEAU (239-
20-00, soir. 15 h) : Hamlet
(dernière le 11).

BOUFFES-PARISIENS (286-60-34)
L.), 21 h : Les Trois Femmes.

CARREFOU DE LA DIFFUSION
(239-20-00, soir. 15 h) : Les Femmes
d'Alger, 16 h : Fugues, une voix et
un violoncelle.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (48-65), mer., ven., vend., 20 h 30
sod. zodi.-laque.

CARTOUCHES (Tampagne 36-36) (d. Car., L.) 20 h 30.
15 h 30 : D. Albert : Théâtre du
(374-24-02), le 10 à 18 h 30 : la Nu
re : le 11 à 18 h 30 : Richard D.
15 h 30 : Henri IV.

CITE INTERNATIONALE (589-38
com.) (d. Car., L.) 20 h 30 : Sourin
que : Rossini (D., L.), 20 h 30 : la
confidante : Grand Théâtre (D
mar.), 20 h 30 : la Cène de cruce
sod.

COMÉDIE-CAMURATIN (742-4
mar.) D. seil. 20 h 30 : L'Ép
vieux dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYS
(720-06-24) (D. soir., L.) 20 h 45
18 h 45 et 21 h 45, dim., 15 h 30
sans sa soirée.

COMÉDIE WALLONNE (321-22-32
com.) (d. Car., L.) 20 h 30 : la
de la villageoise.

DAINOU (261-69-14) (mar., D.
21 h, dim. 15 h 30) : la Chénit.

DÉCHARGES (236-00-02)
19 h : les Eaux et Forêts ; 20 h 30
très rude, mais est après-midi ; 22 h
sans sa soirée.

ÉDOUARD YV (742-57-42) (D. soir.
20 h 30, sau. 18 h 30 et 21 h 30)
15 h : Désiré.

ÉPIQUE (329-46-78), 20 h 30 : la
drame (dernière 10).

ESSAI (747-16-42) (D., L.)
20 h 30 : Chaises ; le 20 h 30 :
dans un nuit.

FONDATION THEATRE DE

MEURTRE (237-61-56) (D., L.)
 20 h 30 : Biographie, au jeu.
FONTAINE (174-74-40) (D., L.)
 20 h 30 : *Le grand jeu*.

CAITE-MONTMARNESSE (322-61-56) (D., solr., L.)
 20 h 45 : *Amour, amour, amour*, dlm.
 Grand-Père.

GALERIE (432-66-53-51) (D., solr., L.)
 20 h 45 : *World of Virginia Woolf*.

RUCHEETTE (328-38-09) (D.) 19 h
 Le Canotier chavoue; 20 h 30 : *Le pont 13*; 21 h 15 : *Les Cerises rouges*.

JARDIN D'HYVER (265-59-49) (D., solr., L.)
 20 h 45 : *Le grand jeu*.

LA BRUYERE (474-76-09) (D., solr., L.)
 21 h, dlm. 15 h; *William le*.

LIERRE-THEATRE (586-58-53) 20 h 45 : *Promesses échangées*.

LUCERNAIRE (564-57-51) (D., solr., L.)
 20 h 45 : *Le grand jeu*; 21 h 15 : *Le grand jeu*.

LYS MONTMARNESSE (327-61-56) (D., solr., 20 h 30, dlm. 15 h; *Le grand jeu*; 21 h, dlm. 15 h; *Le grand jeu*.

MADELEINE (265-07-09) (D., solr., L.)
 20 h 45, *Amour, amour, amour*; 15 h : *Le grand jeu* (dcm. 12 h).

MASSIEU (580-04-73) (D., solr., L.)
 21 h : *Le grand jeu*.

MARAS (378-03-53) (D., 20 h, 21 h)
 Le roi se meurt.

MARIE-STUART (580-17-00) (D., solr., L.)
 22 h, dlm. 16 h 30 : *Poivre*.

MARIGNY, Grande salle (256-58-51) (L.)
 20 h, dlm. 15 h; 21 h : *Amour pour le vent*; *maître Gabriel* (225-04-73) 20 h, dlm. 15 h; 21 h : *Le grand jeu*.

MATHURINS (265-90-00) (D., solr., L.)
 21 h, dlm. 15 h et 18 h 30 : *Le grand jeu*.

MICHEL (265-33-02) (D., solr., L.)
 21 h 15, *Amour, amour, amour*; 21 h 15, *Amour, amour, amour*.

MICHODIERE (742-95-2) (D. so)
20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : B.
MOGADOR (285-45-30) (D. so)
20 h 30, sam. 16 h 30 et 21 h
16 h 30 : Cyrano de Bergerac ; M.
et 16 h 30 : Les Femmes de
Loulou ; 17 h 30 : Les Femmes
de Loulou qui veulent marier
leur fils.
MONTFARNAISE (320-89-50) (L.)
21 h, 20 h, sam. 17 h, Dim. 15 h 30
techn. - Petite messe, mcr., sam.
20 h 30, dim. 15 h : le Journa
homme de trop ; les 15, 10 et 20
h 30 : Les Femmes de Loulou ;
Chant du cygne.
NOUVEAUTES (770-52-56) (L.)
20 h 30, sam. 18 h 45 et 21 h 4
15 h 30 : l'entourloupe.
ŒUVRE (744-42-52) mcr., jeu.
20 h 30, sam. 22 h, dim. 14 h 30
(dern. le 12) : ham., sam. 20 h 30
15 h 30, dim. 17 h : l'extravagan
Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (L.)
20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h
15 h 30 : la Fille sur la banquette

THÉÂTRE DE PLAISANCE
111, rue du Château (14^e M^e P.)

le serg
coup gan
de **grisou**

PALEAS DES SPORTS (20 h 30-40)
(mar. soir, D. soir, L.) 20 h 30 : mar.
15 h, dim. 14 h 30 : mar. 18 h 15 : mar.
15 h. *homme homme* Jéso.

PARC DES LA VILLETTE (mar. dim.)
(200-270-738) (D. soir, L.) 20 h 30 :
dim. 16 h : *Pastizone... Pastizone* du
Pérou.

PLAISANCE (20h-00-05) (D. soir, L.)
(D. soir, L.) 21 h 30 : 15 h 30 : *Coup de grève*
Pharos.

POCHE (544-929-97) (D.) 20 h 30 :
Pharos.

PORT-SAINT-MARTIN (607-57-55)
(D. soir, L.) 21 h, mar. 17 h, dim. 15 h 30 :

QUAI DE LA GARE (583-59-88) (D.)
20 h 30 : *La Différence de nos cœurs*.

RENAISSANCE (200-108-50)
(D.) 20 h 30, mar. et dim. 15 h : *Vincent*
et *Argo*.

SAINT-GEORGES (878-63-47) mar.
ven., lun. mar., 21 h : dim. 18 h 15 : 20 h
21 h 30 : *Tchère de Boulevard*.

STUDIO MARCOUS-ELYSÉE (200-733-10)
(D. soir, L.) 21 h 30 : mar. 19 h et
21 h 30 : dim. 19 h 30 : *Agathe*.

STUDIO FORTUNE, le 10 à 21 h : le P
la Bouffe : le 11 à 21 h : *Dans un*

TAI TEI DISSAI (278-10-19) L. je.
mar. ven., 20 h 30, dim. 15 h : le *Mor*
mar. lun. mar. 20 h 30, dim. 17 h : le
l'écoute *écoute* - M. (D.) 20 h 30 : *Heure*

THEATRE A-JOURVIL (373-47-94)

J., V. S. 20 h 15, sam. 19h 45 et
à Jor.) 20 h 15, sam. 16 h 45 : Y'a
mar... ce woz; 22 h 15 les Retrouviers

THÉÂTRE D'HERMÈS (322-11-02) (D. soir.)
20 h 30 : Balade caennaise ; 22 h 45
22 h 23 h 30 : Nous en fait pas on nous
dit de faire.

**THÉÂTRE DE DOU-HEURES (608-
07-48) (D.)**, 20 h : Un milieu ouais
ouais... Dou-heures histoire des 100
seigneurs de Montmauray.

TH. de LA MER (389-70-22) (D. soir.)
L., 21 h, dim. 16 h : L'Etain.

**THÉÂTRE DE PARIS, Petite salle (286-
09-30) (D.)**, 20 h 30 : Rayon femmes
forées.

T. LE PRÉSIDENT (200-60-55) (D. soir.),
20 h 30, dim. 17 h : Vers Dunes.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT (232-
70-80)**; les 8, 14 à 20 h 30 : Angelo ter-
re de Padoue; les 9, 10 à 20 h 30, le 12
15 h : Servantus Bay; le 11 à 20 h 30, le
12 18 h 30 : les Affiliés sont les af-
faires.

TEL 7 (262-80-81) (D.), 21 h : Le Vaïno.

**THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-48) (D.
L.)**, 21 h : Médée.

**THÉÂTRE DE LA VILLA (542-80-72)
(D. soir.)**, 12 h 15 à 21 h : Tailleur pour dames;
le 12 h 15 à 21 h 21 h : Archaïque dans la
descente.

TOURTOUR (887-82-48) (D. soir.),
21 h 45, Dim. 17 h : les Elles et les Bux.

TRISTAN-BERNARD (322-09-40) (D. soir.)
L., 21 h, dim. 13 h : Jamie d'un
muni sol.

TRISTAN QUATRE (327-09-16) (D. soir.)
21 h : Accusé... est accusé... son accusé.

VARIÉTÉS (233-04-92) (D. soir.),
20 h 30, sam. 18 h 30 à 21 h 45, dim.

15 h 30 : l'Étiquette.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (27-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd l'été.

DEUX-ANES (606-10-26) (Mer.), 21 dim. 15 h 30 : l'impôt et les Os.

EXCLUSIF
LE PREMIER
QUI REVELE

PREMIERE

AU BOUC FIN (206-29-83) (D.),
22 h 15 : Le Président.

REAUROUBOIRGES (277-04-51) (L.),
19 h 30 : la Spécialité.

BLANCS-MANTEUIL (275-81-84) (D.),
22 h 15 : Les Amis de M.C.C.; 22 h
+ S., 24 h : Les Dames Louches.
22 h 30 h : les Sacré's Montois;
20 h 15 : les Cordés; 21 h 30 : Last Lunch;
22 h 30 : le Club des Jeunes.

CAPÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.),
20 h : Claret d'Espérance; (L., Mar.).
22 h 15, dim., 21 h : l'Avenir du perlon.

CAPÉ DIEZARD (322-41-02) (D.),
15 h : Tous vœux d'une bonne nuit;
20 h 30 : Mangousses d'honneur; 22 h 30 :
le Club des Jeunes; 22 h 30 : les
capitaines; 22 h 30 : le Chronomètre cha-
ronnières; 22 h 30 : Fais voir ton capidon.

LE PETIT CASINO (278-56-58) (D.),
21 h : Je veux être riche; 22 h 15 :
Le Club des Jeunes.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.),
20 h 15 : les Surprisés; 21 h 30 : le Tri-
est; 22 h 30 : Moi, je crèpe, mes pa-
rents non.

PROLOGUE (375-13-53) (V., V., S.),
20 h 30 : Automobileurs.

BESTO-SHOW (500-00-41) (D.),
20 h 30 : Soirée privée; 22 h 15 : Au
bonsoir.

SANTIER DES HALLES (236-97-27)
(D.), 20 h 15 : On est pas du pi-
geon; 22 h 15 : La Fête Vivante de
Roméo et Juliette.

SPLENDID ST-MARTIN (206-21-03)
(D.), 21 h : M. Bonjean.

LA TANGÈRE (337-73-39) (D., L., Mar.),
22 h 15 : Les Amis de M.C.C.

LE TINTAMARRAIRE (387-33-62) (D.),
20 h 15 + S., 24 h : Phébus; 21 h 30 :
Apocalypse; 22 h 30 : le Cénier Jumeau.

VIEILLE GRILLE (707-40-95) (D.),
20 h 30 : P. Mistral; 22 h 30 : les Solle-
aux.

ASNERES, OCA (790-43-12), 16 h à 20 h 45 : G. Bédou.

AULNAY-SUR-BOIS, MC (831-11-45), 16 h 30 à 20 h : J. Mermontin (Suisse-France).

AUXILIÈRES, Th. de la Comédie
15 h 15 à 18 h : (D. oser) 20 h 30, dim.
17 h : le Marionnettiste de Lodz (dram.)
(12).

BORGNY, MC (831-11-45), les 8, 9, 10,
11, 14, 20 et 20 h 30 ; 12 à 16 h 30 :
Bourgeois pour bourgeois.

BOULEGNE-BELLANCOURT, TRO
(603-04-40), (D. noir), 12 h 30 à 20 h, dim.
15 h 30 : le Roi Vaincu.

BOURG-LA-REINE, CAG (643-64-94),
15 h 30 à 18 h : Orchestre J. Bonal.

BREITENY, CH 200 (084-65-15), 14
à 21 h : R. Haller; Salle G.-Philips (34-
38-68), 11 h à 21 h : M. Médan.

BURES-SUR-YVETTE, Eglise (907-
74-70), 10 h à 21 h : Trio Esterope (Bo-dard).

CACHAN, COC (664-13-15), 18 h 30
à 20 h 45 : Le zani court.

CHATELON, COC (657-22-11), (D., L.)
21 h : Chronique zoologique.

CHARENTON-LE-PONT, 10 h 20 à
20 h 45 : Orchestre de chambre de
Vienna, dir. P. Entrevaux (Ritman,
Burack).

CHOSY, Th. P.-Renard (890-49-79), 11
h 30 à 20 h 30 : M.-A. Estrine, Cam-
ille MOORE.

KCLU
MIER



ONDAGE
GOUTS

QUI VONT VRAIMENT A

LÉCLY LA GARENNE, Salle des Femmes (751-11-53), les 10, 12 à 14 h 45 : *My Fair Lady*.

MARCELLE JESSONNES, CC P.-Marie (089-00-00), les 10, 11 à 20 h 45 : *Levez-vous en avance*.

COURBEVOIE, Madoles pour tous (33-63-52), les 9, 10 à 21 h : *Félicité de la vie* (de L. d'Almeida).

CRÉTIL, Maison des Arts A.-Maison (089-94-30), le 9 à 20 h 30 : Marc C. Tysner ; (J. D. soir, L.) 20 h 30, dix-huit heures ; (L.) 20 h 30, dix-huit heures ; 11 à 20 h 30 : Ballet-Théâtre de l'Archipel Comédiale de Créteil, (339-21-87), les ven., sam. 20 h 45 : *Le Balade du monde*.

DENANCY, Salle des Femmes le 8 à 21 h Workshop de Lyon.

ENGHIEN TL, du Centre (14-90-00), le 9 à 20 h 45 : *Balade Théâtre de Silence*.

FRANÇOIS LEFEBVRE, CC P.-Marie (040-20-65), le 11 à 21 h : A. Wontick (Bach, Beethoven, Chopin...).

GENEVILLIERS, Théâtre (793-36-30) (D. 14-11-20) 20 h 30, dix-huit h : *La Cruche cassée*.

MAIRONS-ALFORT, Th. Cl.-Docteur (375-72-58), le 10 à 20 h 45 : Ballet-Théâtre de Paris.

MALAKOFF, Th. 71 (655-43-49), le 8 à 20 h 30 : Le Messenger théâtral.

MEUDON, CCM (626-41-20), le 8 à 20 h 45 : Les Macintoches ; Régine Sarrailh ; (L.) 20 h 30, dix-huit heures ; le vendredi (Bach, Fauriel, Couperin...).

MOITREUIL, Salle des Femmes (83-91-49), le 14 à 21 h : Mike Westbrook (Chopin, Debussy, Liszt...) (287-50-00) 10 à 20 h 30 : Fiction Theatre.

NANTERRE, Th. des Amateurs (72-18-81), (D. soir, L.) 20 h, dix-huit h et 20 h 30, dix-huit heures ; MJC D. Péry (74-21-11) 20 h 30, dix-huit heures.

NEUILLY, Salle St-Pierre (551-53-36) le 11 à 20 h 30 : Trains à table.

FONTAINE, Th. des Louvrais (03-

STUDIO SAINT-SÉVERIN (S)
LA VILLE
 UN FILM DE ANTONI REIS
 AVEC
 XAVIER ELORRIAGA
 ANGELA MOLINA
 PRIMÉ AUX FESTIVALS DE
 MONTRÉAL ET DE BIARRITZ



ISIF.

E

Ce n'est pas un simple IFO. PRE
pour
fois,
et le
des
qui v
au c

de journaux chaq

53-33), les 8, 10, 11 et 13 : *Poisson vert*.
KIS-ORANGES, *Salle R* - Demain (8-10-33), les 10, 11 et 14 : *Les Trois Thibauts* de St. Simon.
ROMAINVILLE, *Salle des Fêtes* (8-10-33), les 11 et 21 : *Adéa*.
SAINT-DENIS, *St. C. Philippe* (8-10-33), les 10, 11 et 20 : *Le Capitaine Corcoran*.
 Reprise *huguenots*, les 11, 17, 21 et 22 : *Le M. Hérone*.
SAINT-MAUR, *Road-Palac* - Hier (8-10-33), les 10 et 21 : *Le Via et ses courts*.
SARTROUVILLE, *Théâtre* (21-4-33-7), les 9, 10, 11, 14 et 21 : *Echafaudage*.
SCAUX, *Les Gossiaux* (6-6-40-5-6-6), les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 : *Le Maître, Schumann, Schubert* ; les 14 et 21 : *Tom Novembre*.
SURESNES, *Th. J. Vierge* (7-7-38-40), les 11 et 21 : *L'Orchestre de chambre de la Ville de Paris* (Béatrice, Mozart, Berlioz).
STAINS, *Th. P. Elmeré* (8-21-61-05), les 8 et 21 : *Belles-Jeux*.
TROUVILLE, *Th. J. Vierge* (7-7-38-40), les 11 et 21 : *L'Orchestre de chambre de la Ville de Paris* (Béatrice, Mozart, Berlioz).
VERSAILLES, *Th. Monnaie* (9-7-18), les 9 et 21 : *Orchestre de chambre de Versailles*, D. B. Wahl (Huguenots, 18-18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 : *Madame, pas de dans* ; les 21 et 22 : *Golden Gate Quartet*.
LE VESINET, *Cap. (976-32-75)*, les 14 et 21 : *Le Capitaine Corcoran*.
VINCENNES, *Th. D. Sacconi* (8-61-66), (S. D. soir, M. 21), les 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 : *Scaramouche ou le Fils de l'air* ; les 19 et 20 : *Le Capitaine Corcoran*.
WILLERS-LE-BEL, *Salle M. Pages* (9-50-34-66), les 14 et 20 : *30 G. Bonin*.
YERRES, *Ch. St. Jean* (8-10-33), les 8 et 15 : *Le Capitaine Corcoran*.
 les 10 et 20 : *Le Capitaine Corcoran*.
 les 12 et 18 : *Tran Quang Hai* ; les 21 et 22 : *Le Capitaine Corcoran*.
 J. Grudon.

STUDIO DEL L'ETOLE (17-)

BRULEE

LA CITTÀ CREMATA



FLASH FILM

vois-ci,
ondage
MIERE:
a première
es goûts
habitudes
rançais
ont
néma.

e début de mois.

UN FILM DE ANTONI RIBAS

LA CRUTAT CREMADA

PR
XAVIER ELORRIAGA
ANGELA MOLINA

PRIMÉ AUX FESTIVALS DE
MONTREAL ET DE BIARRITZ

FLASH
FILM

SIF...



E Ce mois-ci,
un sondage
IFOP-
PREMIERE:
pour la première
fois, les goûts
et les habitudes
des Français
qui vont
au cinéma.

de journaux chaque début de mois.

مقامت الاصل

CARNET DU Monde

Réceptions

- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur d'Australie et M^{me} Curtis ont donné une réception précédée d'un concert du Sydney String Quartet.

Décès

- M^{me} Jérôme Braine, Charles et Xavier, M^{me} Francis Braine, sa mère, M. et M^{me} Bernard Caloni, ses beaux-parents, M^{me} Jean Braine, M^{me} André Darrasse, M^{me} Pierre Caloni, M. Charles Loiseau, ses grands-parents, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jérôme BRAINE,

survenu le 5 février 1984 à Casn,

et prie d'assister ou de s'unir d'intention à la cérémonie religieuse qui aura lieu le vendredi 10 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique à Paris-7.

Ni fleurs ni couronnes.

- Les associés Et les collaborateurs de Bernard Montagne, André Amic et associés, ont le regret de faire part du décès, survenu le 5 février, de

M. Louis CALTOT,

père de M. Jacques Calton, associé, 128, boulevard Haussmann, 75008 Paris, 71, rue François-Morin, 95160 Tassin.

- Marie-Christine et Bruno Chevalier, Etienne, M. et M^{me} Jean Chevalier, M. et M^{me} Louis Daudré, ont la douleur de faire part du décès de

Florent CHEVALIER,

leur fils, frère et petit-fils,

survenu le 2 février 1984, à Paris, dans sa quarante-neuvième année.

La célébration religieuse a eu lieu dans l'intimité en l'église Saint-Jean de Péronne.

Si vous souhaitez participer à la lutte contre le cancer, vous pouvez adresser vos dons au service pédiatrique du professeur Lamerie, Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, 94800 Villejuif.

- M^{me} Pierre Lejeune et ses enfants, font part du retour à Dieu du

docteur Pierre LEJEUNE,

ancien interne des hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique à la faculté, le 7 janvier 1984.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 15 février, à 18 h 30, en l'église de Notre-Dame d'Auteuil, 15, rue Chazet, 75016 Paris, 03360 Saint-Bonnet-Tronçais, 13000 Aix-en-Provence.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 29 janvier, de

M^{me} Jean MAJORELLE,

veuve de M^{me} Alexandre, chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de M^{me} Jules Méry, M. et M^{me} Robert Alexandre, M. et M^{me} Pierre Alexandre.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale.

195, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

- M^{me} Jean Paléologue, née Duthilleul, son épouse, Le docteur et M^{me} François Paléologue, ses enfants, Alexandre, Thomas, Constantin et Alexis, ses petits-fils, Toute sa famille et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean PALÉOLOGUE (C.R.)

commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 5 février 1984, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle du Val-de-Grâce le vendredi 10 février, à 10 h 30. L'inhumation se fera dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37110 Châteauneuf-Renaud.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M. et M^{me} Pierre Perdigon, M. et M^{me} François Poncet, M. et M^{me} Henri Pochat, M. et M^{me} François Perdigon, M. et M^{me} Bernard Pichon, Et tous leurs enfants, Sœur Marie-Saint-Louis Eyssautier, M. et M^{me} Louis Eyssautier, La famille Stiegler,

font part du décès de

M^{me} Jean PERDIGON,

née Cécile Eyssautier,

survenu à Ancey, le 4 février 1984, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) et l'inhumation au cimetière d'Antibes, le 7 février 1984.

- Le docteur Germain Philippe, Le docteur et M^{me} Francis Detourbet et leurs enfants, M. et M^{me} Ghislain Philippe et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Michel Thibault et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germain PHILIPPE,

née Hélène Jumeau,

endormie dans la paix de Seignur le 6 février 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 9 février 1984, à 10 h 45, en la chapelle de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

17, rue de Noailles, 75100 Saint-Germain-en-Laye.

- M^{me} François Raguenau et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. François RAGUENAU,

survenu le 6 février 1984 à son domicile, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 9 février, à 10 h 45, en l'église Saint-Wandrille, avenue du Pavillon-Sully au Pecq (Yvelines).

Résidence Bernadotte, 33, boulevard Folke-Bernadotte, 75230 Le Pecq.

- Marcel Blusstein-Blanchet Et le groupe Publicis, sont attristés de la disparition de leur collaborateur

François RAGUENAU

et présentent leurs sincères condoléances à sa famille.

Anniversaires

- L'Union fédérale des Associations françaises d'anciens combattants, 1, rue de Brissac, 75004 Paris, soussigne de perpétuer le souvenir de

René CASSIN,

prix Nobel de la paix,

invite tous ses amis et tous ceux qui se préoccupent de la défense des droits de l'homme, à se réunir sur sa tombe le lundi 20 février 1984, à 11 h 15, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

- Au dixième anniversaire de la mort de

EBEAU de LOMENIE,

une pensée est demandée aux amis du grand historien indépendant.

Remerciements

- M^{me} Marcel WAILLE,

très touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été adressées pendant la maladie et lors du décès de son mari, remercie vivement tous ceux qui l'ont ainsi réconfortée pendant cette cruelle épreuve.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université de Paris-IV, vendredi 10 février, à 9 heures, salle des Commissions, M. Auguste Hoc. - Le licencié en droit individuel en droit congolais et en droit français.

(Publié)

CURE THERMALE 1984

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est couplée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

96 GRENOL LES BAINS (Hte-Provence). Alt. 400 m. Le meilleur climat d'Europe, méditerranéen, tempéré (sec et doux). RHUMATISMES, arthrites, polyarthrites, sciaticues, arthrose, traumatologie. Mouvements actifs en piscine thermale pilotée. VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L. Thermes hydrogènes, galko-romains, équipes à nuit.

96 LE BOULOU. Tout près de la Côte Vermeille. Alt. 80 m. Climat méditerranéen. Station du FOE et de la VÉSICULE BILIAIRE. Oxygène hépatocystique, affections digestives, migraines, arthrites, urticaire, séborrhée d'acné, psoriasis, diabète. Station en voie de rénovation.

96 ANEULE LES BAINS (en Roussillon) aux portes de l'Espagne. Station la plus méridionale de France (latitude de Rome). Alt. 220 m. Climat méditerranéen tempéré, sec et doux. RHUMATISMES, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., arthrose, arthrites, rhumatisme, diabète, psoriasis, urticaire, séborrhée d'acné, psoriasis, diabète.

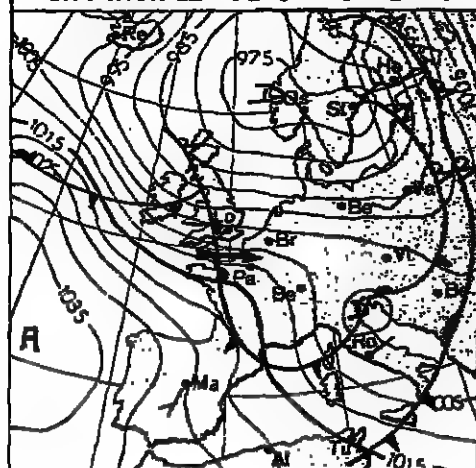
96 LA PRIÈRE LES BAINS (Haut Pays Catalun). Alt. 1130 m. Climat méditerranéen sec et venté. LA STATION DES VOIES URINAIRES. Rhinisme, cystite, prostate, catarrhes. Eaux sulfocarbonateuses. Toute l'année expédition, directe de la source Apollon pour tout, pré et post-cure. Thermes renommés. 96 LES BAINS (en Roussillon) Alt. 450 m. Climat méditerranéen tempéré, sec et doux. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., rhumatisme, diabète, psoriasis, urticaire, séborrhée d'acné, psoriasis, diabète.

Documentation gratuite (hébergement et cures) et à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS Tel (1) 742.67.91.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8. 2.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 février à 0 heure et le jeudi 9 février à 24 heures.

La perturbation active qui a traversé la France mercredi est suivie d'air humide, instable et plus frais qui circule rapidement dans un flux de nord-ouest. Une hausse du champ de pression par l'avant aura lieu jeudi, mais cette instabilité persiste. Le temps sera instable avec succession d'éclaircies et de passages nuageux parfois accompagnés d'averses. Les températures minimales, généralement positives, pourront atteindre la faible gelée sur les régions de l'est et du centre; elles avoisineront l'après-midi 4 à 12 degrés du nord au sud.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 février:

DES ARRÊTÉS

● Fixant les limites des tranches du tarif de la retenue à la source applicable aux salaires, pensions et rentes viagères versés en 1984 à des personnes domiciliées hors de France.

Approuvant la création du groupement d'intérêt public dénommé Gémadon (Groupement pour la mise au point des moyens nécessaires à l'exploitation des modules métalliques).

UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers de 1984.

EN BREF

Auvergne

ASSURANCE ET HANDICAP. - Le Centre régional pour la jeunesse handicapée en Auvergne (CRJJA) organise, du 27 au 29 février, un stage qui abordera tous les problèmes des assurances dans les institutions de handicapés.

★ CRJJA, 10, rue André-Mollet, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. 16 (73) 37-25-52.

SALON

RÉTROMOBILE À LA PORTE DE VERSAILLES. - Le parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, reçoit du 10 au 19 février, dans son hall n° 5, Rétromobile, le neuvième Salon de la voiture ancienne. Cette exposition regroupe cette année quelque cent cinquante exposants. Des Ferrari, des américaines de tous âges mais aussi, évidemment, des voitures anciennes, dont une Delahaye de 12 cylindres, sont présentées à côté de camions et de voitures de rallye.

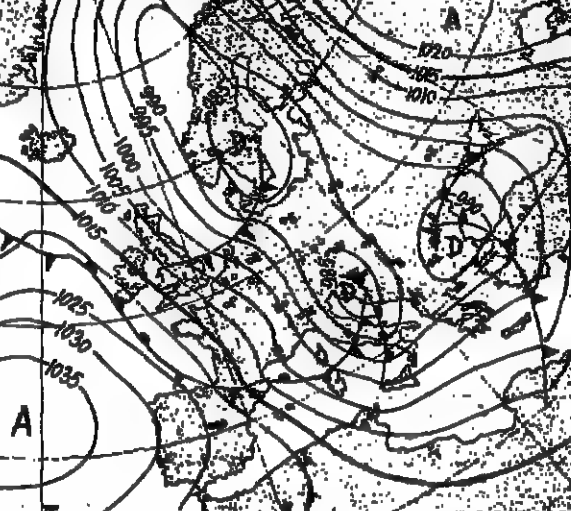
Des objets d'art et des jouets inspirés par l'automobile sont également exposés.

★ Ouverture le vendredi 10 de 18 à 23 heures, le week-end, de 12 à 20 heures les autres jours. Nourriture les 14 et 17 février. Prix d'entrée: 30 F, enfants 15 F.

PRÉVISIONS POUR LE 9. 2.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)



neige au-dessus de 500 m environ, sont plus fréquentes sur le Jura et le nord des Alpes.

Le vent de nord-ouest soufflera assez fort en moyenne, mais de fortes rafales accompagneront encore les averses. Les températures minimales, généralement positives, pourront atteindre la faible gelée sur les régions de l'est et du centre; elles avoisineront l'après-midi 4 à 12 degrés du nord au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 février; le second le minimum de la nuit du 7 février au 8 février):

Ajaccio, 14 et 17 degrés; Biarritz, 12 et 15; Bordeaux, 12 et 10; Bourges, 11 et 5; Brét, 11 et 9; Caen, 10 et 7; Cherbourg, 8 et 6; Clermont-Ferrand, 13 et 3; Dijon, 11 et 4; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 7 et 4; Grenoble-Saint-Genès, 8 et 4; Lille, 7 et 3; Lyon, 9 et 4; Marseille-Marguare, 14 et 8; Nancy, 9 et 0; Nantes, 13 et 9; Nice-Côte d'Azur, 20 et 10; Paris-Montsouris, 11 et 5; Paris-Orly, 10 et 5; Pau, 11 et 11; Perpignan, 18 et 15; Rennes, 11 et 8; Strasbourg, 9 et 10; Tours, 11 et 8; Toulouse, 11 et 10; Poitiers-Poitou, 30 et 21.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 10 degrés; Amsterdam, 5 et 1; Athènes, 15 et 8; Berlin, 4 et 2; Bonn, 6 et 1; Bruxelles, 6 et 3; Casablanca, 21 et 15; Copenhague, 3 et 1; Dakar, 27 et 18; Djibouti, 18 et 12; Gênes, 7 et 3; Jérusalem, 9 et 6; Lisbonne, 14 et 10; Londres, 8 et 4; Luxembourg, 6 et 0; Madrid, 20 et 4; Moscou, -10 et -12; Nairobi, 30 et 13; New-York, 2 et -4; Palma-de-Majorque, 20 et 15; Rome, 16 et 8; Stockholm, 2 et -2; Toulon, 19 et 8; Tunis, 16 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation française a publié les ouvrages suivants:

COLLECTION DES RAPPORTS OFFICIELS

Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant. - Rapport de Roland Carraz, député de la Côte-d'Or, au ministre de l'Industrie et de la recherche. Forces et faiblesses de la recherche en éducation. Propositions pour un nouvel essai de nouvelles méthodes, et de nouveaux espaces de recherche. 423 p., 16 x 24, 100 F.

Des illettrés en France. - Rapport de Véronique Espérance, Antoine Lion et Jean-Pierre Benichou au premier ministre. L'analphabétisme chez les adultes métropolitains français: évaluation du phénomène, réponses actuelles, propositions d'action. 157 p., 16 x 24, 45 F.

Savoir et savoir-faire en informatique. - Rapport de Maurice Nivet aux ministres de l'éducation nationale, de l'industrie et de la recherche. Analyse des moyens nécessaires à une meilleure intégration de l'informatique par la société française: formation des informaticiens, développement de l'information, réponses actuelles, propositions d'action. 157 p., 16 x 24, 45 F.

Savoir et savoir-faire en informatique. - Rapport de Maurice Nivet aux ministres de l'éducation nationale, de l'industrie et de la recherche. Analyse des moyens nécessaires à une meilleure intégration de l'informatique par la société française: formation des informaticiens, développement de l'information, réponses actuelles, propositions d'action. 157 p., 16 x 24, 45 F.

Bureaucratie: quelle politique sociale pour quelle technologie? - Rapport au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Étude du développement de la bureautique et de ses conséquences à l'égard du travail. Propositions visant à contenir les risques. 190 p., 16 x 24, 59 F.

Collection des notes et études documentaires. Publiée et éditée par le Centre de documentation et d'études documentaires. Par J. Desandres, D. Hochedez et J.-P. Delannoy. Étude de la loi du 28 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes. Objectifs, moyens, champ d'application et portée du texte devenu totalement applicable le 29 janvier 1983. 144 p., 16 x 24, 45 F., n° 4733-4734.

Nationalisations et dénationalisations en Grande-Bretagne. - Par F.-E. Dangeard. Aspect poli-

tique. Performances économiques et financières du secteur nationalisé. Gestion par l'État de ce secteur. 144 p., 16 x 24, 45 F., n° 4739-4740.

La protection sociale aux États-Unis. - Par J.-J. Chabon-Delmas et J. F. Pons. Description du système de protection sociale et de son évolution au cours des vingt dernières années aux États-Unis. 128 p., 16 x 24, 45 F., n° 4743-4744.

Le Japon et son système éducatif. - Par Jean-Michel Leducq. L'évolution historique du système, son rendement. La relation enseignement/formation professionnelle. La fonction d'éducation dans la société japonaise. 120 p., 16 x 24, 45 F., n° 4747-4748.

Comment vivrions-nous demain? - Rapport du groupe «changements des modes de vie» pour la préparation du Plan. Rappel des transformations de la société française depuis 1944 suivi de réflexions et d'hypothèses sur les mutations en cours et à venir. 203 p., 16 x 24, 60 F.

Éléments de télé-informatique. Aide-mémoire pour comprendre le sens des principaux concepts de la télé-informatique et des mots techniques couramment employés. 144 p., 21 x 29, 75 F.

Revue française des affaires sociales. - numéro spécial: Recherches et Familles. Rapports préparatoires et principales interventions du colloque de janvier 1983. 255 p., 16 x 24, 35 F.

Problèmes économiques n° 1848. - Science économique: naissance et développement de la pensée économique moderne selon Georges J. Ségier. Une interprétation schumpétérienne de la crise actuelle. 31 p., 21 x 29, 7 F.

Regardez sur l'actualité n° 87. - Presse: pluralisme et concentration. Sciences: écueils et choix technologiques. Le logement social depuis 1920: HLM et stratégie sociale. 84 p., 16 x 24, 16 F.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 10 FÉVRIER

« Les automates », de J. Damot, et « Le Musée de la femme », dans l'Hôtel Arturo-Lopez, 14 h 43, Musée de Neuilly, 12, rue du Centre, M^{me} Legrand (Caisse nationale des monuments historiques).

« Chapiteaux romains », 15 heures, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, M^{me} Saint-Giron (Caisse nationale des monuments historiques).

« Raphaël », 17 h 30, Grand Palais, M^{me} Zajovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Ateliers de fabrication de l'Hôtel de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtels de l'ancien et du nouveau Paris », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filles-du-Calvaire).

« Passages couverts de la Grande-Bretagne », 14 h 30, métro Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais », 14 h 30, place des Vosges, métro Saint-Paul (Restauration du passé).

« Palais de Luxembourg et Sésai », 14 h 30, 15, rue de Valenciennes (Approche de l'art).

« Collections de l'Ermitage et du Prado », 14 h 30, salle Chaillet-Galliera, 28, avenue George-V (Paris et son histoire).

« Le musée Condorcet », 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

« Les passages », 14 h 30, métro Palais-Royal, sortie Colette (Arts et promenades).

« L'Opéra », 14 heures, dans le hall, M^{me} Rojot.

CONFÉRENCES

14 heures, Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois, M. D. Bouchard: «Kasper-David Friedrich et le romantisme allemand».

16 h 15, hall de Grand Palais, M. D. Bouchard: «Raphaël dans les musées français».

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, M^{me} M. Flak: «Le taurisme».

18 h 30 et 21 heures, Centre Chaillet-Galliera, 28, avenue George-V: Zola, l'œuvre de Maghrebi, film et récit de J.-F. Poirier-Vassoulet.

20 h 45, salle Adanop, 46, rue Gabriel-Péri, à Cornilleux-en-Picardie: la Strada, film de F. Fallat, avec la participation de M. E. Gelpi, sociologue à l'UNESCO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3642

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Minute, elle couve mais ne pond pas. - II. Femme dotée, ayant pris le voile. - III. Titre plus difficile à gagner par le cœur que par le ventre. Participe passé. - IV. Souvent violé malgré la défense. Beuf passé de mode. - V. Ne sort de l'ombre qu'après sa mort. Certains attendent pour la violer qu'elle sorte de la Chambre. - VI. Nide de poules. - VII. Possessif. Personne ne tient à y mettre même un pied. - VIII. Lance et pique. Vallée maritime. - IX. Marquis. - X. pas. - XI. Espèces de Chinois. - XII. Téléphone de brousse. - XIII. Spécialistes des bonds et des faux bonds.

VERTICALEMENT

INDUSTRIELLES

« Adhésion raisonnée » et inquiétude parmi les députés socialistes

MM. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, sont venus présenter au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi 7 février, les lignes directrices du plan d'accompagnement des restructurations industrielles proposé par le gouvernement aux partenaires sociaux.

Sur le fond, ce plan a suscité chez les députés du PS, en mieux, une « adhésion raisonnée », selon la formule de M. Bernard Schreiner (Yvelines). Sur la forme, la méthode employée par le gouvernement, qui consiste à envoyer des ministres présenter aux députés ce que ces derniers ont approuvé auparavant en lisant les journaux, a suscité, une nouvelle fois, la grêle des parlementaires socialistes.

Le contenu du plan tel que les députés peuvent, pour le moment, l'apprécier, a suscité de nouvelles interrogations chez des parlementaires socialistes, le plus souvent, la perspective des mutations industrielles.

Première interrogation : la systématisation, prévue par le plan, de mesures dérogatoires qui portent en germe, selon les députés socialistes, le risque d'instauration d'un certain « dualisme » économique et social, compte tenu des différences de traitement des problèmes qu'il introduit, selon les régions et les secteurs industriels. Les socialistes redoutent l'apparition de « bons et mauvais chômeurs », selon l'expression de

M. Michel Sapin (Indre), ou de « chômeurs plus chômeurs que d'autres », selon la formule employée par M. Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis), porte-parole du groupe.

M. André Billardon (Saône-et-Loire), responsable du groupe de travail sur la politique industrielle mis en place au sein du groupe socialiste (Le Monde du 2 février), estime que ces mesures dérogatoires « permettent de combler les handicaps, mais doivent s'arrêter au moment où elles deviennent des injustices ».

Les socialistes ont voulu rappeler aussi au gouvernement que, sur le terrain, ce sont les députés qui sont « en première ligne », et non pas les préfets ou les collectivités territoriales ou locales », comme l'a rappelé M. Neiertz. Le porte-parole du groupe a souligné que, pour cette raison, « les députés veulent être informés, au moment des prises de décision, et non pas après, ou par la presse, et associés à tous les stades du dispositif - quel qu'il soit - mis en place ».

Deuxième interrogation : la cohérence de ce plan avec l'ensemble de la politique économique du gouvernement. L'inscription du plan dans la politique de rigueur - « certain légitime », selon M. Sapin - conduit certains députés à renouveler des craintes déjà formulées au sein du PS sur la possibilité, notamment dans le budget 1985, de rendre compatibles entre elles toutes les

contraintes que s'est imposées le gouvernement, compte tenu de l'engagement pris par M. François Mitterrand d'une baisse de 1 point des prélèvements obligatoires.

Le caractère limité du plan gouvernemental a, d'autre part, surpris, voire choqué, certains députés socialistes, qui attendaient des mesures d'une autre ampleur. En privé, certains membres du groupe de travail chargé, parmi les députés, d'examiner cette question regrettent aussi que le IX^e Plan, dont la deuxième loi a été votée à l'automne, n'ait pas pris en compte de façon plus explicite des mutations dont l'impérieuse nécessité apparaît maintenant.

Dans son intervention, M. Bérégovoy a maintenu une attitude réservée à l'égard du financement - partiel et indirect - des mesures par l'UNEDIC. Pour sa part, M. Fabius a expliqué aux députés que ce plan n'est pas toute la politique industrielle du gouvernement, mais qu'il s'agit de mesures ponctuelles d'aide à des secteurs en difficulté.

C'est aussi ce que M. Pierre Mauroy a plaidé, dans la soirée, en recourant à l'hôtel Matignon les membres du groupe de travail socialiste, qui seraient, comme ils le souhaitent, qu'associés à la phase de négociations qui va s'ouvrir. Le premier ministre, qui devrait venir s'expliquer lui-même devant les députés socialistes, lorsque ce plan, actuellement « document de proposition », sera opérationnel, a donné un ordre de grandeur de 5 milliards de francs seulement pour l'incidence du financement du volet social du plan sur le budget 1984.

M. Mauroy a tenté de dissiper les inquiétudes des députés à propos des risques de « dualisme » en citant notamment l'expérience positive d'exportation partielle de charges déjà menée dans le textile. Le premier ministre a aussi fait l'idée qu'un dispositif tel que celui des congés de reconversion pourrait ne pas être limité à ce seul plan et aux seuls secteurs des charbonnages, de la sidérurgie et de la construction navale.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

La nomination d'un nouveau président va débloquer la situation à l'IDI

La nomination à la présidence de l'Institut de développement industriel (IDI) de M. Claude Mandil, son directeur général depuis le début de 1983, lève l'hypothèque qui pesait sur l'avenir de cet organisme.

Il semble que ce soit l'intervention de M. Mauroy, dont M. Mandil fut l'un des collaborateurs à Matignon, qui ait emporté la décision à l'Elysée.

Outre les noms de MM. Dalle, PDG de L'Oréal, et Lagrange, maître des requêtes au Conseil d'Etat, ceux de MM. Deconinck, PDG de Sommer-Albert, Nébou, directeur général de l'IDIA, et même Valbon, ancien président des Charbonnages de France, avaient circulé.

Il semble que la désignation de M. Mandil, « poulain » de M. Dominique de la Martinière, qui reste administrateur de l'IDI au terme de neuf ans de présence comme directeur général, puis PDG, recueille l'assentiment, non seulement du gouvernement (l'Etat détiendrait 49,95 % du capital), mais de l'équipe de l'IDI (treize-vingt chargés de mission), de ses autres actionnaires (essentiellement les banques) et du monde industriel.

Dans ces conditions, les négociations avec la Compagnie française de Suez et son PDG, M. Jean Peyrelevade, qui sont terminées, pourraient déboucher sur la création d'une filiale commune au capital de 400 millions de francs, avec la participation d'autres investisseurs institutionnels.

Il se trouve, on le sait, que Suez, dont les actifs industriels sont relativement légers, a des ambitions dans ce domaine. Doté de ressources financières appréciables, mais ne disposant pas d'une équipe de gestion et d'analyse dans le secteur des entreprises, cet établissement trouve tout avantage à se marier avec l'IDI, riche de son potentiel en hommes, mais privé d'apport en capital depuis 1980.

Dans l'immédiat, l'IDI, bénéficiaire de 20 millions de francs en exploitation, va afficher un déficit de 90 millions de francs en 1983 après avoir provisionné l'ensemble de ses pertes en puissance pour 1984 et pour 1985, avec, à l'actif, 200 millions à 250 millions de francs de plus-values réalisables : 190 millions de francs sur Salomon (fixations et chaussures de ski), 80 millions de francs sur Gaz et Eaux, dont M. de la Martinière reste président, et

30 millions de francs sur le champagne Veuve Clicquot. Il va revendre toutes les participations où il se trouve majoritaire, position peu confortable et en contradiction avec sa mission initiale, à savoir la prise d'une part minoritaire dans le capital d'entreprises moyennes en développement.

Ainsi, Minelli (distribution de chaussures) vient d'être cédé aux Chaussures André, et la Société d'éditions Robert Laffont, au quatrième rang français derrière Hachette, CEP-Larousse et les Presses de la Cité, dont la situation a été redressée après 20 millions de pertes en 1981, est couronnée par plusieurs candidats, dont RTL.

Pour les Constructions Mécaniques chalonaises, seul producteur français et principal fabricant mondial de pressoirs à vin horizontaux pour crus de qualité, dont l'activité est satisfaisante, un acquéreur est recherché.

En revanche, la société Equipements mécaniques spécialisés (pour le plastique et le caoutchouc), « boulet » de l'IDI, presque depuis sa fondation il y a treize ans, et auquel il a coûté plus de 300 millions de francs, elle est, actuellement, « vendue par appartements ».

Enfin, l'IDI négocie avec plusieurs constructeurs européens de matériels agricoles la cession de sa participation majoritaire (99,99 %) dans Braud, qui, après de nombreux déboires, a dû abandonner la fabrication de moissonneuses-batteuses, faute de dimension suffisante, pour devenir le premier fabricant mondial de machines à vendanger. Selon l'IDI, qui certains accusent de brader à l'étranger un atout bien français, l'industrie de la machine agricole en Europe, si elle ne veut pas être presque totalement sous la coupe d'intérêts étrangers, notamment anglo-saxons, riches de leur expérience dans le Middle-West, doit être communautaire.

Ainsi, pour Braud, dont Renault ne veut pas, l'hypothèse Fiat paraît la meilleure : le constructeur italien réalise déjà 4 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la machine agricole (Fiat Trattori et Laverda) et n'a pratiquement pas de références dans la machine à vendanger, que son réseau international pourrait diffuser, notamment dans les pays du pourtour méditerranéen.

F. R.

Boussac-Saint Frères a besoin de 180 millions de francs avant la fin de février

Un nouveau conseil d'administration - extraordinaire celui-là - de la Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF) est convoqué pour le 21 février. Les administrateurs, qui étaient réunis le 7 février, n'ont pas pu prendre de décisions quant à l'avenir industriel de la compagnie, les pouvoirs publics n'ayant toujours pas avalisé le plan présenté par la direction et, donc, ne s'étant toujours pas engagés sur l'effort financier qu'ils seront décidés à faire. Au total, c'est plus de 1 milliard de francs en trois ans dont aura besoin l'entreprise, du moins si le projet de restructuration défendu par la direction est retenu par le gouvernement. La première échéance est de 180 millions de francs à la fin du mois.

Il paraît exclu que les pouvoirs publics refusent d'avancer cette somme. Reste à savoir le montant des capitaux qu'ils s'engageront à verser au-delà de cette date. Une première réunion interministérielle s'est tenue le 6 février sans qu'ait été arrêtée la politique à suivre dans « l'affaire » Boussac.

De plus, les accords passés en juillet dernier par la direction de la compagnie et MM. Willot sont pratiquement devenus caducs. Alors que la CBSF prévoyait de pouvoir sortir prochainement de la location-gérance (son statut juridique actuel), MM. Willot ont fait récemment appel contre un jugement autorisant la confusion des patrimoines de la CBSF et de la Société foncière et financière Agache Willot (SFFAW), ce qui bloque toute proposition de rachat d'un concordat (Le Monde du 31 janvier). De nouvelles offres devront être faites pour le rachat des titres de la SFFAW que détiennent MM. Willot (42 %).

A. T.

LA MARINE NATIONALE CHOISIT LA HIFI FRANÇAISE D'AUDIO-ANALYSE

Le fabricant français de matériels hifi, Audio-Analyse, va équiper quatre navires de la Marine nationale (essentiellement les porte-avions et les porte-hélicoptères) avec ses chaînes haute fidélité. Le contrat porte sur 150 000 F, et représente 2 % du chiffre d'affaires de cette jeune entreprise de Trouy, dans le Cher, née sur le pari lancé en 1976 par trois jeunes gens : fabriquer du matériel entièrement français.

Pour se développer, Audio-Analyse avait reçu un prêt de l'Etat de 2,5 millions de francs, versables par tranches jusqu'en 1983, à condition d'accroître ses ventes de 50 % à 100 % l'an et d'embaucher du personnel. Engagement tenu : en 1983, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 7 millions de francs (+ 75 %). Une promesse, si l'on songe que le marché de la hifi a été en baisse (- 12 % à - 15 %).

Pour tenir son pari, Audio-Analyse, spécialisée dans le matériel haut de gamme « esotérique », a dû aborder le marché grand public et aussi lancer un lecteur de disque à laser - compact disc - de la seconde génération. Mais, cette fois, c'est un fabricant japonais, Kyocera, qui lui fournit ce matériel. - A. D.

● L'agence de publicité américaine Nozell and Jacobs ouvre un bureau européen à Paris. - Avec un chiffre d'affaires de 625 millions de dollars, l'agence de publicité américaine Nozell and Jacobs se situe au dix-huitième rang des agences américaines. Elle n'était jusqu'ici installée qu'en Grande-Bretagne. En ouvrant un bureau international européen à Paris, elle envisage de s'implanter sur les marchés français, belge, allemand et italien. Le bureau de Paris sera dirigé par M. Florian Chollet, vice-président international, qui a été directeur général adjoint d'UNIVAS (réseau international d'EUROCOM, filiale de l'agence Havas) jusqu'en novembre 1983. Il y a un peu plus d'un an, Havas, qui cherche, on le sait, à s'implanter aux Etats-Unis, avait été en conversation à ce sujet avec Nozell and Jacobs.

J.-M. Q.

Les ventes de ciment ont baissé en France de 7,3 % en 1983

Les ventes de ciment en France, en 1983, ont baissé de 7,3 % par rapport à 1982, où l'on avait déjà enregistré un recul de 8,7 % par rapport à 1981. Le tonnage commercialisé retrouve ainsi, avec 22,8 millions de tonnes, le niveau qui était le sien en 1965.

Les exportations, de leur côté, ne compensent plus les pertes du marché intérieur, avec un fléchissement de 3,6 % sur 1982 : avec 2 950 000 tonnes, elles représentent 11,5 % de l'ensemble des livraisons.

Le total des ventes (ciment et clinker, en France et à l'étranger) se monte ainsi à 25 746 000 tonnes, contre 27 665 000 tonnes en 1982, soit une baisse globale de 6,9 %.

Pour 1984, le Syndicat national des fabricants de ciments et chaux s'attend à une nouvelle dégradation des ventes intérieures, de l'ordre de 6 % à 7 %, et l'ensemble des entreprises envisage que sa production reste durablement à un niveau très bas, avec un excédent de capacité de cuisson d'environ 30 %.

Le Monde LES JOURNÉES DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

du Mardi 6 au Vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès

Thèmes des Conférences-Débats Animés par la Rédaction du MONDE.

Mardi 6 MARS
Philippe LABARDE
Chef du Service Economique

Recrutement et restructuration des entreprises.
Au moment où de nombreuses entreprises doivent se restructurer et définir leur stratégie du futur, qui recrutent-elles ? Et comment ?

Créer une entreprise, une passion d'avenir.
● Lancement du concours "Passport pour la Création d'Entreprises" s'adressant aux Grandes Ecoles de l'île de France.

Pourquoi et comment les Jeunes Diplômés peuvent créer une Entreprise ?
Le bon choix pour une carrière.

A la fin de ses études, le diplômé doit choisir et orienter sa carrière. Selon quels critères ?

COLLOQUE HEC - LE MONDE :
L'internationalisation des carrières.
Consolider les positions à l'étranger ou conquérir des marchés extérieurs est l'objectif de toute entreprise dynamique. Pour un jeune diplômé attiré par une carrière "internationale", quelle entreprise doit-il choisir - de quelle taille ?

Les nouveaux moyens de communications informatiques.

La bataille de la communication est engagée. Les réseaux électroniques deviennent l'élément moteur des échanges mondiaux de l'information. Face à l'offensive des grandes firmes américaines et japonaises, comment les entreprises françaises peuvent-elles résister, réagir et remporter des succès ? Et avec quels hommes ?

-ENTRÉE LIBRE-

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

recrute presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél : 246.72.23

SOCIAL

LA «RELANCE» DE L'UNITÉ D'ACTION

Lever de rideau manqué dans la métallurgie

Tout en haussant le ton contre le gouvernement lors de ses dernières interventions, M. Henri Krasucki n'a pas manqué une occasion — le 6 février notamment — d'appeler à l'unité d'action « la plus grande », évitant soigneusement de polémiquer avec la CGDT. De son côté, fidèle à l'orientation adoptée au congrès confédéral de Metz en mai 1982, M. Edmond Maire prônait une unité d'action sur des objectifs « précis » résumant tout du privilège avec la CGT. Mais discourir sur la nécessité de l'unité est autre chose que la réaliser sur le terrain.

Le conflit Talbot avait sévèrement opposé les fédérations CGT et CGDT de la métallurgie. Face aux restructurations, l'une et l'autre développent des logiques antagonistes. La CGT niant, tout surfeut. A la suite d'un appel adressé par la CGDT, le 31 janvier, à toutes les fédérations de la métallurgie, les deux organisations se sont retrouvées face à face le 7 février. Un face-à-face qui a vite tourné au dialogue de sourds. « Nous avons conclu », a expliqué M. Granger à la presse, sur un accord consistant à dire que nous ne pouvons

pas être d'accord. » Dans un communiqué, la fédération cégétiste affirme qu'« elle s'est heurtée à une succession de préalables qui ne visaient en fait qu'à masquer un refus d'agir en commun ».

Chacun organisera donc une action séparée : la métallurgie CGT proposera une journée nationale — avec des arrêtés de travail de deux heures minimum le 15 février — la CGDT prévoit une journée à la fin mars dans les secteurs touchés par les restructurations, avec la participation de syndicalistes allemands, belges, hollandais, axée sur la revendication des trente-cinq heures. La fédération cégétiste, qui va poursuivre les contacts avec FO, la CFTC et la CGC, accuse la CGT d'investir les priorités en maintenant en avant le pouvoir d'achat et non l'emploi, « d'évacuer » les problèmes de compétitivité. M. Granger se demandant même si cégétistes et communistes n'ont pas « la volonté d'aider certains ministres à l'intérieur du gouvernement pour faire que le changement soit le bon ». La relance unitaire à peine esquissée, a déjà du plomb dans l'aile.

M. N.

Le chômage en Europe a augmenté de 6,5 % en 1983

Les neuf pays de la Communauté européenne (moins la Grèce) comptaient 12,4 millions de chômeurs en décembre 1983, au lieu de 11,68 millions un an auparavant, indiquent les statistiques de la CEE. En un an, l'augmentation du chômage a été de 6,5 % (le taux de chômage s'élevait à 11,1 % de la population active).

En 1983, le chômage s'est développé plus rapidement pour les femmes (+7,3 %) que pour les hommes (+6,6 %). D'une année sur l'autre, en décembre, le chômage a augmenté de 15,7 % en Irlande, de 15,4 % au Luxembourg, de 11,9 % aux Pays-Bas, de 9,6 % en Italie, de 5,7 % en Allemagne fédérale, de

4,5 % en France, en Belgique et en Grande-Bretagne et de 4,3 % au Danemark.

Le taux de chômage est le plus élevé en Irlande avec 16,4 %, suivi des Pays-Bas avec 15,8 %, de la Belgique avec 14,8 %, de l'Italie avec 12,6 %, de la Grande-Bretagne avec 11,9 % et du Danemark avec 10,1 %.

Viennent ensuite la France, avec 9,8 %, l'Allemagne fédérale avec 8,7 % et le Luxembourg avec 1,8 %.

La Grèce, qui ne calcule pas de la même façon, annonce 87.500 chômeurs, en augmentation de 6,1 % par rapport à décembre 1982, et un taux de 2,4 %.

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

● La Conférence mondiale de l'énergie aura lieu en France en 1986. — Le troisième congrès de la Conférence mondiale de l'énergie se tiendra en 1986 en France. La dernière conférence s'est tenue en septembre 1983 à Delhi (Inde). M. Marcel Boiteux, président d'EDF, a été nommé président du comité d'organisation de la prochaine conférence.

Social

● Rencontre entre FO et le CNPF. — Le deuxième entretien de la série des conversations engagées entre le patronat et les syndicats, ouvertes par la CFDT, le 31 janvier, a eu lieu le 7 février entre une délégation de FO, conduite par M. André Bergeron et une délégation du CNPF, conduite par M. Yvon Gattaz. A sa sortie, le secrétaire général de FO a souligné « son attachement à la politique contractuelle », et indiqué qu'il avait demandé au CNPF de faire « preuve de moins de rigueur en matière de négociation salariale et de durée du travail ».

● Inculpation de deux sidérurgistes de la Chiers. — Deux des trois manifestants de l'usine sidérurgique de la Chiers, à Vieux-Molhain (Ardennes), interpellés à la suite d'une manifestation, le 7 février, ont été inculpés de divers délits et laissés en liberté en attendant leur procès, qui aura lieu le 14 mars prochain à Charleville-Mézières.

Des barrages avaient été établis à la sortie de la ville pour réclamer la mise en place d'un centre de formation destiné au reclassement des six cents salariés travaillant encore dans l'usine qui doit cesser ses activités le 31 mars. Le centre de formation avait été promis, il y a un an, par M. Pierre Mauroy, et l'intersyndicale de la Chiers (CFDT, FO, CGT) multiplie les manifestations depuis le 1^{er} février.

● Journées régionales d'action CGT à Marseille. — Plus de dix mille personnes (treize mille selon les organisateurs) ont défilé le 7 février sur la Canebière à l'appel du comité régional CGT sur le thème « Pour que vive la région ». Tous les secteurs de la vie économique régionale étaient représentés : fonction publique, chimie, métallurgie, construction navale et mine.

Transports

● United Airlines : résultats améliorés en 1983. — La compagnie américaine United Airlines, qui réalise le plus gros trafic aérien du monde occidental, a fait l'an passé un bénéfice net de 142 millions de dollars (1.200 millions de francs) pour un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 6 milliards de dollars (environ 51 milliards de francs). En 1982, United Airlines avait enregistré un résultat net déficitaire de 10,7 millions de dollars (environ 90 millions de francs).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ bon + haut	Rep. + en dép.	+ Rep. + en dép.	+ Rep. + en dép.	+ Rep. + en dép.	+ Rep. + en dép.	+ Rep. + en dép.	
\$ E.-L.	8,4425	8,4450	+ 165	+ 200	+ 350	+ 400	+ 1010	+ 1130
\$ can.	6,7745	6,7760	+ 110	+ 165	+ 260	+ 338	+ 800	+ 925
Yen (100)	3,6120	3,6150	+ 160	+ 150	+ 345	+ 385	+ 1045	+ 1120
DM	3,6710	3,6725	+ 150	+ 175	+ 330	+ 360	+ 940	+ 1065
FR (100)	2,7200	2,7210	+ 130	+ 150	+ 280	+ 310	+ 830	+ 885
F.B. (100)	14,9975	15,0020	+ 150	+ 150	+ 10	+ 240	+ 80	+ 680
ES	3,7880	3,7910	+ 275	+ 300	+ 580	+ 620	+ 1630	+ 1710
L (100)	4,9910	4,9940	+ 240	+ 220	+ 480	+ 415	+ 1290	+ 1170
L (100)	11,9500	11,9600	+ 280	+ 335	+ 580	+ 675	+ 1695	+ 1895

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	7/8	9/16	5/16	5/8	10	9/16	10	3/16
SE-UL	9	5	9	5	9	5	9	5	9
DM	5	1/2	5	1/2	5	1/2	5	1/2	5
FR (100)	5	3/8	5	3/8	5	3/8	5	3/8	5
ES	9	10	10	1/2	11	1/2	11	1/2	12
L (100)	16	7/8	16	3/8	17	3/4	17	7/8	18
L (100)	16	17	16	3/8	17	3/4	17	7/8	18
FR (100)	13	1/4	13	3/4	14	1/4	14	1/2	15

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

EN ASSOCIATION AVEC UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Rhône-Poulenc fait son entrée dans le secteur des semences végétales

Rhône-Poulenc s'introduit dans le secteur des semences. Rhône-Poulenc Agrochimie, filiale à 100 % du groupe, va créer une filiale commune, à égalité avec Seedtec International, société de recherche américaine spécialisée dans le tournesol, et elle-même filiale du groupe hollais Kay Corp. (613 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1982).

Dans un premier temps, la nouvelle société utilisera les deux centres de sélection de Seedtec aux États-Unis, à Woodland, en Californie, et à Fargo, dans le Dakota du Nord. Elle s'implantera ensuite en Europe. Rhône-Poulenc compte en effet créer, d'ici un an, un centre de recherche dans le sud de la France, et peut-être ensuite d'autres centres dans d'autres pays. Le développement des nouvelles variétés sera assuré par chacun des deux partenaires sur son propre marché.

Ainsi, après plusieurs années d'hésitations le groupe chimique français, présent dans l'agriculture à divers titres, franchit le pas que d'autres sociétés pétrochimiques et pharmaceutiques américaines,

suisse ou britanniques ont fait il y a plusieurs années en s'intéressant au secteur des semences végétales. En France, seule, jusqu'alors, ELF-Aquitaine et Lafarge-Coppée ont pénétré ce marché. Rhône-Poulenc était déjà présent dans la distribution de semences en Italie, où il vendait les produits de la société française Limagrain, et au Portugal.

A plus longue échéance, c'est la pénétration dans le domaine du génie génétique et des biotechnologies qui est visée. En investissant dans une firme de sélection américaine, Rhône-Poulenc paie, en quelque sorte, le ticket d'entrée dans un secteur où il est nécessaire d'acquiescer le savoir-faire des sélectionneurs classiques et d'avoir accès également aux collections de gènes, avant de penser aux retombées industrielles des recherches de pointe. En ce sens, sa démarche n'est pas différente de celles des autres grands groupes.

Rhône-Poulenc a choisi de faire son entrée dans ce secteur des semences par le tournesol, parce que c'est une culture en expansion dans

toute l'Europe et surtout en France, où l'on en a passé de 70 000 hectares en 1979 à 450 000 hectares en 1983, et parce que c'est, dans les différentes variétés de semences, l'une de celles qui permet de dégager le plus de marge, du fait de l'hybridation (les hybrides sont des semences plus productives mais dont l'acheteur est obligé de racheter chaque année par les agriculteurs car elles ne se reproduisent pas) (1). Rhône-Poulenc devra s'intéresser ensuite, dit-on, au maïs et au sorgho.

L'association avec une société américaine s'explique par le fait que les entreprises disposant d'un important matériel génétique dans ce domaine sont peu nombreuses. Seedtec étant l'une des premières avec Seedco, Red River Valley et Cargill, qui détiennent 50 % du marché du tournesol aux États-Unis et a pris, en 1973, le contrôle de la société française Lesourges (aujourd'hui Gavador-Cargill), dont la recher-

che sur le tournesol était une spécialité.

Pour Rhône-Poulenc, le détournement des États-Unis n'était pas obligatoire, mais il semble qu'il n'y ait pas eu d'opportunité à saisir, ni même, plus simplement, d'accord possible avec des entreprises françaises. Au total, l'entrée du groupe Rhône-Poulenc dans le secteur des semences est une étape importante, puisqu'elle peut déboucher, au hasard des retombées technologiques des bio-industries, sur une reorientation des activités du groupe dans les années à venir.

J. G.

(1) Les premières variétés hybrides ont été commercialisées en 1972. En 1977, elles remplaçaient les variétés traditionnelles. En cinq ans, de 1975 à 1979, les surfaces consacrées au tournesol ont été multipliées par six aux États-Unis, passant de 400 000 hectares à 2,4 millions d'hectares.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

L'assemblée générale ordinaire de SODEXHO se réunira le 24 février 1984 à 10 h 45 à l'hôtel Méricourt, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

Le rapport annuel, qui sera soumis à l'approbation des actionnaires, peut être obtenu en écrivant au secrétaire général, 3, avenue Newton, 78390 Boissy d'Arcy.

SIMCO

Le montant des loyers dus par la société au cours du quatrième trimestre de l'année 1983 s'élève à 39 579 695 F contre 37 172 207 F pour le quatrième trimestre 1982.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

GRANDS MOULINS DE PARIS

	CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES (en millions de francs)	
	Moulinerie	Aliments du bétail
1 ^{er} trimestre 1983	531.891	81.008
2 ^e trimestre 1983	471.254	84.875
3 ^e trimestre 1983	404.921	78.223
4 ^e trimestre 1983	446.456	90.577
TOTAL	1.854.522	334.683
1 ^{er} trimestre 1982	534.206	68.472
2 ^e trimestre 1982	539.506	72.152
3 ^e trimestre 1982	461.141	73.342
4 ^e trimestre 1982	526.116	76.688
TOTAL	2.060.969	290.654

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 12,50 % février 1980

Les intérêts courus du 25 février 1983 au 24 février 1984 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 12,50 % février 1980 seront payables, à partir du 25 février 1984, à raison de 562,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 74 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,25 F, faisant ressortir un net de 462,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 14,80 % février 1981

Les intérêts courus du 15 février 1983 au 15 février 1984 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 14,80 % février 1981 seront payables, à partir du 16 février 1984, à raison de 666 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 74 F (montant global : 740 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 110,95 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,21 F, faisant ressortir un net de 547,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 25 février 1983 au 25 février 1984 sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 9,80 % 1979 seront payables, à partir du 26 février 1984, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 19,60 F (montant global : 196 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 29,38 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,96 F, faisant ressortir un net de 145,06 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 13 493 obligations comprises dans les séries de numéros 567 525 à 569 232 et 569 236 à 581 020 sorties au tirage du 28 décembre 1983 cessent de porter intérêt et seront remboursables, à 2 000 F, coupon n° 6 au 26 février 1985 attaché.

Ces obligations sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

— Amortissement 1982 : 450 756 à 461 947

— 089 800 à 102 088

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - Obligations à taux variable août 1982

Les intérêts courus du 17 février 1983 au 16 février 1984 sur les obligations SAPAR à taux variable août 1982, seront payables, à partir du 17 février 1984, à raison de 648,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 72,10 F (montant global : 721 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 108,10 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,21 F, faisant ressortir un net de 533,39 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs ou Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à Paris, 18 bis, rue de Bercy, à la Caisse Nationale ainsi qu'aux caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques de France, Banque Populaire de France, Caisse du Nord, Banque Vernet et Commerciale de Paris.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Il est porté à la connaissance des entreprises de construction qu'il est lancé un appel d'offres international en vue de l'adjudication de travaux visant aux travaux de réalisation du projet de la croix des Bossalles.

Ce complexe d'environ 30 000 m² de surface utile sera érigé à l'intérieur de la zone limitée au nord par la rue 11 nord-ouest, au sud par la rue Macajou, à l'est par les rues du Quai et Stanislas-Vincent et à l'ouest par le boulevard La Saline.

A.) CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le projet étant partiellement financé par les fonds spéciaux administrés par l'association internationale de développement (IDA - Banque mondiale), seules les entreprises remplissant les conditions d'éligibilité relatives à ces fonds seront acceptées.

B.) LISTE DES PAYS ÉLIGIBLES

Les pays éligibles à cet appel d'offres sont les suivants :

GROUPE I	
Danemark, France, Luxembourg, Norvège.	
GROUPE II	
Albanie	Espagne
Argentine	Émirats Arabes Unis
Australie	Ghana
Autriche	Grèce
Banladesh	Guatemala
Bélarus	Haiti
Birmanie	Honduras
Bolivie	Inde
Burkina Faso	Indonésie
Burundi	Iran
Cameroon	Irak
Chili	Irlande
Colombie	Islande
Costa Rica	Israël
Cuba	Jordanie
Égypte	Liban
Éthiopie	Libye
	Malaisie
	Mexique
	Nicaragua
	Pakistan
	Panama
	Paraguay
	Pérou
	Philippines
	Salvador
	Soudan
	Thaïlande
	Tunisie
	Turquie
	Uruguay
	Venezuela
	Vietnam
	Yugoslavie

C.) DÉCOUPAGE EN LOTS

L'ensemble du projet est découpé en 13 (treize) lots, dont 8 (huit) lots de construction et 5 (cinq) lots de fourniture. Chacun de ces lots fera l'objet d'un contrat.

Néanmoins un soumissionnaire a la possibilité de présenter des offres pour 1 (un) ou plusieurs ou l'ensemble des lots.

Le découpage est réparti de la manière suivante :

I. — LOTS DE CONSTRUCTION	
N° du lot	Désignation
01	Terrassements généraux
02	Infrastructures V.R.D.
03	Réservoir/dortoir
04	Administration/modules sanitaires/guides
05	Marché de gros
06	Marché St-Joseph
07	Marché des ramparts
08	Marché Macajou

II. — LOT DE FOURNITURE

N° du lot	Désignation
09	Charpente/bardage
10	Plomberie
11	Électricité
12	Portes
13	Grillages des bâtiments et grillage des clôtures

D.) DOCUMENTS

Le dossier de préqualification et le dossier d'appel d'offres pourront être obtenus à partir du 15 février 1984 contre un chèque certifié de trois cents (300) dollars à l'ordre du département des travaux publics transports et communications, à l'adresse suivante :

Ministère des travaux publics, transports et communications — service de génie urbain
49, avenue John-Brown (3^e étage)
Port-au-Prince (Haïti)
Tél. : 2 5963 — 2 5513

E.) DATE DE REMISE DES DOCUMENTS

Les dossiers de préqualification ainsi que les offres dûment remplies seront reçus à la même adresse le 16 avril 1984, à midi, heure locale. Seules les offres des entreprises préqualifiées et présentant un dossier complet seront analysées par le comité formé à cet effet.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 février

Légère baisse

Après avoir chuté de 2,2 % la veille, à l'instar du mouvement de retraite observé lundi sur l'ensemble des places mondiales, la cote de la Bourse de Paris a subi une baisse de 1,1 %, venant à 1 180,48. Mais le bilan de la journée est demeuré négatif. Sur 2 003 valeurs traitées, 688 seulement ont monté, alors que 932 ont encore baissé, 383 restant sur leur cote précédente. Une très forte activité a continué de régner et, pour la onzième séance consécutive, plus de 100 millions de titres ont changé de main (107,6 millions, contre 109 millions la veille).

Toutefois, une amorce de redressement était constatée en cours de séance, confortant l'amélioration intervenue dans la matinée sur les principales bourses européennes, à commencer par la London Stock Exchange.

A Paris, le net recul initial (-1,1 %) a progressivement fait place à un effacement et à l'approche du seuil de cloche final, cet indice n'accusait plus qu'un repli infime de 1 %, signe que des poches de résistance avaient réussi à contenir un courant vendeur de plus en plus vigoureux.

Exception faite de chantier Franco-Dunkerque dont les cours de cours (-30 % mardi, après deux séances où le titre n'a pu être coté) sont simplement du ressort de l'anecdote pour un titre qui va à peine plus de 10 %, les autres baisses apparaissent modérées. Citons toutefois Dunkerque, Matheux Phénix, Locofrancis, Magenta et DMG avec des écarts limités de 3 à 5 %.

Bonne tenue d'Alstom-Atlantique (+5 %), tandis que Esso, Schneider, CRDF, Crouzet-Louis, Dausser gagnent 3 à 4 %.

Sur le marché de l'or, le métal fin est ramené de 300,40 francs à 370,50 dollars l'once. Le dollar a gagné 150 F à 103,60 F, mais le napoléon n'a pas varié, à 635 F.

Dollar-titre : 11,35 F environ.

Par ailleurs, on apprend que la société Sofget, filiale de Coteau-A, a acquis les participations détenues par M. Jacques Anselme dans diverses sociétés non cotées, ce qui lui permet, par participation croisée, de détenir 21,7 % de l'entreprise. Sofget acquiesce à l'ajout d'une participation directement acquise auprès de M. Anselme au prix de 250 F coté le 7 février sur la bourse de Marseille, conforment à Coteau-A, un intérêt net de 50,02 % dans Sofget.

NEW-YORK

Amélioration

Tombé vingt-quatre heures auparavant à son plus bas niveau depuis six mois, le Dow Jones a subi une amélioration de 1,1 %, venant à 2 818,12. Mais le bilan de la journée est demeuré négatif. Sur 2 003 valeurs traitées, 688 seulement ont monté, alors que 932 ont encore baissé, 383 restant sur leur cote précédente. Une très forte activité a continué de régner et, pour la onzième séance consécutive, plus de 100 millions de titres ont changé de main (107,6 millions, contre 109 millions la veille).

L'annonce par General Motors d'un bénéfice record en 1983, qui a été accueilli de 287 %, a favorisé le mouvement de reprise auquel a également contribué le raffermissement d'IBM, en liaison avec le lancement par la firme d'une nouvelle imprimante ultra-rapide.

Mais le redressement a surtout revêtu un caractère technique, et des vendeurs ont découvert que sont rachetés. « Le marché est surchauffé », disent les professionnels autour du Big Board, ajoutant cependant qu'en raison du climat toujours mauvais, on ne peut pas s'attendre à une hausse durable. Ils ont donc mis en œuvre un certain nombre de rattrapages. Les investisseurs ont pris connaissance des déclarations faites à ce sujet par le président du Fed et cherché à en apprécier la portée.

VALEURS	Cours du 8 fév.	Cours du 7 fév.
Alcoa	38 1/2	38 1/2
A.T.T.	94 7/8	94 7/8
Boeing	42 1/4	42 1/4
Chemical Bank	47 1/2	47 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
IBM	250	250
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Pharmacia	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Union Carbide	38 1/2	38 1/2
Wendover	38 1/2	38 1/2
Wendover	38 1/2	38 1/2

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	25 80	1 066
5 %	40 40	0 058
5 % amort. 84-84	71	1 566
Emp. 7 % 1977	9420	1 066
Emp. 8 % 1977	116	6 276
Emp. 8 % 1978	90 15	5 050
Emp. 8 % 1979	91 65	1 396
Emp. 8 % 1980	92 45	4 638
Emp. 8 % 1981	100 95	9 051
Emp. 8 % 1982	102 35	4 356
Emp. 8 % 1983	102 35	4 356
Emp. 8 % 1984	102 35	4 356
Emp. 8 % 1985	102 35	4 356
Emp. 8 % 1986	102 35	4 356
Emp. 8 % 1987	102 35	4 356
Emp. 8 % 1988	102 35	4 356
Emp. 8 % 1989	102 35	4 356
Emp. 8 % 1990	102 35	4 356
Emp. 8 % 1991	102 35	4 356
Emp. 8 % 1992	102 35	4 356
Emp. 8 % 1993	102 35	4 356
Emp. 8 % 1994	102 35	4 356
Emp. 8 % 1995	102 35	4 356
Emp. 8 % 1996	102 35	4 356
Emp. 8 % 1997	102 35	4 356
Emp. 8 % 1998	102 35	4 356
Emp. 8 % 1999	102 35	4 356
Emp. 8 % 2000	102 35	4 356
Emp. 8 % 2001	102 35	4 356
Emp. 8 % 2002	102 35	4 356
Emp. 8 % 2003	102 35	4 356
Emp. 8 % 2004	102 35	4 356
Emp. 8 % 2005	102 35	4 356
Emp. 8 % 2006	102 35	4 356
Emp. 8 % 2007	102 35	4 356
Emp. 8 % 2008	102 35	4 356
Emp. 8 % 2009	102 35	4 356
Emp. 8 % 2010	102 35	4 356
Emp. 8 % 2011	102 35	4 356
Emp. 8 % 2012	102 35	4 356
Emp. 8 % 2013	102 35	4 356
Emp. 8 % 2014	102 35	4 356
Emp. 8 % 2015	102 35	4 356
Emp. 8 % 2016	102 35	4 356
Emp. 8 % 2017	102 35	4 356
Emp. 8 % 2018	102 35	4 356
Emp. 8 % 2019	102 35	4 356
Emp. 8 % 2020	102 35	4 356
Emp. 8 % 2021	102 35	4 356
Emp. 8 % 2022	102 35	4 356
Emp. 8 % 2023	102 35	4 356
Emp. 8 % 2024	102 35	4 356
Emp. 8 % 2025	102 35	4 356
Emp. 8 % 2026	102 35	4 356
Emp. 8 % 2027	102 35	4 356
Emp. 8 % 2028	102 35	4 356
Emp. 8 % 2029	102 35	4 356
Emp. 8 % 2030	102 35	4 356

7 FEVRIER

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	25 80	1 066
5 %	40 40	0 058
5 % amort. 84-84	71	1 566
Emp. 7 % 1977	9420	1 066
Emp. 8 % 1977	116	6 276
Emp. 8 % 1978	90 15	5 050
Emp. 8 % 1979	91 65	1 396
Emp. 8 % 1980	92 45	4 638
Emp. 8 % 1981	100 95	9 051
Emp. 8 % 1982	102 35	4 356
Emp. 8 % 1983	102 35	4 356
Emp. 8 % 1984	102 35	4 356
Emp. 8 % 1985	102 35	4 356
Emp. 8 % 1986	102 35	4 356
Emp. 8 % 1987	102 35	4 356
Emp. 8 % 1988	102 35	4 356
Emp. 8 % 1989	102 35	4 356
Emp. 8 % 1990	102 35	4 356
Emp. 8 % 1991	102 35	4 356
Emp. 8 % 1992	102 35	4 356
Emp. 8 % 1993	102 35	4 356
Emp. 8 % 1994	102 35	4 356
Emp. 8 % 1995	102 35	4 356
Emp. 8 % 1996	102 35	4 356
Emp. 8 % 1997	102 35	4 356
Emp. 8 % 1998	102 35	4 356
Emp. 8 % 1999	102 35	4 356
Emp. 8 % 2000	102 35	4 356
Emp. 8 % 2001	102 35	4 356
Emp. 8 % 2002	102 35	4 356
Emp. 8 % 2003	102 35	4 356
Emp. 8 % 2004	102 35	4 356
Emp. 8 % 2005	102 35	4 356
Emp. 8 % 2006	102 35	4 356
Emp. 8 % 2007	102 35	4 356
Emp. 8 % 2008	102 35	4 356
Emp. 8 % 2009	102 35	4 356
Emp. 8 % 2010	102 35	4 356
Emp. 8 % 2011	102 35	4 356
Emp. 8 % 2012	102 35	4 356
Emp. 8 % 2013	102 35	4 356
Emp. 8 % 2014	102 35	4 356
Emp. 8 % 2015	102 35	4 356
Emp. 8 % 2016	102 35	4 356
Emp. 8 % 2017	102 35	4 356
Emp. 8 % 2018	102 35	4 356
Emp. 8 % 2019	102 35	4 356
Emp. 8 % 2020	102 35	4 356
Emp. 8 % 2021	102 35	4 356
Emp. 8 % 2022	102 35	4 356
Emp. 8 % 2023	102 35	4 356
Emp. 8 % 2024	102 35	4 356
Emp. 8 % 2025	102 35	4 356
Emp. 8 % 2026	102 35	4 356
Emp. 8 % 2027	102 35	4 356
Emp. 8 % 2028	102 35	4 356
Emp. 8 % 2029	102 35	4 356
Emp. 8 % 2030	102 35	4 356

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	25 80	1 066
5 %	40 40	0 058
5 % amort. 84-84	71	1 566
Emp. 7 % 1977	9420	1 066
Emp. 8 % 1977	116	6 276
Emp. 8 % 1978	90 15	5 050
Emp. 8 % 1979	91 65	1 396
Emp. 8 % 1980	92 45	4 638
Emp. 8 % 1981	100 95	9 051
Emp. 8 % 1982	102 35	4 356
Emp. 8 % 1983	102 35	4 356
Emp. 8 % 1984	102 35	4 356
Emp. 8 % 1985	102 35	4 356
Emp. 8 % 1986	102 35	4 356
Emp. 8 % 1987	102 35	4 356
Emp. 8 % 1988	102 35	4 356
Emp. 8 % 1989	102 35	4 356
Emp. 8 % 1990	102 35	4 356
Emp. 8 % 1991	102 35	4 356
Emp. 8 % 1992	102 35	4 356
Emp. 8 % 1993	102 35	4 356
Emp. 8 % 1994	102 35	4 356
Emp. 8 % 1995	102 35	4 356
Emp. 8 % 1996	102 35	4 356
Emp. 8 % 1997	102 35	4 356
Emp. 8 % 1998	102 35	4 356
Emp. 8 % 1999	102 35	4 356
Emp. 8 % 2000	102 35	4 356
Emp. 8 % 2001	102 35	4 356
Emp. 8 % 2002	102 35	4 356
Emp. 8 % 2003	102 35	4 356
Emp. 8 % 2004	102 35	4 356
Emp. 8 % 2005	102 35	4 356
Emp. 8 % 2006	102 35	4 356
Emp. 8 % 2007	102 35	4 356
Emp. 8 % 2008	102 35	4 356
Emp. 8 % 2009	102 35	4 356
Emp. 8 % 2010	102 35	4 356
Emp. 8 % 2011	102 35	4 356
Emp. 8 % 2012	102 35	4 356
Emp. 8 % 2013	102 35	4 356
Emp. 8 % 2014	102 35	4 356
Emp. 8 % 2015	102 35	4 356
Emp. 8 % 2016	102 35	4 356
Emp. 8 % 2017	102 35	4 356
Emp. 8 % 2018	102 35	4 356
Emp. 8 % 2019	102 35	4 356
Emp. 8 % 2020	102 35	4 356
Emp. 8 % 2021	102 35	4 356
Emp. 8 % 2022	102 35	4 356
Emp. 8 % 2023	102 35	4 356
Emp. 8 % 2024	102 35	4 356
Emp. 8 % 2025	102 35	4 356
Emp. 8 % 2026	102 35	4 356
Emp. 8 % 2027	102 35	4 356
Emp. 8 % 2028	102 35	4 356
Emp. 8 % 2029	102 35	4 356
Emp. 8 % 2030	102 35	4 356

Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	25 80	1 066
5 %	40 40	0 058
5 % amort. 84-84	71	1 566
Emp. 7 % 1977	9420	1 066
Emp. 8 % 1977	116	6 276
Emp. 8 % 1978	90 15	5 050
Emp. 8 % 1979	91 65	1 396
Emp. 8 % 1980	92 45	4 638
Emp. 8 % 1981	100 95	9 051
Emp. 8 % 1982	102 35	4 356
Emp. 8 % 1983	102 35	4 356
Emp. 8 % 1984	102 35	4 356
Emp. 8 % 1985	102 35	4 356
Emp. 8 % 1986	102 35	4 356
Emp. 8 % 1987	102 35	4 356
Emp. 8 % 1988	102 35	4 356
Emp. 8 % 1989	102 35	4 356
Emp. 8 % 1990	102 35	4 356
Emp. 8 % 1991	102 35	4 356
Emp. 8 % 1992	102 35	4 356
Emp. 8 % 1993	102 35	4 356
Emp. 8 % 1994	102 35	4 356
Emp. 8 % 1995	102 35	4 356
Emp. 8 % 1996	102 35	4 356
Emp. 8 % 1997	102 35	4 356
Emp. 8 % 1998	102 35	4 356
Emp. 8 % 1999	102 35	4 356
Emp. 8 % 2000	102 35	4 356
Emp. 8 % 2001	102 35	4 356
Emp. 8 % 2002	102 35	4 356
Emp. 8 % 2003	102 35	4 356
Emp. 8 % 2004	102 35	4 356
Emp. 8 % 2005	102 35	4 356
Emp. 8 % 2006	102 35	4 356
Emp. 8 % 2007	102 35	4 356
Emp. 8 % 2008	102 35	4 356
Emp. 8 % 2009	102 35	4 356
Emp. 8 % 2010	102 35	4 356
Emp. 8 % 2011	102 35	4 356
Emp. 8 % 2012	102 35	4 356
Emp. 8 % 2013	102 35	4 356
Emp. 8 % 2014	102 35	4 356
Emp. 8 % 2015	102 35	4 356
Emp. 8 % 2016	102 35	4 356
Emp. 8 % 2017	102 35	4 356
Emp. 8 % 2018	102 35	4 356
Emp. 8 % 2019	102 35	4 356
Emp. 8 % 2020	102 35	4 356
Emp. 8 % 2021	102 35	4 356
Emp. 8 % 2022	102 35	4 356
Emp. 8 % 2023	102 35	4 356
Emp. 8 % 2024	102 35	4 356
Emp. 8 % 2025	102 35	4 356
Emp. 8 % 2026	102 35	4 356
Emp. 8 % 2027	102 35	4 356
Emp. 8 % 2028	102 35	4 356
Emp. 8 % 2029	102 35	4 356
Emp. 8 % 2030	102 35	4 356

Obligations convertibles

||
||
||

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. EUTHANASIE: «De telles pratiques n'existent pas», par Marcelle Gaudin; «L'issue des malades», par Maurice Abiven; «Une banalisation inquiétante», par Isabelle Marin et Robert Higgins; «Accompagner le mourant», par Michèle Salamegna et René Sabag-Lanoë.
3. LU: la Schizophrénie, de Thomas Szasz.

ÉTRANGER

- 3 à 5. PROCHE-ORIENT: L'aggravation du conflit libanais.
6. EUROPE: G-7, DIPLOMATIE: La fin de la visite de M. Mitterrand aux Pays-Bas.

POLITIQUE

8. La discussion du projet de loi sur la presse à l'Assemblée nationale.
9. POINT DE VUE: La dissolution du conseil municipal de Limeil-Brevannes, une mesure illégale, par Bernard Malgouyres.

SOCIÉTÉ

9. L'assassinat du général Omski est revendiqué par deux groupes rivaux.
10. SPORTS: ouverture des XIV^e Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 11-12. MUSIQUE: le Chœur anglais, à l'Opéra-Comique; Entretien avec le compositeur Henck.
13. EXPOSITIONS: Joazeiro, cité du cinéma; Debuter et Rouault à la Villa Médica; Parag à Caen.
14. Formes. Une sélection.
15. Programme des expositions.
- 16 à 18. Programmes des spectacles.

ÉCONOMIE

- 22-23. Les restructurations industrielles.
24. AFFAIRES: la démocratisation du secteur public.
24. SOCIAL: AGRICULTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
«SERVICES» (20): Bibliographie; Météorologie; Mots croisés; «Journal officiel».

Amouces classées (21-22); Carnet (26); Programmes des spectacles (16 à 18); Bourse (25).

● Grève au Théâtre national de Chaillot. — La première représentation de la Moutte, de Tchekhov, dans la mise en scène d'Antoine Vitez, qui devait avoir lieu au Théâtre national de Chaillot, le 9 février, est annulée et reportée au 10 à 20 h 30, après le préavis de grève déposé pour le 9 par les syndicats CGT des personnels. Les billets vendus peuvent être validés pour une autre date. Renseignements: 505-14-50.

SUSPENSION DES VISITES AU «MONDE»

En raison des travaux d'installation de son nouvel atelier de photocomposition, le Monde est contraint de suspendre jusqu'en octobre 1984 les visites techniques de l'imprimerie qu'il organisait en faveur de groupes de lycéens, d'étudiants ou d'associations.

(Publié)

Mini-copieur personnel tout papier

Cartouche d'encre incluse
Chez Duriez 6 850 F (t.t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10: le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tout papier. Aucun entretien. 5 couleurs changeables instantanément. Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre. Poids 19,8 kg. Dim. 41 x 47 x 18 cm. Vous l'importez à la Bibliothèque (Nationale 2). Autre modèle PC 20: Alimentation automatique à répétition. Prix Duriez 7 650 F t.t.c. 112, bd St-Germain, Odéon.

A B C D F G H

LA NÉGOCIATION AGRICOLE EUROPÉENNE

M. Rocard cherche à démontrer que les propositions de la Commission sont irréalistes

Tandis qu'à Bruxelles les ministres de l'Agriculture procèdent à un premier recensement des contradictions de la politique agricole commune, la situation s'est brusquement tendue dans les ports de la Manche où des agriculteurs français ont entrepris depuis dimanche 5 février de contrôler les importations de produits alimentaires.

Des heurts se sont produits à Cherbourg, mardi 7 février, entre paysans et forces de l'ordre: il y a eu trois blessés. Au Havre, des agriculteurs venus de la Sarthe, qui venaient remplacer ceux de l'Orne, ont retenu pendant quelques heures quatre chargements de viandes irlandaises destinées aux États-Unis, à l'Italie, au Gabon et à la Tunisie.

De notre correspondant

Les décisions à prendre, c'est exact, ne seraient pas commodes, mais il revenait assurément au conseil agricole, puisque la Com-

M. Austin Donay, ministre irlandais de l'Agriculture, est intervenu à ce sujet auprès de M. Rocard à Bruxelles. Les chargements ont été «libérés» par les forces de l'ordre mardi dans la nuit.

A Toul (Meurthe-et-Moselle), M. Guillaume, président de la FNSEA, a déclaré le 7 février que «c'est avec quelque surprise» qu'il avait «entendu le président de la République lancer les agriculteurs en leur demandant s'ils voulaient être dans la Communauté ou en dehors». «Ce ne sont pas les agriculteurs qui sont en marge du traité de Rome», a dit M. Guillaume, mais les gouvernements des pays membres de la Communauté.

mission a failli dans cette tâche, d'informer les chefs de gouvernement, pour qu'ils s'y préparent, que, sauf accord d'ensemble, ces décisions devront être prises.

PHILIPPE LEMAITRE.

SELON LE PRÉSIDENT DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE

Les États-Unis seraient débiteurs mondiaux en 1985

M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, déposant, mardi 7 février 1984, devant le Congrès, a lancé un avertissement d'une vigueur et d'une franchise inhabituelles. Non seulement l'ampleur des déficits budgétaires présent et à venir risque d'étouffer l'investissement productif du fait d'une hausse des taux provoquée par les appels répétés du Trésor (75 % de l'épargne nouvelle), mais elle risque d'accroître la dépendance financière des États-Unis vis-à-vis de l'étranger. M. Volcker s'attend à un doublement à 80 milliards de dollars des investissements étrangers sur le sol américain, soit 2 % du PNB.

En 1985, estime-t-il, «l'économie la plus grande et la plus riche du monde risque de devenir emprunteuse nette à l'échelle internationale et, peut-être, si les statistiques sont correctes, le plus grand emprunteur».

Il a souligné que le gouvernement, comme le Congrès, ne pouvaient ignorer les réactions des marchés

financiers à l'annonce de ces déficits. «Ces marchés ont leur propre entendement et n'ont jamais attendu, pour se décider, ni des élections ni du bon vouloir des rois ou des parlementaires». M. Volcker a encore réaffirmé qu'il n'était pas directeur de la Réserve fédérale, de peser sur les taux sous l'influence de considérations électoraux. Pour lui, il reste «bien peu de temps» — il est même bien tard — pour prendre les mesures de redressement nécessaires.

Sur le marché des changes, en dépit de l'aggravation de la situation au Liban, facteur traditionnel de tension pour le dollar, les cours de la monnaie américaine sont retombés, mercredi 8 février, à leur niveau de l'avant-veille, revenant de 8,48 F à 8,44 F à Paris, et de 2,7630 DM à 2,7475 DM à Francfort. Selon les meilleurs financiers internationaux, le retrait des «marines» à Beyrouth et le repli sur les bateaux de la flotte affaiblissent et les États-Unis et le dollar.

Un mouvement de grève perturbe le trafic SNCF

Arrêts de travail à la RATP le 9 février
Le mouvement de grève pour des négociations salariales lancé à l'appel de la fédération CGT, auquel s'est jointe la FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite), a eu d'importantes répercussions, le 8 février, sur le trafic SNCF.

Sur les grandes lignes, la situation était normale sur le réseau Paris-Nord et Paris-Est, mais un train sur trois seulement circulait en début de matinée sur les réseaux de gare Saint-Lazare, Montparnasse, d'Austerlitz et de Lyon (y compris pour le TGV). De Locaux, FO et la CFDT ont participé à des arrêts de travail.

Pour le trafic banlieue, le mouvement des trains était assuré à 50 % pour la gare de l'Est et pour la gare de Lyon, à 30 % pour la gare Montparnasse et à 20 % pour la gare d'Austerlitz (ligne C du RER), où la circulation était interrompue à la station Boulevard-Victor, en direction de Versailles et de Saint-Quentin-en-Yvelines. Sur les lignes de la gare Saint-Lazare, un train sur trois circulait avant 7 h 30, puis un train sur deux ensuite. Le trafic était également perturbé sur les lignes de la gare du Nord, avec quatre trains sur cinq en direction de Creil, et un train sur dix en direction de Pontoise et de Mitry.

Les transports en commun de la région parisienne seront également perturbés le 9 février, puisque plusieurs organisations syndicales de la RATP (CGT, CFDT, FO, autonomes) ont appelé à un arrêt de travail de deux heures en début ou en fin de service pour des négociations salariales. Les autobus, le métro et le RER seront affectés par ce mouvement, notamment aux heures de pointe, et de 5 h 30 à 7 h 30.

LE PREMIER «SATELLITE HUMAIN»

«C'est du gâteau!»

Paraphrasant Neil Armstrong, qui fut le premier homme à marcher sur la Lune, l'astronote Bruce McCandless s'est déclaré, alors qu'il quittait la soute de la navette américaine Challenger, «C'est du gâteau!».

Pour cette première sortie, le mardi 7 février, dans l'espace sans cordon ombilical, sans câble de sécurité pour ramener l'astronote en cas de panne de son équipement, la Nasa a pleinement réussi son programme, faisant ainsi une partie des dépenses que lui avait coûtées la perte des deux satellites de télécommunications, lancés ces derniers jours depuis Challenger.

C'est vers 14 h 10 (heure française) que Bruce McCandless est devenu, selon ses propres termes, «le premier satellite humain en orbite autour de la Terre». Auparavant, après une longue période de préparation, il s'était rendu, vêtu d'un scaphandre, dans la soute de Challenger. Là, en compagnie de Robert Stewart, toujours relié par un câble de sécurité à la soute du véhicule, il s'est équipé de son fauteuil (le Monde daté 5-6 février) dont une partie repose sur la navette et l'autre, ressemblant à une sorte de sac à dos, lui permet de se déplacer dans l'es-

pace. Ce n'est qu'une fois harnaché que McCandless s'est détaché en disant au Centre spatial de Houston (Texas): «Avec votre permission, je sors.»

Pour cette première spatiale (1), McCandless et Stewart ont fait preuve de prudence et n'ont pas utilisé toutes les possibilités de vitesse de leur nouvel engin, ne dépassant jamais 3,2 kilomètres à l'heure. Après une heure et demie de vol libre, qui lui a permis de s'éloigner de Challenger d'une centaine de mètres, McCandless a réintégré la soute de la navette et a laissé les commandes de son engin à Stewart en lui disant: «Vas-y, amuse-toi!».

Stewart n'y a pas manqué, ajoutant même: «C'est du gâteau!», et démontrant à son tour que l'opération spectaculaire de récupération du satellite scientifique SMS (Solar Maximum Satellite), prévue pour le mois d'avril, pouvait devenir une réalité. Après avoir passé cinq heures en tout dans l'espace, les deux hommes sont rentrés dans la navette. Mais rendez-vous est pris pour de nouvelles sorties joud.

(1) Une soixantaine d'astronautes sont sortis dans l'espace avec McCandless et Stewart, mais ils étaient toujours attachés par un câble à leur vaisseau.

Sur le vif

Transports

J'ai déjeuné hier avec mon ami Crauford. Il est dans un état... A ramasser à la cuiller. Dès que je l'ai vu assis là, au fond de la salle, les couloirs sur la table, la tête dans les mains, j'ai compris que ça n'allait pas.

«Qu'est-ce qu'il y a?»
— Elle est partie.
— Partis, partie?
— Elle doit repasser à la fin de la semaine pour ramasser ses affaires. C'est ça, c'est sûr: elle a complètement perdu la boule, elle est folle de ce Berliet.

«Je la connais?»
— C'est un poids lourd.
— Alors là, tu n'as que ce que tu mérites. Regarde-toi: un pauvre gringalet. Tu devrais te muscler un peu. Tu te laisses aller, je te l'ai toujours dit. Tu ne feras jamais le poids.

«J'aurais du mal! C'est un 39 tonnes.»
— Qu'est-ce que tu me racontes? Comment il est?

— Je te dis énorme. Un monstre. A côté de lui elle se sent tellement féminine et fragile, tu vois. Et pourtant elle en fait ce qu'elle veut. Il se laisse conduire comme un enfant. Il va

la faire voyager, la Grèce, la Turquie, tout ça. Avec lui, c'est l'aventure, c'est Yves Montand, c'est le rouin, le long rouin qui défile, qui défile...

— Attends une minute, c'est pour un mec ou pour un camion qu'elle l'a quitté?

— Pour un semi-remorque, ça fait une heure que je te le dis.

— Ne t'énerve pas comme ça, je ne pouvais pas deviner, ce n'est pas évident. Mais si c'est ça, tu vas lui rendre le monnaie de sa pièce à Girard. J'ai vu une annonce dans le Monde. C'est une Citroën placquée après un amour qui n'a duré qu'un seul jour. Aucun rapport avec la Plymouth du film, Christine, une vicieuse, complètement détraquée, jalouse, une vraie ténace. Non, celle-là est très douce, très soumise, un peu chienne sur les bords, tu vois le genre... Elle cherche un type. Tu lui téléphones...

— Non, mais ça ne va pas? Tu me vois sortir avec une petite Citroën pendant que madame se tape un Berliet géant? J'aurais l'air de quoi?

CLAUDE SARRAUTE.

SELON SES DIRIGEANTS

Air Inter va connaître des années difficiles

«Il apparaît que l'exercice 1983 est moins profitable que le précédent». En présentant, mercredi 8 février, à Paris, les résultats de son exercice, M. Marcel Long, président-directeur général d'Air Inter, n'a pas cherché à se glorifier de chiffres dont se contenteraient pourtant plus d'un transporteur aérien.

Divers indicateurs témoignent pourtant que la compagnie française, bien qu'en bonne santé, entre dans une phase nouvelle marquée par une moindre expansion et des résultats financiers plus modestes que par le passé. Ainsi, par exemple, le trafic a augmenté en 1983 de 8,6 % — franchissant pour la première fois le seuil des dix millions de passagers transportés — dans l'année.

Sur ce niveau se situe légèrement en dessous (à quinze mille passagers près) des prévisions formulées il y a un an. Le bénéfice net — car la compagnie continue de gagner de l'argent — est de 20 millions de francs, après impôts et versement de l'impôt sur le revenu des salariés; mais un peu plus tôt, il atteignait 40,2 millions. Quant à la marge brute d'autofinancement, elle est de 391 millions (8,2 % du chiffre d'affaires), contre 374 millions (8,9 % du chiffre d'affaires en 1982). M. Long doit trois raisons à cette situation: la baisse du coefficient de remplissage des avions; une augmentation des tarifs inférieure à l'inflation et une évolution plus lente de la productivité.

Toutes ces constatations incitent à la prudence, selon M. Long. Ainsi, pour 1984, il prévoit un accroissement du trafic de 3 %. Avec une augmentation moyenne des tarifs de 7,5 %, une hausse du carburant de 7,5 %, un taux d'érosion monétaire de 6,1 % en moyenne annuelle, 320 millions de francs d'investissements et 74 millions de remboursements d'emprunts, explique-t-il, il

faut porter notre taux de remplissage à 65,6 % si nous voulons dégager une marge brute d'autofinancement qui ne soit pas trop inférieure à celle de cette année, tout en équilibrant nos résultats. Mais M. Long se refuse à tout pessimisme excessif. D'ici à 1988, la politique de l'entreprise sera centrée sur deux axes.

Le développement dans l'équilibre qui revient à mettre l'accent à la portée du plus grand nombre: «à condition que les recettes dégagées couvrent les coûts».

La modernisation de la flotte. Dans quatre ans devraient arriver les Airbus A-320 pour sept millions et deux passages qu'Air Inter a commandés à dix exemplaires. Une commande massive pour une compagnie habituée à mener ses investissements «à petits pas» afin d'adapter sa flotte le plus finement possible à la croissance du trafic.

La campagne de développement de la compagnie d'Air Inter, qui a débuté en 1983, est en cours. Elle vise à augmenter le trafic et à réduire les coûts. Elle se traduit par une augmentation du trafic de 8,6 % en 1983, par une augmentation des tarifs de 7,5 %, par une hausse du carburant de 7,5 %, par un taux d'érosion monétaire de 6,1 % en moyenne annuelle, par 320 millions de francs d'investissements et par 74 millions de remboursements d'emprunts.

Le développement dans l'équilibre qui revient à mettre l'accent à la portée du plus grand nombre: «à condition que les recettes dégagées couvrent les coûts».

La modernisation de la flotte. Dans quatre ans devraient arriver les Airbus A-320 pour sept millions et deux passages qu'Air Inter a commandés à dix exemplaires. Une commande massive pour une compagnie habituée à mener ses investissements «à petits pas» afin d'adapter sa flotte le plus finement possible à la croissance du trafic.

Le développement dans l'équilibre qui revient à mettre l'accent à la portée du plus grand nombre: «à condition que les recettes dégagées couvrent les coûts».

"LE CLOS D'ARLY" LE STANDING A LA MONTAGNE

Tél.: (50) 21.46.25

330.000F*
2 pièces 6 personnes
Livré avec escalier à skis
cave et parking

Existe en studio et 3 pièces

Dans la station-village été/hiver de Praz-sur-Arly - le Clos d'Arly -, des appartements de grand standing, exposés plein sud, face aux pistes, au pied des remontées.

A votre porte, balade en traineau, ski de fond, ski alpin: 80 km de pistes, 1 000 m de dénivellé.

Gestion et locations assurées. Renseignements au bureau de vente «Clos d'Arly».

4, voies des Varins, PRAZ-SUR-ARLY, 74120 MEGÈVE

Veillez à envoyer votre documentation sur le «Clos d'Arly».

NOM _____ Tél. _____ Tél. bureau _____

ADRESSE _____ Code postal _____